

LES LEGIONS DE SABLE
MILICES, RESEAUX ET TERRITOIRES
AU FEZZAN

DU MEME AUTEUR

La chamelle d'Allah. Aux sources du chaos libyen.

Editions du Parchemin Bleu. Tunis, 2016.

Les sentiers de l'introuvable épitaphe. Terrorisme, vengeance et réconciliation en Libye.

Editions du Parchemin Bleu. Tunis, 2018.

RAFAA TABIB

LES LEGIONS DE SABLE
MILICES, RESEAUX ET TERRITOIRES
AU FEZZAN

Editions du Parchemin Bleu, 2017



Conception visuelle :



Maraya Concept

Iconographie de la couverture :

Le Parchemin bleu de Kairouan et cliché de l'auteur



Les Editions du Parchemin Bleu. Tunis, 2017.



Cet ouvrage a été publié avec l'aimable concours de



ISBN : **XXXX**

Printed in Tunisia by : FINE ART PRINT

A Chokri Belaïd et Mohamed Brahmi

In Memoriam

A Sameh et aux aurores promises.

La translittération des mots arabes, tamasheq et téda-daz̧a'h, n'obéit dans cet écrit, à aucune méthode déterminée à l'avance. Les mots sont retranscrits de la manière, celle la plus proche possible de leurs prononciations originales.

SOMMAIRE

REMERCIEMENTS

PREFACE

INTRODUCTION

CHAPITRE PREMIER :

TRAFFICS ET INSECURITE DANS LE FEZZAN POST- INSURRECTIONNEL

Contexte sécuritaire et réseaux de trafic

Affrontements et fractures urbaines

***Arsenaux urbains et renversement des rapports de
force à Sebha***

Revendications autonomistes et accès aux ressources

Les armes comme facteur d'allégeance

CHAPITRE SECOND :

DE L'INSURRECTION ARMEE A

L'AFFRONTLEMENT TRIBAL, OU LES DES DESTINS

CONTRASTES DES QUARTIERS

***Genèse des quartiers : Aux sources de la
fragmentation***

Répartition de la population au niveau des quartiers :

***La planification de la croissance à l'épreuve des
exodes et des guerres***

***Le quartier à Sebha : Unité de vie, référent identitaire
et lieu de mobilisation***

Politiques urbaines et situations foncières : Le droit coutumier face aux projets de développement

Une ville en quête de centralité : La dissémination des services dans les quartiers

Le temps de l'insurrection : Les destins des quartiers de Sebha entre le désengagement des autorités centrales, la domination des factions armées et la compétition pour les ressources

Les tribus rapatriées et leur installation À Sebha : Un facteur de dissémination de la violence

Sebha au centre des flux migratoires : La ville de tous les exodes, la cité de toutes les ressources

La guerre comme quotidien de la ville : Affrontements entre les quartiers et îlots de paix

Mahdiya : luttas et arrangements entre les élites locales

Nassiriya : le destin meurtri d'un quartier militaire

H'jara : Le noyau historique et symbole de résistance

Tayouri : Le quartier de toutes les fractures

Tardouna : La revanche des rapatriés

Menchiya : Le quartier des barricades

Abd El Kefi : Le quartier de la résistance désormais amarré à Birak

Bardaï : L'exception grâce à la diversité

La démolition de la maison de Kadhafi : L'acte éradicateur qui marqua la rupture dans la ville

Les jihadistes et le contrôle des frontières : Insécurité et racket de la population

Entre violence anonyme et sentiments de déni : Le Fezzan, une terre des vengeances et d'aspirations à l'autonomie

Les territoires de la vengeance : Les échos de la violence à Sebha

CHAPITRE TROISIEME :
LES FACTIONS ARMEES ET LES DYNAMIQUES DES
RESEAUX DE CONTREBANDE D'ARMES

Type I : les Boucliers locaux et les groupes apparentés

Les factions Zentane

Les milices des Ouled Slimane

Type II : Les milices émergentes

Les réseaux et milices de Barka Wardougou

Les milices loyalistes de la Jamahiriya (Khoutt El Jedd)

Le réseau touareg de Wadi Ati M'sîn

Type III : les réseaux affairistes

Le réseau de Hay El Hendi

Type IV : les milices « islamistes » ou apparentées

La milice islamiste de Jibril Baba (8ème brigade des Boucliers de Libye)

CONCLUSION :
LE FEZZAN FACE A SES INCERTITUDES

ANNEXES

REMERCIEMENTS

A mon arrivée à Sebha, les blessures de la guerre étaient encore béantes et nul ne pouvait prétendre à la neutralité dans ce conflit fratricide. Interroger les leaders des milices sur leur armement et sur la contrebande, lesquels constituent leurs principales ressources, relevait de l'aventure. Malgré les nombreux obstacles, mes interlocuteurs trouvèrent un intérêt à m'exposer leur point de vue sur une multitude de sujets, dont la guerre qui déchirait leur région. Il y avait là, probablement, un besoin de « re-présentation » de soi dans le miroir du chercheur.

En parallèle de la collecte des récits et de l'observation sur le terrain, ce travail fut aussi une édification théorique d'une question aux multiples dimensions auxquelles j'ai été initié par un groupe de spécialistes.

Aussi puis-je assurer que ce travail n'a été possible que grâce aux multiples discussions menées avec des amis chercheurs et des personnes rencontrées au fil des pérégrinations à travers les localités du Fezzan. Discussions qui touchèrent à de multiples questions, la recherche anthropologique étant avant tout un fait d'échange. Mes vifs remerciements s'adressent particulièrement à M. Soulayman Al Bayoudhy, qui par sa compétence et son esprit de dialogue m'a ouvert un large éventail de pistes de travail.

Je tiens aussi à saluer M. Tahar Othman, l'ami et le protecteur pour ses conseils et son indéfectible soutien pendant les durs moments des affrontements armés. Grâce aux nombreux échanges que nous avons eu et au partage de nos observations sur le terrain, mes recherches trouvèrent souvent de nouvelles réponses dans des niches insoupçonnées. Ses efforts en vue de m'initier à la culture toubou et à cette belle langue mélodieuse qu'est le *téda-daza'h* n'ont certes pas été couronnés de succès en raison de mes aptitudes modestes. Mais ils m'ont permis de voyager à travers les contes et la poésie de ce peuple

dans les méandres d'univers mythiques d'une extraordinaire beauté et d'une insondable sagesse. Qu'il trouve dans la publication de ce travail l'expression de ma reconnaissance.

J'adresse enfin mes remerciements à mes compagnons de route au Fezzan, qui dans les moments de péril et de danger, m'ont beaucoup appris et m'ont assuré gîte et protection.

Rafaâ Tabib

PREFACE

En lisant le manuscrit de ce livre, plusieurs interrogations m'ont effleuré l'esprit. Pourquoi l'auteur a-t-il décidé de témoigner sur le martyr silencieux et ignoré du Fezzan et de sa capitale Sebha en ce moment précis ? Pour quelle raison s'est-il senti dans l'urgence de « révéler le non-dit » du crime qui ensanglante le Fezzan depuis de longues années alors que l'ensemble de la Libye connaît les plus dures années de son Histoire ? Y a-t-il dans l'ombre des dynamiques observées et relevées, des vérités qui pourraient éclairer la part obscure des réseaux sahariens, des conflits qui embrasent les territoires de l'ancienne Jamahiriya, des enjeux qui se profilent derrière le voile des affrontements tribaux et des velléités de prédation des ressources, lesquelles étayent toutes les entreprises de démembrement de la Libye ? Effectivement, il y a urgence, car il y a des vies qui sont broyées et des destins qui sont brisés sous les roues de l'implacable char de la guerre. L'auteur, conscient que la compréhension des dynamiques actuelles, constitue en soi, un pas vers la paix et la réconciliation, s'inscrit dans mon imaginaire au sein d'un tableau mythologique, celui du sphinx et d'Œdipe. « Comprends ou tu seras dévoré ! », injonction qui pourrait être adressée aux chercheurs qui ont choisi la Libye comme terre de leurs investigations. Or, l'auteur de ce livre est clairement animé dans sa quête de chercheur sur le terrain, par une considération essentielle ; celle de la valeur heuristique. Valeur forgée dans le feu des affrontements auxquelles il a été témoin à plusieurs reprises, au péril de sa vie.

En lisant les longues pages rédigées par l'auteur au sujet des factions armées qu'il est parti interroger et étudier sur les pistes et dans les camps parsemés du désert de Rebyana, j'ai saisi l'importance heuristique d'un tel travail pour ceux qui cherchent à démanteler la pieuvre milicienne qui étouffe le pays. L'analyse de leurs réseaux, de leurs modalités de financement, de leurs implantations dans le territoire et surtout de leur interaction avec la nébuleuse terroriste constitue le

passage inévitable pour la mise en œuvre des politiques de démobilisation, d'insertion et de désarmement des hommes en armes. L'apport de cet ouvrage est d'offrir au lecteur une restitution détaillée des modes de fonctionnement des factions armées tout en mettant en lumière les articulations nuancées avec l'environnement tribal et ethnique. C'est là, à mon avis une avancée importante dans l'accumulation d'une connaissance de qualité de l'un des dossiers tabous du drame libyen, celui de la décortication du champ milicien. Un champ, que la sémantique insurrectionnelle relayée, ou plus exactement élaborée, par la littérature et les médias occidentaux a réussi à encenser durant des années sous des superlatifs laudatifs de « camp révolutionnaire » et de « combattants pour la démocratie ».

Sur un autre plan, le choix du Fezzan me semble opportun pour comprendre la situation libyenne dans sa globalité mais aussi dans ses détails. Tous les soubresauts de l'Histoire contemporaine de la Libye se trouvent traduits et amplifiés dans la vie de cette province. Autant son territoire que sa ville principale et capitale, semblent condenser les dynamiques, les espoirs, les désillusions, les cataclysmes, les affrontements, les régulations et les prédateurs qui jalonnent l'Histoire et les destins des dernières décennies dans le pays. C'est aussi dans Sebha que se rencontrent, dans la paix ou dans l'affrontement, les nomades du Sahara et les citadins de souche souvent très ancienne. Les derniers événements tragiques de 2012 et de 2014, qui se sont traduits par des affrontements sanglants aussi bien à Sebha que dans une région très vaste du Sahara-Sahel, ont mis en lumière la place qu'occupe le Fezzan dans l'organisation et le fonctionnement d'un grand espace couvrant de larges territoires qui s'étendent sur le Tchad, le Niger et l'Algérie.

Lorsque l'auteur est venu à Benghazi m'exposer son projet, je lui ai fait remarquer, qu'en entamant la recherche en vue de la rédaction du livre, il devait faire face à des conditions éminemment défavorables. Défavorables de par la rareté des données et de la difficulté d'accès aux informations. Cependant, il a accepté de relever le défi, car au-delà de la

réflexion sur un territoire saharien en pleine reconfiguration, il y a une interrogation fondamentale à laquelle il y avait obligation de s'arrêter ; Pourquoi un territoire aussi riche et une ville aussi opulente et qui auraient pu constituer un creuset pour la nation libyenne se sont-ils mus en théâtre de l'exclusion, souvent violente, de certains groupes de leurs habitants ? Cette interrogation trouve son origine dans l'Histoire de toute une génération qui a résidé dans cette province et dans ses villes et a gardé le souvenir de la violence et de l'exclusion qui y régnaient. Une violence qui constitue un paradoxe dans une région que l'État a souvent considéré comme une vitrine de son œuvre de développement. En effet, si l'État a joué un rôle-clé dans la mutation territoriale et urbaine dans le Fezzan, en tant que province saharienne, il n'a pas néanmoins contribué à la consolidation de certains décalages entre, d'une part, les politiques officielles d'aménagement et la réalité sur le terrain telle que vécue, réalisée ou pratiquée par la population, d'une autre part.

Une dimension affective a aussi suggéré le choix de l'auteur de ma personne pour préfacer son livre. Ayant séjourné de longues années dans le Fezzan et à Sebha en particulier, il nous est arrivés, à plusieurs occasions de partager des souvenirs et des bribes de vies dans cette ville. L'auteur a souvent exprimé son désarroi face à la régression que connaît actuellement la capitale du Fezzan. Sentiment qui m'accable également. Différemment des autres villes du Fezzan, Sebha avait un « visage » urbain qui rappelait les agglomérations du reste du Monde. En effet, dans les premières années de la décennie 1980, les bus et les transports publics collectifs sillonnaient les artères de la ville, offrant un service de qualité pour les usagers. Ces bus, que dans d'autres villes, on n'aurait presque pas remarqués, tant ils se fondaient dans la normalité du quotidien urbain, constituaient pour les Fezzani, un puissant symbole de modernité. De même, l'image des jardins publics verdoyants et si bien entretenus dans cette agglomération du désert, évoquait pour la population l'émergence d'une nouvelle urbanité. Enfin, les cinémas, les théâtres et les clubs constituaient les nouveaux

espaces de liberté qui s'incrustaient, progressivement, dans les mailles de la cité conservatrice. Tous ces espaces, culturels, ludiques et paysagers sont aujourd'hui tombés dans l'oubli et la déchéance. Après les événements de 2011, les stations de bus ont été transformées en kiosques à tabac ou en bunkers de miliciens. L'idée même de l'existence d'un transport en commun a disparu de la ville, de ses pratiques et de ses représentations. Les hôtels, les cinémas et les théâtres ne sont plus que des vestiges calcinés par les tirs d'obus ou transformés en lieu de propagande milicienne. Quant aux jardins publics, les quelques palmiers rescapés des incendies, se dressent comme les témoins aigris de la disgrâce de la ville. Sebha qui fut la ville de toutes les promesses est devenue un énorme champ de bataille, de ruines et de stockage des armes.

Au-delà de la volonté politique, la planification territoriale au Fezzan a connu une série de dysfonctionnements qui dépassent l'aspect purement technique. La réversibilité des processus décisionnels et la nature versatile dans la réalisation des projets ainsi que le manque de concertation avec les citoyens sont les caractéristiques du mode de gestion de la province. L'énorme gâchis des capitaux du pays était manifeste, mais rares étaient les voix qui dénonçaient un tel désordre. En fait, plus on construisait, plus le Fezzan régressait. Alors que les planificateurs du territoire pensaient œuvrer à l'essor de la province, ils assistaient impuissants, face au caractère incohérent des décisions politiques et des choix aléatoires du pouvoir, à son déclin. Ils finirent par devenir les témoins silencieux et même complices de la déchéance du Fezzan.

L'insurrection qui éclata en Libye engendra des mutations violentes dans les territoires et les rapports sociaux. Elle a mis en lumière le hiatus important entre, les idéaux politiques et les réalités sur le terrain. Ce hiatus constitue un prélude à l'interrogation sur les mécanismes réels qui régissent les dynamiques territoriales et principalement, celles qui sont spécifiques aux sociétés tribales. Des dynamiques, que l'auteur a commencé à interroger avant l'effondrement de la Jamahiriya.

Interrogation qui a allié les analyses spatiales aux démarches inhérentes à l'anthropologie et à l'Histoire.

Je ne défloie point un secret en évoquant la poïétique, dans sa déclinaison Heideggérienne, de la rédaction de cet ouvrage. L'auteur a en effet écrit ces pages alors que la guerre déchirait depuis des années le Fezzan et sa capitale. Une guerre qui traçait et trace encore, sans cesse, de nouveaux contours territoriaux et sociaux à des situations souvent difficilement abordables. Ces interminables reconfigurations l'ont amené souvent, à étendre ses interrogations autour des phénomènes observés au-delà des champs relatifs aux problématiques du sécuritaire, du milicien, de la prédation des ressources et du spatial, pour embrasser les approches disciplinaires anthropologiques, politiques et historiques. Ainsi, ce livre, tout au long de son élaboration a été relu et réécrit à fur et à mesure de l'avancement des recherches. Il s'apparente, dans une certaine mesure, à un alliage d'analyses spatiales, sécuritaires et de recherches sociologiques. Car l'approche par le territorial et le spatial explique certes des aspects des dynamiques observées dans le Fezzan, mais la guerre tribale, les affrontements entre les factions et la violence générée par des siècles de domination politique remodelent les configurations et les représentations dans la province.

Il m'importe aussi de souligner que ce livre a été écrit, en grande partie, alors que le Fezzan connaissait les pires phases d'affrontements sanglants, des vagues de migration, d'exclusion de ses populations de leurs quartiers, d'émergence de la puissance des milices armées et de passation souvent dramatique, des leviers du pouvoir local. Autant de conditions qui font de l'élaboration de cet ouvrage une quête de compréhension, dans la douleur, d'un territoire fragmenté et brisé par une multitude de lignes de césure aussi bien dans son espace que dans les consciences de ses habitants. C'est peut-être une des qualités de cet écrit-témoignage qui livre une tentative, dans l'instantané, de compréhension des réalités changeantes et des transformations rapides générées par la guerre aussi bien dans l'espace que dans les

configurations sociales. Certaines configurations sociales sont, il est vrai, souvent impénétrables et même interdites pour une large partie du monde de la recherche et ce, du fait de la fracture tribale qui traverse la province et du caractère souvent tabou de certains aspects de la culture locale.

La situation dans le Fezzan est un reflet en miniature de toute la complexe réalité de la Libye. Mais au-delà de la guerre et de la prédominance milicienne, le pays connaît une résurgence des traditions de dialogue et de prévention des conflits armés. La lassitude de la guerre, le rôle sans cesse croissant des groupes de sages dans le règlement des litiges et l'émergence des associations civiles regroupant des membres appartenant à toutes les composantes tribales sont autant de fondements pour la recherche de la paix. La consolidation de celle-ci passe nécessairement par la reconnaissance du droit de tous au territoire. L'auteur est, à ma connaissance, l'un des pionniers des processus de réconciliation et un acteur, qui a su dépasser l'attitude du simple observateur, de la pacification du Fezzan.

Dr. Ali Khoso

Ministre

Président de la Haute Autorité de la Reconstruction et du Logement en
Libye

Membre du Conseil Académique de l'Université de Sebha
Ingénieur-Planificateur urbain

INTRODUCTION

« Le cisèlement de la conscience et tout ce qui participe de l'apprentissage sont une procédure cognitive, une mise en évidence de la valeur heuristique du traumatisme du terrain et non une cassure, dont l'écriture serait la tentative thérapeutique du colmatage »

Sophie Caratini

Au printemps de l'année 2014, je revenais à Sebha pour donner un cours de théorie de l'architecture à l'Université. J'avais rendez-vous avec l'horreur, une horreur toute personnelle. L'amphithéâtre, où je donnais mon enseignement, avait été soufflé par un obus d'artillerie lourde et ses décombres fumaient encore lors de ma visite. La plupart de mes étudiants avaient déserté les salles de cours et certains parmi eux, tenaient un check-point redouté à cause des multiples exactions qui y sont commises à l'encontre des passagers.

Cet événement traumatique advenu à la lisière de mon activité d'universitaire et de chercheur m'a obligé à entreprendre un travail d'analyse de la situation de chaos en rompant avec les schèmes classiques. L'horreur, s'est avérée, par ses images traumatisantes et le sentiment de profond de l'échec, un détonateur de voracité de la recherche et surtout un puissant stimulant pour tenter l'expérience du funambule. J'étais amené à m'essayer à l'équilibrisme entre d'un côté, mon point de vue éminemment rapproché de l'observateur pris dans le pétrin de tragédie que traversait le Fezzan, dans ses aspects les plus

humains et d'un autre côté, l'implacable attitude distanciée d'un chercheur formé, par l'exercice de sa discipline et rompu au détachement objectif indispensable à l'élaboration scientifique.

Mais l'équilibrisme dans la recherche est beaucoup plus périlleux que le spectacle et peut laisser de profondes séquelles. Lors d'une conférence au Caire au printemps de l'année 2016, j'ai présenté l'ensemble de mes observations dans le Fezzan et les réflexions auxquelles m'avait conduit cette expérience de traversée de la guerre tribale devant un aréopage de chercheurs. L'assistance m'a écouté avec attention, observé des silences lorsque ma gorge se nouait à chaque intonation émotionnelle et, sans répondre directement aux interrogations implicites que mon exposé contenait, la présidente de la séance m'a simplement rétorqué avec fermeté : « il faut écrire ! »

Ecrire, oui, mais écrire quoi ? Comment articuler, sur une quête de sens très personnelle, un propos de portée territoriale, historique et sociale ? Et surtout comment légitimer, aux yeux de la communauté scientifique et du public des lecteurs, ces passerelles entre des champs cognitifs et perceptifs ?

J'ai résisté un temps à cette injonction d'écriture, mais quelques mois plus tard, à l'occasion d'une autre conférence que j'ai donnée à la Fondation pour la Recherche stratégique à Paris, j'ai relevé à quel point le drame libyen, celui des petites gens et des lointaines provinces, était méconnu des planificateurs et parfois même, des prétendus spécialistes du dossier. Il ne s'agissait plus pour moi d'écrire, mais dans une très large mesure, de témoigner. Tel était le contexte dans lequel j'ai finalement décidé d'oser, sans trop savoir où l'aventure me conduirait, en optant pour une posture aussi bien descriptive que réflexive.

Plutôt que revenir sur les « raisons » de l'agression contre la Libye et l'explication justificative de la situation chaotique de la sécurité, exercice apprécié par les planificateurs de l'hypothétique « transition » politique dans ce pays, j'ai centré mon travail dans ce livre sur le terrain. L'écriture est un moment de mise en ordre de la pensée qui s'apparente à une sorte de course vers l'inconnu, même lorsqu'elle s'élabore dans la

phase ultime d'une longue maturation. C'est en laissant ma plume courir vers cet inconnu que j'ai découvert ce qui m'est apparu comme une redécouverte d'un instant passé sous silence. En effet, le traumatisme subi ou généré par la rencontre avec le terrain est sublimable dans et par l'écriture. Dans ce contexte, j'ai vécu l'écriture de ce livre, comme œuvre de « re-construction » de la connaissance acquise sur le terrain et comme un façonnement de l'être dans le dépassement.

Mais écrire, dans un contexte de guerre, est aussi un acte éminemment politique. J'avais conscience que toute publication sur telle ou telle population, notamment en périodes d'affrontement ou d'instabilité, se voit dotée d'un enjeu politique local accru. Enjeu qui peut être national ou même international et dont l'importance augmente encore dans une situation de conflit à portée régionale. La diffusion via les médias et les reprises sommaires nécessairement déformatrices inhérentes à la communication du monde contemporain, fait que ce livre se transforme en instrument mobilisable dans la bataille pour la domination du champ des représentations. Par conséquent, même si en qualité de chercheur, je reste animé par une quête heuristique, les notabilités locales et les parties engagées dans les conflits, ne voient pas la production scientifique selon le même prisme. L'enjeu pour les groupes étudiés n'est jamais négligeable. La liberté concédée au chercheur afin qu'il accède au terrain en est alors subtilement favorisée ou empêchée. Dans le cas des groupes profondément marqués par les discours victimaires, le travail du chercheur s'apparente à une « formalisation » scientifique de leur narratif revendicatif et par conséquent, ils sont hautement preneurs de cette publicité.

En parcourant les localités du Fezzan et en partant à la rencontre aussi bien des leaders miliciens que des chefs tribaux coutumiers ou des simples gens, je percevais les stratagèmes de mes interlocuteurs. Ces derniers s'acharnaient à m'impliquer dans leurs logiques de rivalités car ils avaient conscience qu'à travers mon projet d'écriture, je représentais potentiellement, l'un des atouts manipulables d'une guerre à laquelle ils

n'avaient pas accès, celle des représentations. Tout ce qui m'a été dit et ce qui m'a été soustrait, ce qui m'a été montré et ce qui m'a été caché, sont autant de péripéties du jeu de l'instrumentalisation dont j'ai été l'objet ou parfois même l'otage. La clé de compréhension de cet « enjeu » réside dans la prise en compte, à chaque instant, à chaque détour du débat et à chaque réécriture de la déformation qu'impose la situation de conflit qu'il faut déchiffrer.

En partant dans un Fezzan déchiré par la guerre, je savais que j'étais amené à fureter dans les dédales des affrontements tribaux, à flirter avec la marginalité des miliciens en rupture de ban et à m'infiltrer dans les temples interdits du trafic illicite transfrontalier et globalisé. Je ne pouvais renier mon rôle d'identificateur des marqueurs de l'altérité dans un univers virtuellement différent, mais paradoxalement si proche. Mon mode d'approche, s'il est couronné par l'acte de la mise en écriture, peut prétendre au statut de source d'enrichissement de la connaissance. Car j'aurai, grâce aux multiples expériences singulières et toutes aussi vivifiantes rencontres sur des terrains inconnus ou très peu étudiés, permis de constituer non seulement une méthode inédite de travail, mais un point de vue particulier qui renouvelle l'étude des faits de société, notamment en situation de décomposition ou de profond clivage violent. En effet, les sociétés segmentaires ont été étudiées et théorisées dans des situations de paix ou de longue transition. La spécificité libyenne dans le monde contemporain, marquée par sa profonde fragmentation n'a pas été suffisamment analysée, notamment lors des phases de crises. La structure de la société libyenne est principalement tribale et les processus d'urbanisation ne sont pas parvenus à éroder définitivement ce caractère. Le régime de rentier de la Jamahiriya et l'agression atlantiste de 2011 ont concouru à restreindre le référent essentiel de la vie collective dans le clan et la tribu. Celle-ci assure, de manière exclusive à l'individu, protection, ressources et soutiens contre les agressions de tout ordre et les aléas de la vie. C'est là un processus avéré, car dans les périodes de profonds conflits, périodes pendant lesquelles il n'existe plus de système de sécurité collectif ou

étatique, il est légitime de voir les individus se replier sur leurs groupes sociaux respectifs voire les réactiver, de manière plus ou moins mythique, car ils sont les seuls susceptibles d'apporter les ressources nécessaires à la survie.

Le Fezzan en général et la ville de Sebha, a connu ce processus de retribalisation militarisée aussi bien avant qu'après la chute de Kadhafi. La recrudescence des affrontements inter tribaux et des représailles armées, violence alimentée par l'essor de la contrebande d'armes, la compétition acharnée entre les diverses factions locales pour le contrôle de la frontière méridionale du pays et la maîtrise du territoire d'une province au sous-sol fabuleux ont poussé les individus à rechercher, dans la plupart des cas, la protection du référent tribal. Depuis 2011, la population de la ville a paradoxalement doublé avec l'afflux massif des « déplacés de l'intérieur » ces réfugiés libyens dans leur propre pays. La guerre a chassé de leurs territoires, des tribus et des clans entiers. Sebha s'est alors transformée progressivement en cité-refuge de populations considérées souvent comme les perdantes de la guerre. La ville ressemble depuis, à un vaste camp de réfugiés qui ont afflué vers cette ville fuyant les zones de combats. Ces populations démunies, chassées et stigmatisées se sont rapidement mobilisées au sein des milices alimentant, de ce fait, la spirale de la guerre.

Les bombardements de l'OTAN et les affrontements tribaux, dont les deux principaux épisodes eurent lieu en mars 2013 et janvier 2014, épisodes qui se soldèrent respectivement par la mort de 143 et 69 victimes, ont concouru au « nettoyage ethnique et tribal » des quartiers au sein desquels n'habite plus désormais respectivement qu'une seule tribu ou au mieux, des groupes liés par des alliances.

Parallèlement à la ségrégation ethnique et tribale, les quartiers connaissent depuis le printemps 2012 une course effrénée à l'armement et stockage des munitions comme si les habitants cherchaient à se prémunir contre une attaque des voisins. De ce fait, la ville se transforme progressivement en un vaste dépôt d'armes disséminées au sein même des îlots résidentiels. La taille des arsenaux est généralement

petite ne dépassant guère quelques maisons desservies par une placette aménagées pour les manœuvres des véhicules équipées de mitrailleuses. De toutes les villes du Fezzan, c'est Sebha qui est lieu et l'enjeu principal des affrontements violents entre les factions armées. Cette situation n'a rien d'arbitraire et trouve son argumentation dans le rôle stratégique de cette ville. La capitale du Fezzan constitue un nœud où affluent trois pistes principales venant du Sud : la piste de Dongola qui part de la ville, passe par Koufra et oblique vers le Darfour, la piste du Tchad et enfin la piste qui traverse le sud algérien et rejoint le Niger et au-delà, le Mali. De cette ville partent donc les routes sur lesquelles transitent les échanges transfrontaliers et notamment les trafics d'armes, de biens de consommation subventionnés, de carburant de contrebande et surtout de migrants clandestins. A noter aussi que le Fezzan est un territoire dont le sous-sol regorge des plus importantes réserves d'hydrocarbures du pays. Par conséquent, la violence entre les factions tribales sont alimentées par le désir de maîtriser ce territoire considéré comme une ressource en soi, de s'assurer la prééminence sécuritaire sur ses localités, de contrôler ses frontières, de gérer les trafics et la contrebande avec les voisins méridionaux.

Le livre est structuré en trois chapitres, consacrées chacune à une thématique spécifique.

Le premier chapitre est consacré aux trafics et à l'état d'insécurité qui règne dans le Fezzan post-insurrectionnel. Les fractures territoriales et urbaines y sont étudiées en rapport avec la dissémination des arsenaux dans les villes et la re-sémantisation de l'accès à la possession des armées en tant que facteur d'allégeance, donc de recomposition des rapports de forces entre les factions tribales.

Le second chapitre traite des destins des quartiers et des territoires dans le Fezzan après l'insurrection de 2011 et la domination de la province et de sa capitale par les milices. L'approche est ici fondée sur la lecture de la genèse de la ville selon une optique anthropologique, dont l'objectif est d'analyser les processus ayant étayé la fragmentation

actuelle et les destins contrastés des unités de voisinage. Chaque quartier est analysé de manière détaillée et une mise en miroir est établie pour mieux comprendre l'attitude des composantes de la capitale du Fezzan lors des affrontements qui ensanglantèrent la région. La démolition de la maison de Kadhafi, en tant qu'acte éradicateur ayant marqué la situation de rupture entre les tribus à Sebha est analysée en tant que rituel symbolique de territorialisation violente.

La seconde partie de ce chapitre est consacrée à l'étude des phénomènes inhérents à la violence dans ses diverses déclinaisons avec une mise en exergue du jihadisme et de la vengeance tribale, phénomènes qui participent à la cristallisation des nouvelles territorialités issues de l'effondrement de l'Etat.

Enfin, le troisième chapitre expose en détails les factions armées et les dynamiques des réseaux de contrebande d'armes dans le Fezzan, grâce à l'établissement d'une typologie des milices suivant une série de critères. Leurs « économies » et leurs articulations aussi bien au politique qu'au tribal sont étudiées afin de sonder les dynamiques d'alliances et de fragmentation du champ sécuritaire et des territoires.

CHAPITRE PREMIER : TRAFFICS ET INSECURITE DANS LE FEZZAN POST-INSURRECTIONNEL

La région qui fait l'objet de ce livre est celle du Fezzan occidental. Celle-ci comprend les villes de Sebha, Gatroun, Oubari et Morzouk. Elle constitue la partie la plus peuplée de la province méridionale du pays. Le Fezzan oriental englobe, quant à lui, les oasis autour de Koufra. Ces deux régions, bien qu'appartenant à la même province et possédant certains traits communs sur le plan démographique sont séparées par un vaste désert ; les étendues de Rebyana.

La région étudiée a connu une profonde crise tant au niveau sécuritaire, démographique et surtout économique. Ces trois facettes de la crise trouvent leur expression et leur source dans l'explosion des trafics illicites et en premier lieu, la contrebande globalisée d'armes. Ce dernier aspect constitue une clé de lecture des principaux phénomènes observés dans le Fezzan et sera adopté, dans ce chapitre, comme vecteur d'études.

A la suite de la chute du régime de Kadhafi, la contrebande d'armes provenant des arsenaux pillés lors des affrontements, s'est accrue de manière significative dans le Fezzan occidental. De multiples acteurs locaux sont responsables de l'explosion de ce trafic. Ceux-ci ont constitué des réseaux de contrebande à l'échelle régionale en profitant des solidarités tribales de part et d'autre de la frontière ainsi que des alliances politiques au sein du pays. Ils ont également tiré avantage de la multiplication des zones d'affrontements entre les nombreuses milices libyennes rivales et exploité l'essor de la demande en armes émanant des points chauds de la région (Darfour, Haute-Egypte, Sinaï et Gaza). L'émergence de nouveaux marchés (Mali et Tunisie) ont aussi participé à dynamiser ces trafics.

L'essor remarquable de ce type de contrebande a transformé l'économie des villes du Fezzan occidental. Celles-ci renouent

désormais avec leur rôle historique d'espace de transactions économiques. Le négoce des armes construit plus exactement un vaste territoire d'échange informel qui s'étend du littoral de la Mer Rouge aux étendues désertiques du Sahara occidental.

Les villes du Fezzan occidental deviennent de ce fait, des lieux où la collecte, le tri et la distribution des armes s'effectuent au sein d'entrepôts tenus par des milices locales. Les flux de contrebande des marchandises les plus diverses, déversent en même temps les cargaisons d'armes collectées dans de plus petits espaces disséminés sur des territoires soumis à des pressions sécuritaires à l'instar des régions de Syrte et de Bani Walid. Ces flux de contrebande qui ont été observés depuis l'automne 2012, montrent que les circuits d'échanges se transforment de manière radicale. Cette dynamique s'explique, en partie, par la démobilisation des Touareg au Mali à la suite de l'intervention française, par la réduction substantielle des ressources qui affecte certaines milices du nord ou du Djebel Nefoussa et par les difficultés que rencontrent les réseaux de contrebande de Salloum – Jaghboub à la suite du redéploiement massif de l'armée égyptienne à la frontière.

Concrètement, la dynamique de ce trafic évolue en fonction du changement du rapport de force entre les milices de la région, en l'occurrence, de la montée en puissance des factions armées issues de l'ethnie Toubou et dans une moindre mesure de celle des Touareg. Il importe ici de souligner que les trafics transfrontaliers sont rarement commentés dans la presse libyenne, laquelle évite généralement de soulever ce sujet délicat. Ceux-ci sont l'objet de prédation et par conséquent, constituent d'importants enjeux économiques pour les acteurs des réseaux. Ces derniers, dont la plupart sont les chefs des milices armées, sont les véritables détenteurs du pouvoir. Toutefois, les rares informations rapportées par les articles publiés, peuvent s'avérer précieux si on les situe dans leur contexte d'élaboration. Ainsi, la majorité des articles de la presse écrite en Libye associe systématiquement les trafics d'armes à la frontière du Soudan et du

Tchad à l'ethnie Toubou. Dans la plupart des cas, cette association s'accompagne de la dénonciation de la mainmise de cette ethnie sur ce secteur et par des appels au « *rétablissement de l'autorité de l'Etat sur ces groupes tribaux* ».

Dans les paragraphes qui suivent, je me propose d'identifier, dans un premier temps, les réseaux de contrebande d'armes dans le Fezzan occidental pour, dans un deuxième temps, analyser leurs évolutions et leurs transformations.

Partant de la description de la réalité tribale de cette région, il y a lieu de construire une typologie d'acteurs de la région ; milices locales, tribus, clans, groupes politiques ayant mobilisé des factions armées, brigades à caractère idéologique ou religieux, réseaux mafieux, bandes de délinquants. Bien évidemment, comme toute typologie, celle-ci est forcément réductrice. Certains acteurs locaux peuvent, en effet, cumuler les attributs de plusieurs catégories. Par exemple, une milice tribale, peut aisément s'adonner à des pratiques mafieuses sous couvert idéologique tout en recourant à la prédation.

La classification selon une typologie tentera d'intégrer et de mettre en exergue la dimension territoriale et prendra en considération les modalités d'implantation des clans et des tribus dans les espaces convoités : postes frontaliers, pistes de contrebande, sites pétroliers et étendues désertiques soupçonnées d'abriter les arsenaux et les camps d'entraînement des milices, notamment jihadistes. Au risque de contredire le mythe entretenu par les médias occidentaux, lesquels évoquent sans cesse, la présence de groupes jihadistes dans les régions du Fezzan à proximité de la frontière algérienne, je me permets d'atténuer cette crainte manifestement intéressée. Mes observations sur le terrain me permettent d'affirmer que la présence de groupes terroristes, y compris de ceux ayant prêté allégeance à Daech et fui la ville libérée de Syrte, semble encore marginale. Le Fezzan est, en fait, loin de constituer un territoire-refuge pour les groupes extrémistes religieux violents. Malgré la grande ferveur religieuse de la population dans la province, celle-ci demeure peu réceptive à l'islamisme radical

sur le plan idéologique. Les cellules armées jihadistes dites « takfiristes » semblent rencontrer des difficultés pour imposer leurs dogmes.

En analysant la dynamique du trafic, l'accent est mis sur la ville de Sebha, capitale du Fezzan occidental et siège des plus violents affrontements entre factions depuis la chute de la Jamahiriya. Cette ville a connu au cours de mars 2012 et de janvier 2014, des affrontements entre les milices Toubou et milices Ouled Slimane qui se sont soldés par des centaines de morts. Ces affrontements ont changé radicalement le rapport de forces entre les factions armées du Fezzan. Grâce à cette analyse, il est possible de mieux éclairer les enjeux territoriaux et sécuritaires qui mobilisent les protagonistes des conflits armés pour la conquête du territoire régional, de ses voies d'échanges et surtout de ses ressources économiques, constituées pour l'essentiel par le trafic d'armes.

L'analyse portera également sur la dimension sécuritaire. Celle-ci nous permettra de localiser les bassins de collectes d'armes où se constituent les arsenaux des milices et des acteurs des réseaux de trafic et où se forment les principales pistes sillonnées par les cargaisons d'armes.

A partir des données recueillies auprès d'une quarantaine d'acteurs impliqués à différents niveaux de ce trafic, il m'a été possible aussi d'identifier les types d'armes en circulation, leurs origines, les zones de leur collecte, leurs destinations et leurs valeurs sur le marché des villes du Fezzan occidental. Il sera pris également en compte, la dimension historique de ce trafic d'armes.

Remonter dans le temps est important pour comprendre les transformations de ce type d'échanges illicites. Ainsi, les dates-clés du développement local de cette contrebande seront marquées car, d'un point de vue théorique, ces moments charnières introduisent une discontinuité qui permet d'éclairer les modifications simultanées des dynamiques d'échanges, d'alliances ou de rivalités entre les réseaux et les milices impliquées dans le trafic. Le but de ce livre étant de contribuer à une meilleure connaissance des dynamiques politiques et territoriales du Fezzan, il est important de souligner qu'une partie des

données qui y sont contenues ont été recueillies, entre autres, lors d'un séjour sur le terrain en 2015, auprès des miliciens tribaux à Sebha. Ce séjour avait pour but de comprendre les mécanismes de régulation des conflits armés dans le Fezzan.

Les principaux résultats de ce séjour dans le Fezzan et des enquêtes menées auprès des miliciens peuvent être exposés comme suit :

- Le Fezzan occidental constitue un bassin de collecte d'armes dont une partie importante provient des arsenaux pillés lors des événements ayant accompagné la campagne de l'OTAN en 2011. Cette collecte est destinée, dans une large mesure, à alimenter les activités de la contrebande qui transite par Koufra et Dongola en direction de la Haute-Egypte, du Sinaï, de la bande Gaza et du Yémen. Ces armes sont essentiellement composées de fusils-mitrailleurs, de lance-roquettes et de pistolets, accompagnés de leurs munitions respectives.
- Une partie des armes localisées dans le Fezzan est restée entre les mains des milices, lesquelles se sont engagées dans une lutte pour le contrôle des territoires et de leurs ressources. Dans ce cas, les arsenaux se composent essentiellement de fusils mitrailleurs, de lance-roquettes, de pistolets, de canons montés sur des véhicules et de batteries d'artillerie légère.
- Le trafic d'armes constitue l'une des principales ressources des réseaux locaux et alimente de ce fait les affrontements incessants que connaissent les villes du Fezzan. Il permet, en effet, d'entretenir les factions locales sur le plan financier en garantissant à leurs membres un revenu relativement élevé.
- En dehors des arsenaux pillés par les factions armées, la ressource en armes la plus abondante est enfouie dans les étendues désertiques du Fezzan. Il s'agit d'armes d'excellentes factures (fusils d'assaut performants, missiles, artillerie légère) enfouies par les troupes de l'ancienne armée de la Jamahiriya durant l'été 2011 à la suite de leur défaite. L'accès à cette ressource dans l'erg d'Oubari ou dans les étendues désertiques au sud de Gatroun est loin de représenter un

enjeu d'ordre strictement économique. Le simple fait d'y accéder reconfigurerait, de manière diamétrale, le rapport de forces entre milices, ce qui ferait revenir sur la scène la Confédération tribale des *Khoult El Jedd*. Celle-ci est constituée des groupes demeurés fidèles à la Jamahiriya et forme une configuration politique qui ressemble davantage à une représentation identitaire qu'à une alliance formalisée. Cette configuration est sensée regrouper en son sein les plus illustres tribus bédouines de Libye et des régions limitrophes.

Aux confins des dimensions mystiques et politiques, cette forme de solidarité tribale renvoie aux schèmes spécifiques des divisions segmentaires connues dans le reste du Maghreb sous les appellations de *çuff* ou *ilfuf*. Les tribus composant la Confédération des *Khoult El Jedd* sont les Werfella, M'garha, Gdhadhfa, Tarhouna, M'hamide, Werchefanna, Nouwaïel, Siâane, Ferjane et une multitude de tribus de moindres importances. Comme toute représentation, l'alliance tribale est sujette à d'incessantes réinventions. Ainsi, selon les écrits historiques, les Zentane font partie des *Khoult El Jedd*. Cependant, leur rôle lors de l'insurrection de 2011 entraîna leur éviction de la Confédération.

- L'accès au stock militaire performant détenu par la Confédération des *Khoult El Jedd* permettrait aux groupes Toubou et aux factions armées issues des tribus n'ayant pas fait allégeance au nouveau pouvoir de Tripoli de conclure une nouvelle alliance.
- Le Fezzan occidental passe graduellement du statut de bassin de collecte à celui d'espaces de regroupement et de distribution d'armes. Ceci s'explique notamment par un ensemble de facteurs. Parmi ceux-ci, il y a lieu de citer la défaite de l'insurrection au Nord-Mali, le retour d'une grande partie des combattants libyens de Syrie, le renforcement des contrôles à la frontière Est et les pressions sécuritaires exercées sur les factions armées au Sinaï et à Gaza par l'Etat égyptien.

Contexte sécuritaire et réseaux de trafic :

Dans le cadre de l'intervention militaire de l'OTAN, certaines milices ont reçu des armes provenant des forces de l'alliance atlantique. A la suite de la chute de la Jamahiriya, le pays a connu une série de pillages des arsenaux de l'armée. Ces deux facteurs ont fait de la Libye la principale source du trafic d'armes de la région.

A partir de début 2012, les factions armées et les réseaux de contrebande en Libye ont commencé à exporter massivement les armes vers les pays de la région. Toutefois, une certaine « spécialisation » marqua d'emblée ce trafic. Ainsi, les villes du Nord, Misratah, Benghazi et Zaouïa ont alimenté les factions d'insurgés syriens grâce à leurs ports, alors que le Fezzan s'inscrivait dans un vaste réseau qui s'étendait des marges sahariennes du Maghreb jusqu'au Sinaï, au Yémen et au Tchad.

Le réseau qui part du Fezzan prend trois directions : la route de l'Ouest, celle de l'Est et enfin, celle du Sud. Vers l'Ouest, les armes empruntent le passage de l'Erg Morzoug à la frontière de la Libye et du Niger, en évitant le territoire méridional de l'Algérie, pays qui déploie d'importants moyens afin d'intercepter les convois d'armes. Vers l'Est, le Fezzan alimente les trafics qui passent par la région de Koufra, étape principale dans le réseau qui draine les armes à travers le Nord du Soudan vers le Sinaï, la bande de Gaza et le Yémen.

Vers le Sud, la route traverse l'Est du Niger et le centre du Tchad en direction des régions centrales du continent et ses multiples foyers d'insurrection.

Les événements survenus dans le Nord du Mali ont mis en lumière le rôle des villes du Fezzan comme pourvoyeurs d'armes et de combattants dans l'insurrection au sein de cette partie du Sahel. La plupart des chefs de guerre possèdent de solides attaches dans le Sud libyen et particulièrement à Sebha.

Affrontements et fractures urbaines

La ville porte aujourd'hui les traumatismes des affrontements entre les groupes tribaux et n'a plus le lustre, qui impressionnait ses visiteurs durant les dernières années de la Jamahiriya. Les hôtels, à l'exception du « Fezzan », sont fermés après avoir été dévastés par les milices. De même, les façades de la plupart des bâtiments publics qui symbolisent l'opulence promise à cette ex-future capitale de la Jamahiriya, sont éventrées et calcinées. Les jardins publics et les espaces verts ainsi que les parkings sont jonchés de carcasses de véhicules, tandis que des graffitis superposés sur les murs attestent des passages simultanés des milices ayant occupé les lieux. Toutefois, ces traces qui évoquent la violence et l'acharnement contre l'espace sont trahies paradoxalement par un calme précaire marqué par une dissimulation de la puissance de feu. Derrière cette paix fragile, se profile la nouvelle réalité de Sebha ; une ville désormais traversée par des lignes de fracture et une fragmentation poussée à son paroxysme. En effet, les bombardements de l'OTAN d'un côté et les affrontements tribaux de l'autre, ont eu lieu au sein de quartiers précis, lesquels ne sont habités que par une seule tribu ou une seule ethnie.

En plus de leurs lignes de partage ethniques et tribales, les quartiers de Sebha connaissent depuis le printemps 2012, une course effrénée à l'armement et au stockage de munitions, comme si les habitants cherchaient à se prémunir contre une attaque de leurs voisins. En parcourant l'artère séparant le quartier de Menchiya et l'ancien noyau historique de Gardhah, l'observateur ne peut s'empêcher de relever que les façades, sur tout le parcours, sont criblées d'impacts de balles et d'obus. Les fenêtres et baies sont murées et les commerces fermés. Les quartiers se replient sur eux-mêmes derrière des miradors et des barrières improvisées, imbrication hétéroclite de carcasses de véhicules incendiés et de fûts bétonnés. Les grandes voies sont désertées par les commerces et sont sporadiquement traversées en toute hâte par des conducteurs de moins en moins soucieux des impératifs de sécurité routière ou d'un code de la route désuet.

La récurrence des affrontements entre les diverses factions armées au sein de la ville a eu des effets profonds sur l'organisation et le fonctionnement des quartiers. La dimension défensive des quartiers est en effet, l'un des traits les plus manifestes. Ainsi, les quartiers de Menchiya et d'El Fateh, fiefs des Guedhahdfa, accueillent depuis la fin de l'année 2011, les M'garha et les Werfella, alliés incontournables au sein des *Kbout El Jedd*. Les membres de ces deux grandes tribus sont arrivés à Sebha à l'automne 2012, après que l'Assemblée Nationale fraîchement élue, ait décidé, dans un décret rendu célèbre, le « Décret de la sécurité N°7 », de dépêcher les factions armées de Misratah « pour restaurer l'ordre et l'autorité à Bani Walid ». Cette Campagne a été perçue par les Werfella (principale tribu de la ville) comme une attaque destinée à mater cette ville restée impénétrable pour les groupes armés et l'Alliance atlantiste. Les organisations actives dans la défense des droits de l'Homme ont relevé une série d'exactions commises par les factions misrati à l'encontre de la population locale.

Installés dans les quartiers nord de Sebha, les combattants werfelli et megrahi squattent les toits des immeubles. Postés derrière les blocs de parpaing qui surmontent les citernes d'eau, il est parfois aisé de les voir embusqués derrière les meurtrières, équipés de fusils à viseurs ou de mitrailleuse « Douchka ». Souvent, au crépuscule, commencent les joutes nocturnes entre les quartiers « ennemis ». Les tirs maladroits et approximatifs des lance-roquettes RPG sur les snipers postés en haut des immeubles croisent les balles tirées des Dragunov et des Douchka. Depuis le mois de décembre 2012, les plus irréductibles des combattants Werfella de Bani Walid qui ont trouvé refuge à Sebha et qui avaient participé à l'anéantissement des colonnes de blindés des *thoumar* de Misratha, se retranchent dans leur nouveau sanctuaire au nord de Sebha. Ces combattants aguerris recourent souvent au tir à la mitrailleuse PKM, argument sensiblement plus efficace, pour faire taire les armes adverses. Ces joutes quotidiennes témoignent d'un net balancement du rapport de force au sein de la ville. En effet, les milices des Ouled Slimane, bien que largement favorisées par les

autorités de Tripoli, grâce au paiement généreux de milliers de miliciens inscrits sur les listes des *thoumar* de la ville (le terme « Révolutionnaire » -*Thoumar* - désigne les acteurs qui ont participé, ou qui sont supposés l'avoir fait, à l'insurrection armée contre le pouvoir de Kadhafi), ne semblent plus susceptibles de contrôler Sebha et d'en assurer la sécurité. Elles sont réduites à endiguer la criminalité qui s'installe et à arbitrer les conflits entre les bandes armées dans un territoire progressivement réduit aux quartiers du centre-ville, quartiers occupés exclusivement par les Ouled Slimane et certains clans Hassawna.

Arsenaux urbains et renversement des rapports de force à Sebha

Il importe de rappeler que Sebha est une ville surgie du désert à cheval entre trois noyaux anciens : Gardhah, J'did et Hajjar. En effet, Sebha n'est pas une ville ancienne, même si ses trois noyaux remontent au XVI^{ème} siècle. Elle a été peuplée depuis des décennies par des vagues successives d'exode rural et surtout de réfugiés et de migrants des régions saharo-sahéliennes. La ville constitue aujourd'hui, comme par le passé, un nœud routier où se rencontraient, à l'ombre de la citadelle ottomane, les grandes voies du commerce transsaharien, les routes qui remontent du Tchad vers le littoral méditerranéen et celles reliant le Sahara central au Soudan et à la péninsule arabique. En ce même lieu, se croisent aujourd'hui les principales pistes du trafic et des commerces illicites.

Actuellement, la capitale du Fezzan connaît l'une des mutations démographiques les plus importantes de son histoire. En 2012, Sebha comptait près de 150000 habitants selon les estimations officielles. Toutefois, les officiels locaux assurent que l'agglomération compte plus de 220000 âmes en 2016, dont plus de la moitié est composée de Toubous, Touaregs et étrangers subsahariens. Ces responsables estiment que des noyaux très récents ont été créés par les nouveaux arrivants, principalement, les Toubous lesquels se sont implantés dans les périphéries de la ville sur des terrains reliés à leurs fiefs de Morzouk,

Oubari et Traghen en empruntant des pistes traversant les mers de dunes. Ces quartiers « spontanés » échappent à tout contrôle et par conséquent, à tout recensement. C'est dans ces quartiers périurbains que viennent s'installer les Toubous et les Touaregs issus des pays voisins où ils côtoient les migrants clandestins et les employés subsahariens. La plupart des jeunes Toubous, sans qualifications ni attaches en ville, issus des clans de Bardaï, d'Abéché, d'Aouzou ou de l'Ennedi au Tchad forment les milieux où sont recrutés les miliciens des factions armées.

Les populations qui occupent désormais les zones d'habitat précaire ou spontané sont en grande majorité Toubou. Ces derniers forment une ethnie pratiquant à l'origine, le pastoralisme et le nomadisme dans le Sahara oriental. Leur territoire est centré sur le nord du Tchad et le Fezzan en Libye ainsi que le nord-est du Niger. La langue des Toubous appartient au groupe nilo-tchadien. Au nombre d'environ 450000 dans les années 1990, ils sont plus de 700000 aujourd'hui, répartis sur une cinquantaine de clans. Autrefois, les activités guerrières et principalement la *razzia*, occupaient une place importante dans leur économie. La société toubou est très hiérarchisée : certains clans forment une aristocratie, dont fait partie le *derdeh* (chef de tribu). L'islamisation des Toubou est relativement récente et a été l'œuvre des Senoussis au XVIII^{ème} siècle. Dans leurs nouveaux quartiers, les Toubou côtoient les déplacés ayant fui leurs villes dans le Nord. Ces derniers sont ceux qui ont fui les villes du littoral ; Syrte, Ajdabiya et Tarhouna. Ces cités sont essentiellement habitées par des tribus considérées comme loyales à l'ancien régime. Leur situation est particulièrement précaire, puisqu'il s'agit d'anciens employés dans les administrations locales ou dans l'armée. A ceux-là, viennent s'ajouter les réfugiés de Tawargha chassés de leur localité par les milices de la ville voisine de Misratha. Ces populations viennent occuper des espaces interstitiels du tissu urbain. En s'implantant sur ces marges de la cité, elles sont venues consolider les anciens noyaux d'habitat spontané à dominante subsaharienne et ont entrepris l'ouverture de nouvelles

pistes à travers les étendues désertiques. Ces pistes sont d'une importance capitale dans la reconfiguration des relations entre Sebha et le reste du Fezzan. Le tracé des nouvelles pistes obéit à une logique de contournement des points de contrôle autour de la ville et permet de relier les voies empruntées par les convois des trafiquants sur des territoires soutirés à la domination des factions de Sebha. Ainsi, les nouveaux quartiers, loin d'être des établissements nés de la conjonction des aléas des disponibilités foncières, sont des têtes de pont des factions originaires des périphéries de Sebha et des postes de contrôle des pistes de trafic en provenance des territoires tribaux.

Parallèlement à l'expansion de ces quartiers « spontanés » sur ses franges périphériques, la ville de Sebha connaît un phénomène concomitant, celui du dépeuplement progressif du centre. En effet, dans les quartiers Est et Nord de la ville, il est aisé de remarquer que certains îlots sont pratiquement vides et que les ouvertures des maisons ont été hâtivement murées indiquant ainsi la vacuité des logements. Dans la plupart des cas, il s'agirait de logements appartenant à d'anciens membres des Comités Révolutionnaires ou à des fonctionnaires de l'administration de la Jamahiriya qui n'ont pas d'attaches ou de protections tribales locales.

La ségrégation spatiale sur le plan ethnique et social et qui date des premières années d'expansion de la ville facilite la constitution d'arsenaux et les affrontements entre milices au sein même des quartiers. Paradoxalement, les arsenaux « urbains » sont excessivement difficiles à localiser et par conséquent difficiles à mettre sous contrôle, en cas de désarmement. La taille des arsenaux est généralement modeste, ne dépassant guère un îlot de quelques maisons desservies par une placette aménagée pour les manœuvres des véhicules équipés de mitrailleuses.

Contrairement aux villes victorieuses du Nord, Sebha n'a rejoint l'insurrection que très tard et surtout que très partiellement. Seuls soutenus par le représentant de la notabilité traditionnelle alliée du CNT, Abdelmajid Seif al-Nasr ont porté les armes contre les derniers

représentants de l'ordre jamahiryen quelques semaines avant la reddition du dernier bastion du régime ; Syrte. Les Ouled Slimane sont une tribu guerrière du Fezzan libyen, du centre du Tchad et du nord du Niger. Pendant le règne de la dynastie Karamanli, elle fut l'une des tribus alliées au pouvoir central de Tripoli. Il est toutefois difficile d'établir une estimation des effectifs de cette tribu. A la chute de la Jamahiriya, les Gdhedhfa ont subi une série d'exactions qui les ont poussés à quitter certains quartiers de la ville pour se réfugier dans la zone de Fatah. Cette situation ne dura que près de 8 mois et prit fin lors des affrontements entre les Ouled Slimane et les Toubous au printemps de 2012. En avril 2012, le « blocus » contre les Gdhedhfa connut ses premières fissurations. Les Toubou, contre toute attente, décidèrent de s'approvisionner en armes auprès des Gdhedhfa. A cet effet, les chefs militaires toubou récupérèrent des armes et des munitions auprès d'un groupe d'anciens officiers des lignages des Gdhedhfa ayant appartenu à la 32^{ème} brigade et dont la plupart étaient réfugiés dans le quartier du nord de Sebha et vivaient dans une quasi-clandestinité. Cette initiative des Toubou a ouvert la voie à une réintégration des *tahaleb* (Ce terme est difficilement traductible. Il signifie littéralement, « algues ». L'algue étant la plante qui pousse dans les eaux stagnantes et malodorantes. Elle est verte, couleur emblématique de la Jamahiriya, mais pourrit dès qu'elle sort de son milieu naturel. Elle désigne les loyalistes de la Jamahiriya). Ces derniers étant auparavant considérés comme infréquentables par les diverses milices. Mais au-delà de l'aide reçue, les Toubou ont révélé au reste des acteurs de la scène sécuritaire et tribale une donnée fondamentale susceptible de remettre en cause les équilibres de forces locales. En effet, les Gdhedhfa, détiennent les arsenaux enterrés par les officiers de la Jamahiriya ainsi que les stocks importants d'armes cachés au sein même des quartiers, stocks qui jouent un rôle capital dans les tactiques de la guerre urbaine, puisqu'ils permettent un approvisionnement rapide des troupes, même en cas d'encerclement ou d'attaque en

territoire ennemi. Une alliance avec les Gdhedhfa permettrait aux Toubou d'imposer définitivement leur hégémonie sur Sebha.

Revendications autonomistes et accès aux ressources

Les affrontements entre factions armées ont atteint leur paroxysme au printemps 2012 et en janvier 2014 à Sebha. Ils ont scellé le rapprochement entre les Toubou et les Gdhedhfa en réaction à l'appui massif des factions armées originaires de Misratha aux Ouled Slimane. En conséquence de cet alignement des forces, une nouvelle situation politique a commencé à prendre forme dans les esprits et dans les faits. D'un côté, les Ouled Slimane, alliés des « villes victorieuses du Nord » (Misratah, Zaouiya, Zentane, Souk El Jemâa), tenantes d'un ordre national libyen unifié et contrôlé par les factions armées appuyées par l'Alliance Atlantique. Face à eux, et de l'autre côté, les tribus « vaincues » (*Khout el Jedd*, Toubou et une majorité de Touareg), généralement loyales à la Jamahiriya (ou perçues comme telles), détentrices des territoires aux ressources pétrolières et désireuses de mettre un terme à l'exploitation de leurs richesses et à la marginalisation. C'est dans ce cadre que les appels à l'autonomie du Fezzan et à la promulgation, dans une première étape, d'une entité fédérée ont commencé à gagner du terrain au sein de la population du Fezzan. Ces appels sont l'œuvre d'une large alliance tribale et politique regroupant les *Khout el Jedd*, les Toubou, les inconditionnels de l'ancien régime et dans une moindre mesure, certains Touareg. Cet alignement a ouvert la voie à une campagne de dénigrement des Fezzani par les autorités de Tripoli qui considèrent que ceux qui soutiennent le fédéralisme dans le Fezzan représentent le contingent des « nostalgiques de la Jamahiriya » et les partisans de « l'anarchie tribale ». Dans les milieux tribaux, des voix s'élèvent pour appeler à porter les armes et interrompre les activités pétrolières dans les sites de Charara ou d'occuper les stations de pompes de la Grande Rivière Artificielle qui alimentent le littoral. Ces voix sont loin d'être celles de simples

marginaux, puisqu'ils jouissent de puissants réseaux de soutiens au sein de leurs lignages. La crise que traverse le Fezzan depuis la fin de l'agression atlantiste, recèle le potentiel nécessaire au déclenchement récurrent de guerres civiles entre factions armées. Celles-ci n'ont jamais arrêté de s'armer et de consolider leurs emprises respectives sur les territoires. L'affrontement au Fezzan et à Sebha en particulier, a un objectif prioritaire aux yeux des leaders miliciens : L'autonomie du Fezzan et le démantèlement d'une Libye unifiée.

L'un des chefs tribaux rencontré à Gardhah m'a assuré que cette revendication autonomiste est loin d'être un scénario tabou ou un rêve couvé par une minorité. Selon lui, la montée des appels à l'autonomie n'est pas le seul élément déclencheur d'une probable confrontation généralisée dans le Fezzan. C'est le maintien d'une majorité de la population dans la marginalité ainsi que la politique vindicative des milices étrangères à l'égard des Ghdhedhfa et des Werfella qui attisent les rancunes et poussent les habitants à revendiquer leur part légitime des richesses du Fezzan. Ce chef leader local a assuré qu'il est conscient que les unionistes traitent les factions du Fezzan de sécessionnistes, mais il ne peut y avoir, selon lui, aucune forme d'unité nationale sans égalité dans l'accès aux ressources. Car, pour instaurer un État digne, il faut impérativement commencer par le démantèlement total des milices, l'insertion des révolutionnaires encore en armes au sein d'une armée nationale et l'acceptation d'un consensus politique entre les tribus du pays, toutes les tribus, sans exclusion. Mais, toujours selon mon interlocuteur, certains leaders de tribus ou de villes se considèrent comme les grands vainqueurs de la guerre et ne sont pas prêts à des concessions, surtout parce que leurs territoires sont dépourvus de ressources pétrolières. Pour assurer leur hégémonie sur le pays et ses richesses, les tribus du Nord recourent à l'occupation militaire du Fezzan et ne baisseront jamais les armes. Dans ce cas, à son avis, aucune tribu n'accepterait le désarmement de ses milices car elle serait condamnée à la marginalisation.

Dans les deux camps en conflit au Fezzan, les discours présentent des traits communs. Les deux parties en conflits partagent la même conviction en l'imminence d'une confrontation générale à Sebha qui obligerait les belligérants à s'armer au mieux et à consolider leurs alliances avec les factions armées à l'échelle nationale et régionale. Toutefois, les facteurs qui expliquent la nécessité du recours à l'affrontement divergent. D'un côté, les Toubou s'estiment marginalisés par les autorités de l'après-Kadhafi et affirment être traités en étrangers dans leur propre pays et sur leurs territoires. De l'autre, les Ouled Slimane, en écho à un discours autoproclamé révolutionnaire, revendiquent une double légitimité : celle de la notabilité historique à Sebha et celle de leur participation au soulèvement contre Kadhafi.

Les armes comme facteur d'allégeance

L'essor rapide des trafics d'armes et des produits prohibés joue un rôle important la dissémination des situations d'insécurité et de fragmentation territoriale.

Les groupes de trafiquants d'armes sont aussi actifs sur les plans politique et financier. D'un côté, ils participent au redéploiement des armes entre les mains des factions armées tout en tirant des profits énormes de leurs opérations de l'autre. Grâce à leur commerce, ces groupes sont capables de mobiliser des hommes et des allégeances au-delà de leurs propres troupes. La pérennité de ces groupes tient beaucoup plus aux « services » qu'ils assurent à des acteurs régionaux qu'à leur puissance de feu. Grâce à leur rôle dans l'approvisionnement en armes, notamment sophistiquées, ces réseaux permettent aux Etats voisins et aux factions terroristes d'accéder à l'obtention d'un armement léger parfaitement adapté à la guérilla, comme le Strela-2 ou le SA-7 Grail. Une partie importante de ces armes de grande précision et de missiles antiaériens, pillées dans les localités du Fezzan, et acheminées au Tchad et au Niger, faisaient partie de l'arsenal de l'armée libyenne.

Si les factions armées se lancent dans plusieurs types d'activités, ce n'est pas en raison d'intérêts strictement pécuniaires ou sécuritaires. Celles-ci, en un sens, comblent le vide laissé par le désengagement de l'Etat de son rôle d'autorité redistributive des richesses.

L'exemple des factions toubou est illustratif à ce propos. Ces dernières ne constituent pas seulement les bras armés des clans de l'ethnie. Elles sont aussi et surtout, la partie chargée de la mobilisation des ressources et de leur redistribution au sein de la communauté. Ainsi, le Commandant Wardagou (dont le rôle et l'importance ainsi que son itinéraire politique sont traités en détails dans un chapitre ultérieur) est confronté à la recrudescence de la revendication sociale émanant des clans toubou. Ceux-ci ont longtemps été marginalisés et précarisés par les autorités de la Jamahiriya et par celles issues de l'après-Kadhafi. Par conséquent, Le Commandant Wardagou est tenu de veiller à la mobilisation de ressources financières à la population locale, dont de larges franges vivent dans une grande précarité sociale.

La pénurie d'emplois, l'irrégularité dans les versements des salaires et pensions et l'afflux des nouveaux migrants issus des clans résidant au Tchad contribuent à conférer au Commandant Wardagou, le statut de pourvoyeur de fonds de sa communauté. Or, les faits d'armes aussi nombreux soient-ils, ne sont pas en mesure de mobiliser les ressources nécessaires. Par conséquent, la faction du Commandant Wardagou, mobilise réseaux en s'adonnant à des « activités complémentaires », en l'occurrence, les trafics d'armes et de psychotropes, la migration clandestine et la contrebande de produits subventionnés.

Plus les demandes économiques et sociales de la communauté augmentent, plus les activités de la faction armée ou de ses branches s'élargissent et se superposent. Dans ce contexte, l'engagement idéologique et politique n'est plus qu'un élément parmi d'autres de l'identité de la tribu.

La spécialisation des factions armées du Fezzan dans tel ou tel type de trafic, permet ainsi de les distinguer, d'autant que plusieurs d'entres

elles occupent des fonctions souvent incompressibles avec leur supposée mission originelle.

CHAPITRE SECOND :

DE L'INSURRECTION ARMEE A L'AFFRONTEMENT TRIBAL, OU LES DES DESTINS CONTRASTES DES QUARTIERS

Dans ce chapitre, il sera procédé à l'analyse des destins spécifiques des quartiers de la capitale Fezzan lors de la phase post-insurrectionnelle. La diversité des attitudes observées par chaque composante de la cité m'a interpellé. Par conséquent, l'analyse des dynamiques, qu'elles soient violentes ou pacifiques, engagées ou neutres, ayant marqué les quartiers reposera sur une démarche qui tentera « d'interroger » le territorial dans ses diverses dimensions. Ainsi, j'évoquerai les genèses particulières et les parcours spécifiques de la constitution de chaque quartier en mettant l'accent sur les dynamiques de fragmentation sociale instituées par le pouvoir politique et les pratiques tribales. Fragmentation qui sera à la base de l'absence de centralité dans la cité et de la faiblesse marquée de toute continuité ou d'articulation entre les quartiers. Ces derniers se sont constitués, du moins, pour la plupart d'entre eux, depuis leurs genèses respectives, en tant qu'entités autonomes et tribalement homogènes. Sur la base du caractère fragmenté qui accompagna le développement des quartiers que je vais analyser et en tenant compte de l'autonomisation des constituants de la ville, j'exposerai dans une seconde phase, le destin de chaque quartier suivant son attitude lors des affrontements post-insurrectionnels. En d'autres termes, je m'interrogerai pour savoir quel quartier a choisi l'engagement militaire ou la neutralité ? Quelle partie de la ville constitua un fief tribal ou s'aligna aux milices étrangères ? Pourquoi un tel choix et quelles en sont les raisons ?

Après 2011, les réalités urbaines à Sebha ont été profondément modifiées et principalement, à cause des changements politiques et des alliances entre les groupes tribaux. Ces derniers se partageaient,

traditionnellement la résidence au sein des mêmes quartiers. Ainsi, la capitale du Fezzan, à l'instar des autres villes du pays, devint un lieu d'affrontements tribaux, lesquels ne sont en fait que les conséquences des recompositions des alliances et l'émergence de nouveaux pôles ayant pour objectif, la conquête du pouvoir local. À ce titre, la disparition de l'État dans les villes du Fezzan, a été à l'origine de la réapparition des anciens réseaux de solidarité, d'une part et de la réémergence des anciennes animosités entre les tribus d'une autre part. Cependant, il y a lieu de ne pas omettre les retournements spectaculaires dans certaines alliances suivant des considérations substantiellement opportunistes. Les alliances entre les tribus autant que leur désunions avant et après l'insurrection de 2011, constituent à mon avis, l'une des principales clés de compréhension des dynamiques, souvent violentes, mais aussi pacifiques dans certaines parties de la ville, qui animent Sebha et la plupart de ses quartiers.

La finalité ici, est de broser les tableaux respectifs inhérents aux principaux quartiers en mettant l'accent sur leurs genèses, les origines tribales de leurs habitants, leurs dynamiques en rapport avec les territoires originels de leurs populations sédentarisées, les conséquences de l'effondrement de l'État et principalement, l'émergence de milices locales ou de bandes criminelles et enfin, l'analyse des phénomènes de la fragmentation spatiale et le fractionnement du tissu urbain.

Depuis l'exécution de Kadhafi et en l'absence de structures politiques assurant la redistribution des revenus et le maintien de l'ordre sur le territoire du Fezzan en général et à Sebha en particulier, les divers groupes tribaux s'engagèrent dans une compétition pour la sécurisation de leurs quartiers et la prédation des ressources. Les groupes tribaux, fragilisés par des années de précarisation économique et d'exclusion politique, ne peuvent accéder aux ressources sociales et économiques et s'imposer sur leurs territoires respectifs, que s'ils parviennent à se constituer des arsenaux d'armes, à conclure des alliances avec d'autres factions et à s'établir dans un fief. De ce fait, de nouvelles configurations politiques émergèrent à Sebha scellant le destin de la

ville et de l'ensemble de la province. En effet, à l'issue de la campagne militaire des forces alliées et le démembrement des dernières forces armées libyennes, de nouvelles hiérarchies sont apparues entre les tribus du Fezzan. Ainsi, les tribus considérées comme loyales au Guide se retrouvent écartées du pouvoir où elles occupaient les plus hautes instances de l'autorité locale. Par contre, les tribus ayant rejoint l'insurrection, même tardivement, s'accaparèrent le pouvoir et exclurent, de la direction locale, toutes les autres composantes.

Les renversements des hiérarchies ont affecté aussi les minorités ethniques à Sebha. Celles-ci se retrouvent encore plus isolées au niveau du système de redistribution puisque les révolutionnaires autoproclamés les classèrent comme des alliés au pouvoir déchu et les écartèrent des canaux de redistribution des ressources. Système qui a commencé à se reconstituer sur la base des discriminations ethno-tribales et des rivalités communautaires héritées de la Jamahiriya. Eloignés des institutions locales de gestion par les nouvelles autorités du CNT (Conseil National de Transition, sorte d'autorité cooptée par les puissances occidentales et régionales pour faire office de gouvernement intérimaire), les Toubou et les Touarèg devinrent l'exemple le plus emblématique de l'exclusion politique et sociale. Exclusion qui puise ses racines dans le système ségrégatif tant économique que tribal institué par les anciens pouvoirs en Libye.

Ces deux ethnies marginalisées et considérées comme loyales à la défunte Jamahiriya assistèrent, depuis les premiers jours de la période post-insurrectionnelle, à la mainmise sur les ressources, des tribus alliées aux villes victorieuses du Nord et principalement Misratha. Ces tribus hégémoniques prenaient, à partir de l'automne 2011, la tête d'une coalition tribale dont les objectifs étaient d'organiser, à leur unique profit, les réseaux de trafic transfrontaliers et de mobiliser les ressources distributives émanant des nouvelles autorités. Objectifs qui excluent, de ce fait, aussi bien, les ethnies marginalisées, les anciens compagnons d'armes de l'insurrection, que les loyalistes de la Jamahiriya, les maîtres déchus de Sebha et du Fezzan.

Au printemps 2012, les Toubou quittent la coalition tribale (*thouwaar al jaonoub*) formée autour des Ouled Slimane en mettant en cause leur marginalisation et en revendiquant leur intégration économique et politique dans la ville. Les Toubou, autant que les Ouled Slimane, ne cachaient pas leur méfiance à l'égard de cette alliance scellée lors des événements de 2011. Une fois, les conditions réunies, les deux parties rejetèrent ce pacte et mirent ainsi en lumière leurs conflits d'intérêts. Ce retournement dans l'attitude des Toubou à l'égard des nouveaux maîtres de Sebha, prit la forme d'un soulèvement armé d'une grande violence. Les Toubou, forts de l'appui de nouveaux alliés et d'une puissance de feu assurée par la récupération auprès des anciennes unités d'élite de l'armée de la Jamahiriya, entreprirent, en quelques semaines, la conquête et la prise du contrôle total du sud de la Libye et l'achèvement du déploiement de leurs factions sur les frontières méridionales avec le Tchad et le Niger. Il faut rappeler à ce propos, que les Toubou avaient déjà occupé une grande partie des zones frontalières méridionales de la Libye à partir de l'été 2011. Leur présence dans les postes frontaliers et leur contrôle des flux qui y transitent, furent l'une des causes des affrontements avec les Ouled Slimane. L'insurrection des Toubou se heurta violemment aux menées hégémoniques des autres factions tribales.

Deux joutes sanglantes jalonnèrent la période post-insurrectionnelle à Sebha. La première eut lieu au printemps 2012 et la seconde en janvier 2014, marquant ainsi la fracture aussi bien politique que territoriale entre les groupes tribaux à Sebha. Répliquant au pilonnage de leurs quartiers par les factions des Ouled Slimane et aux persécutions dont ils font l'objet à Sebha, les Toubou adoptent une stratégie qui consiste à interdire les trafics aux factions des Ouled Slimane sur les frontières avec le Tchad et le Niger, stratégie qui brisa l'isolement des Toubou et obligea les autres factions à reconsidérer leurs attitudes face à cette nouvelle force émergente.

Les affrontements à et autour de Sebha entre les deux belligérants, les Ouled Slimane et leurs alliés d'un côté, et les Toubou d'un autre côté

ont généré d'importantes actions de mobilisation tribale sur les territoires respectifs des deux tribus et également dans les diverses diasporas disséminées dans les villes de Libye, mais aussi au Niger, au Tchad et en Haute-Egypte. Cette mobilisation réactiva les liens entre le « centre » territorial des tribus et ses ramifications proches ou lointaines. Réactivation qui eut pour première conséquence, l'afflux des jeunes issus des tribus belligérantes vers Sebha, devenue de ce fait, le « centre » de toutes les revendications et le nouveau lieu de réémergence de la solidarité tribale transfrontalière. Cet afflux vers Sebha s'accompagna par la mise en jonction de l'ensemble des antagonismes qu'ils soient globaux ou locaux qui caractérisent les rapports entre les divers groupes sociaux à Sebha. Tribus dont les territoires et les localisations s'étendaient sur de très larges parties des pays de la région. Ces territoires et leur articulation constituent les dispositifs qui aidèrent à l'afflux des jeunes combattants et à leur mobilisation tribale.

Genèse des quartiers : Aux sources de la fragmentation

Au début de l'année 2014, aux premières heures des affrontements, les quartiers de Sebha, connurent trois situations diversifiées : la mobilisation générale et collective de leurs habitants autour de l'une ou l'autre des parties en conflit, l'affrontement entre les habitants et l'exode forcé du groupe tribal défait et enfin, une sorte de paix précaire. Cette différenciation des attitudes impose à l'analyste la mise en exergue l'histoire spécifique du quartier comme fondement pour la compréhension de l'alignement respectif de chaque quartier ou sa neutralité.

Dans les paragraphes suivants, il est proposé de dresser le parcours historique des quartiers de la ville en guise de prélude à l'analyse des dynamiques de mobilisation de la population et de la fragmentation spatiale et sociale qui s'en suivit.

Je rappelle tout d'abord, que la répartition de la population dans l'espace urbain et au sein des quartiers n'est pas la conséquence des

seules conditions sociales et économiques des habitants. Elle puise ses logiques dans l'appartenance tribale ou ethnique. Le cloisonnement communautaire dans la ville de Sebha est plus marqué encore que la ségrégation sociale. En même temps, cette société saharienne extrêmement hiérarchisée, héritière d'un passé nomade encore vivace, a été propulsée dans le XXI^{ème} siècle urbain et globalisé en moins de deux générations. De ce constat, il est possible de prétendre que le cloisonnement des quartiers, tout en obéissant à une logique tribale, génère aussi bien au sein même de chaque quartier que dans l'ensemble de la ville, une hiérarchie spatiale à caractère social due aux disparités qui marquent profondément les sociétés du Fezzan. Aux côtés de ces caractères tribal et social, le cloisonnement, pour des raisons purement politiques inhérentes aux choix de Kadhafi, doit être pris en ligne de compte.

À Sebha, chaque tribu a son, ou ses quartiers, où elle exerce un réel pouvoir. Ce principe global est aussi applicable dans le cas des alliances tribales, puisque les quartiers du centre-ville, sont généralement occupés par plusieurs tribus dont le seul lien est leur alliance. À une échelle plus détaillée, il est possible de dire que chaque famille (il est question ici de famille élargie) possède aussi un espace qui lui est affecté, un espace doté de frontières au sein du quartier. Ce cloisonnement a des conséquences sur l'organisation de l'espace urbain. Ainsi, les tribus ou les familles proches du pouvoir sont plus susceptibles que les autres d'obtenir de l'État, de meilleurs services publics dans leurs zones d'implantation. Parallèlement, les quartiers où résident les groupes considérés par le pouvoir comme réticents ou qui sont simplement écartés des alliances tribales, s'enfoncent progressivement dans la précarité et la marginalité.

Cette forme ségrégative d'urbanisation et d'équipement des quartiers a constitué depuis des décennies le principal trait de la politique menée par l'État à Sebha. Une politique qui puise ses fondements dans la nature des rapports qui lient, d'un côté les aspects tribaux de la gestion du pouvoir en Libye et d'un autre côté, la réversibilité des cadres

institutionnels mis en place par les autorités pour assurer un développement urbain respectueux des objectifs de l'État. Or, dans le cadre de la Jamahiriya, l'État contrôle, sans aucune forme de médiation institutionnalisée locale, le cadre législatif pour la gestion et l'organisation du territoire, principalement en ce qui concerne la distribution des ressources économiques. De cette politique est née une réelle complexité et un chevauchement entre, d'un côté, le pouvoir central, partagé entre le « Guide » (Kadhafi) et les instances bureaucratiques de planification et les instances sociales ou les réalités sociopolitiques locales (fondées sur les codes coutumiers et les interactions entre les groupes tribaux). Cette complexité et ce chevauchement entravaient la mise en œuvre d'une vraie politique de planification rationnelle de l'espace urbain et de développement du territoire qui tienne en compte les aspirations légitimes de l'ensemble de la population. Force est de constater que le favoritisme et le népotisme ainsi qu'une attitude clairement clientéliste en faveur de groupes tribaux, ont longtemps alimenté les ressentiments et ravivé les anciennes hostilités dans la capitale du Fezzan. À ce propos, il est aisé de relever le caractère clairement clientéliste de la gestion de l'espace et des ressources, à travers les mécanismes d'octroi des autorisations municipales à Sebha du temps de la Jamahiriya. En effet, entre les textes règlementaires accrochés sur les tableaux d'information destinés aux citoyens dans les locaux des municipalités et les processus d'octroi d'un permis de bâtir ou d'aménagement d'un local ouvert au public, il y a un voile opaque. Seules les personnes issues des lignages alliés au défunt « Guide » pouvaient accéder aisément aux autorisations. Il arrivait souvent que les demandeurs proches des milieux loyalistes, ne passent pas par les étapes règlementaires et réalisaient leurs projets immobiliers importants, unités de services, cafés, commerces rares, cabinets médicaux lotissements privés sans détenir aucun document administratif les y autorisant. Mettant à profit ce capital relationnel, les proches du pouvoir ont alors développé un commerce des autorisations

municipales en s'imposant comme associés aux promoteurs issus des tribus marginalisées.

Cette politique de favoritisme a créé des disparités manifestes entre les divers quartiers et parfois même, en leurs seins, mais elle n'a que très faiblement affecté les rythmes de croissance de la population relatifs à chaque entité. Même dépourvus de la plupart des équipements et des services publics, les quartiers marginalisés et aux conditions précaires continuaient à attirer les nouveaux arrivants. Quelles étaient les réalités démographiques et spatiales des quartiers à Sebha à la veille de l'insurrection ? Le paragraphe suivant éclaire les aspects quantitatifs qui me semblent nécessaires à toute analyse de la situation urbaine de la ville.

Répartition de la population au niveau des quartiers : La planification de la croissance à l'épreuve des exodes et des guerres

Selon les estimations des services urbains du Fezzan, les taux de croissance de la population pour l'année 2006 dans les quartiers qui couvrent des superficies relativement semblables et qui sont dotés de projets de logements publics sont presque identiques. En revanche, les quartiers qui ne bénéficient pas de ces projets de logements, ont été considérés par les planificateurs comme moins dynamiques en termes de croissance de la population étant donné leur situation peu attractive. Les projets de logements avaient créé une réelle dynamique de croissance dans les quartiers à Sebha et ont, de ce fait, fait la différence en termes de croissance de la population résidente. À ce titre, il importe de rappeler qu'en 1984, près de 30% de la population de la ville de Sebha vivait dans les seuls quartiers de Gardhah et de J'did. Cependant, grâce à la concentration des projets dans le noyau historique de Gardhah, celui-ci connut une augmentation de sa population entre 1986 et 2006 de l'ordre de 45%, alors que l'absence de projets importants à J'did s'est traduite spatialement et démographiquement par une augmentation de moins de 29% pour la même période. Cette

différence d'accroissement démographique entre les deux quartiers peut être imputée au fait que le quartier Gardhah aurait bénéficié de projets immobiliers et d'infrastructures de grande ampleur. Mais la réalité est plus complexe. Les enquêtes que j'ai pu mener au sein de J'did m'ont révélé qu'une partie importante de la population, qui réside au sein du quartier, a été délibérément omise lors de la comptabilisation. Cette population est composée en majorité de migrants de diverses horizons et occupaient densément les logements. En effet, plusieurs ménages occupaient le même logement, alors que les pratiques en cours dans les enquêtes supposaient l'occupation d'un seul ménage par logement. Cette différence importante entre les estimations officielles, d'un côté et les réalités relevées sur le terrain, d'un autre côté est perceptible dans les deux nouveaux quartiers résidentiels de Soukra et de Qahira. Les documents officiels qui m'ont été fournis par les responsables locaux ne prennent pas en considération l'habitat spontané et ne le comptabilise pas. Lesdits documents concluent que ces deux noyaux récents ont connu des taux de croissance démographique inférieurs à la moyenne générale de la ville pour la décennie 1984-1995 avant de se stabiliser à cette moyenne locale pour la décade 1995-2006 et ce, grâce aux projets résidentiels réalisés ou prévus par les plans d'aménagement. À propos de la croissance de ces deux quartiers, il importe de souligner que le décompte des logements n'avait pas pris en considération un aspect important qui aurait éclairé la situation. Les enquêtes étaient faussées par la procédure adoptée et les enquêteurs ne mentionnaient sur leurs fiches que les logements construits en dur. Or, le gros de la croissance dans ces deux quartiers et principalement à Qahira était le fait de la migration précaire. Les nouveaux arrivants, chassés par les guerres, la marginalisation ou les nombreux fléaux qui frappaient le Sahel, venaient s'entasser dans les taudis édifiés à la hâte au voisinage des grands chantiers où il était aisé de s'approvisionner en bois d'ouvrage et de tôles ondulées. Bien que se comptant par milliers, ces logements ne furent jamais décomptés et n'ont pas figuré sur les cartes ou les plans. Les enquêteurs les ont considérés comme des baraques

provisaires de chantier et ce, malgré les années et même les décennies qui se sont écoulées depuis leur « édification ».

Il est à remarquer que le nombre de logements que construisaient les autorités dans la plupart des quartiers de la ville devait, théoriquement, résorber la croissance démographique estimée par les planificateurs. Cependant, plus les ensembles résidentiels étaient érigés, plus les noyaux d'habitat spontané se multipliaient dans les interstices et les marges de la ville. Les opérateurs dans le secteur du logement public étaient confrontés à une sorte de malentendu permanent entre les planificateurs centraux et les responsables locaux. Les estimations respectives de chacune des deux parties étaient souvent fondées sur des considérations très différenciées. Alors qu'au niveau local, les responsables étaient conscients de l'importance et du poids que représentaient les flux migratoires incessants, les bureaux d'études étrangers et les planificateurs centraux chargés des projets de développement urbain, n'avaient aucune prise sur les réalités et se fiaient uniquement aux tableaux des statistiques officielles. À titre d'exemple, l'extension et la réorganisation urbaine de Sebha pour les années 2000-2025 allaient être assurées grâce à une série de projets résidentiels, dont certains ont connu un début de réalisation. Parmi ces projets, peuvent être cités l'ensemble résidentiel de Diar Mouammar, la réhabilitation et la restructuration du quartier de Tayouri ainsi que la cité universitaire. Ces grands ensembles immobiliers constituaient la majeure partie du plan de développement urbain et avaient pour finalité d'absorber l'augmentation de la population de la ville telle qu'estimée par les services centraux de Tripoli. À la lecture du document du bilan-diagnostic de ce projet, il y est clairement indiqué que la politique d'aménagement dans cette phase devait changer d'objectifs. Selon ses auteurs, les projets de construction des phases précédentes réalisées dans les années 1970 et 1980 ont attiré la population et conduit à l'augmentation du taux de croissance démographique. Lors de cette phase qui allait s'étendre jusqu'à l'année 2025, il était question de pallier à la croissance démographique et résorber la demande supplémentaire

en logements et services. Or, ce projet adopta un scénario de croissance pour la période 2000-2025 où la migration serait nulle !

La lecture des rapports inhérents aux plans de développement de Sebha indiquent que la croissance démographique adoptée par les planificateurs était arrêtée à 1,7%, soit le même taux que celui des années 1995 à 2006, aussi bien pour la ville de Sebha que pour l'ensemble de la province du Fezzan. Toujours selon le rapport de l'estimation de croissance des mêmes plans, le nombre de la population de Sebha serait à l'horizon de l'année 2025 de l'ordre de 175.325 personnes. L'augmentation de la population entre 2006 et 2025 serait ainsi de 52.498 âmes. Près des deux tiers de cette population supplémentaire (soit 69 %) seraient installés dans le nouveau quartier résidentiel de Diar Mouammar (ce qui doublerait le nombre de résidents du quartier de Manshiya) alors que le tiers restant (soit près de 31%) sera installé dans le reste des noyaux nouveaux qui seront créés dans les autres quartiers. Ce scénario suppose, entre autre, que la ville de Sebha garde la même importance et le même poids dans la région du Fezzan, avec près de 31% environ de la population totale du territoire de la province. Un scénario qui ignore les réalités inhérentes au déclin des autres villes du Fezzan et à la recrudescence des flux migratoires qui affluaient, avec de plus en plus d'intensité, vers Sebha.

Force est de constater que les soubresauts qui se préparaient dans la ville et l'ensemble du pays allaient en contre sens des scénarios des planificateurs. En effet, les estimations prévues s'avérèrent inadéquates et coupées des réalités avant même l'insurrection de 2011. La guerre qui démantela la Jamahiriya et les affrontements territoriaux et tribaux qui lui succédèrent, levèrent le voile non seulement sur les injustices du régime, mais aussi et surtout sur les dysfonctionnements au sein de Sebha et la grande précarité qui était le lot d'une partie importante de sa population. Une population qui ne figurait sur aucun tableau statistique, ni dans aucun projet d'intégration. Cet aspect relatif au rapport entre la marginalité urbaine et l'insurrection dans la capitale du Fezzan, est souvent relaté par les jeunes marginaux des quartiers dégradés qui se

plaignent de l'impossibilité pour eux de s'inscrire sur les listes des demandeurs de logements à Sebha. Les responsables locaux ont refusé, des années durant, de les considérer comme des demandeurs de logements dignes de côtoyer les autres groupes de la population dans leurs quartiers. Or, ces quartiers et ces immeubles étaient construits, selon la plupart des jeunes marginalisés, sur leurs propres terres et sur leurs territoires tribaux. Ayant longtemps couvé la haine de l'ordre établi, ces jeunes n'ont pas hésité, un instant, lorsque les armes leur sont tombées entre les mains, à participer à l'assaut dans le but d'occuper le projet résidentiel dans lequel ils étaient employés comme ouvriers.

L'occupation des unités résidentielles par les jeunes marginaux, les armes à la main, témoigne du fait que l'état du quartier et son statut au sein de la ville sont autant d'éléments de ségrégation entre les communautés et de perception de l'individu. Habiter en dehors des projets résidentiels à Sebha équivaut à une forme de marginalisation qui n'est pas individuelle ou d'ordre social, mais aussi et surtout, d'ordre tribal et ethnique.

Le quartier à Sebha :

Unité de vie, référent identitaire et lieu de mobilisation

L'analyse des processus de fragmentation spatiale et de fractionnement du tissu urbain prendra comme point de départ, la genèse des quartiers en raison de l'étroite association entre les communautés et la structure urbaine de Sebha. Exposer la situation de cette ville dans la phase post-insurrectionnelle revient à décrire les dynamiques souvent contrastées qui ont marqué ses divers quartiers.

La segmentation urbaine constitue la modalité de la structuration sociale de l'agglomération, particulièrement lors du processus de fixation des populations issues des vagues de « rapatriement » des tribus alliées à Kadhafi et d'afflux des Toubou et des Touarèg ainsi que des autres groupes issus des pays limitrophes de la province sud de la Libye.

Au sujet du mode d'installation des nouveaux venus dans la ville, une attitude générale semble se dégager. Ainsi, chaque tribu n'occupe pas la partie de la ville qui lui semble la mieux appropriée. Il y a des règles spécifiques qui n'obéissent pas à la logique classique des planificateurs. La coutume impose que chaque groupe s'installe dans le continuum de son territoire tribal d'origine. De ce fait, si une tribu vient de Jabal Al Hassawna (sur la route de Tripoli), alors il lui faut bâtir ses logements à la lisière nord de la ville et nulle part ailleurs. Ainsi, personne ne viendra contester ce droit. Cette coutume puise son fondement dans les modes anciens de la transhumance bédouine. Les ancêtres des habitants de Sebha plantaient leurs tentes de cette manière et aux mêmes endroits. L'installation des nomades et des « rapatriés » obéit à des considérations héritées des lois coutumières et s'effectue en fonction du côté par lequel le groupe nomade abordait, depuis des siècles la ville. En d'autres termes, le lieu d'établissement dans la ville est conditionné par le tracé de l'axe du parcours pastoral du lignage. L'adéquation entre la configuration des territoires nomades et tribaux d'un côté et les dynamiques de structuration des quartiers est l'un des traits les plus marquants dans la genèse des quartiers. Avec le temps, des déplacements eurent lieu, les ménages ont amélioré leur situation et ont acquis des pavillons à la lisière de l'oasis. Ce quartier est considéré comme huppé à Sebha. Cependant, ces améliorations du cadre bâti n'ont que très légèrement affecté les réalités des quartiers et la perception des habitants, car chacun est certes dans la ville, mais regarde toujours vers l'horizon, en direction de son parcours et de son territoire tribal originaire.

Un autre caractère du quartier à Sebha mérite d'être souligné, il s'agit de sa délimitation et des frontières virtuelles, mais très marquées entre les espaces publics et privés. Plus un quartier est démuné et marginalisé, plus ses « frontières », mêmes immatérielles sont disjonctrices. Ainsi, les quartiers périphériques sous-équipés et souvent spontanés, présentent le même mode d'accès ; dès qu'on entre dans le quartier, on passe du goudron au sable. Ce passage du « noir » au « jaune » marque

symboliquement la frontière entre, d'un côté, les espaces publics ou la ville et d'un autre côté, les lieux privés, ceux du clan qui occupe de manière intégrale le quartier. L'étranger peu initié aux valeurs coutumières de l'intimité locale, sera confronté souvent de manière agressive, à cette rupture sémantique inscrite dans l'espace. Dépasant sans raison ou sans compagnie la « limite » du quartier, l'étranger est généralement interpellé par les commerçants ou les jeunes désœuvrés qui accourent à sa rencontre pour l'interroger sur les raisons de sa présence sur les lieux. L'absence de justification convaincante peut coûter cher au promeneur mal avisé.

L'une des « limites » visibles est matérialisée par le délabrement des infrastructures, notamment dans les quartiers des tribus marginalisées, à l'instar de Tayouri ou de H'jara. Ainsi, les câbles électriques au sein du quartier, ne sont plus supportés par les poteaux métalliques, comme sur les voies principales qui traversent la ville, mais sont soutenus par des madriers ou des mâts de fortune et dans certains cas, reposent directement sur le sable des ruelles.

Une autre spécificité marquante que j'ai relevée dans les quartiers à Sebha, celle de l'hétérogénéité de l'habitat à l'intérieur des lots. En effet, il est aisé de remarquer que quelques résidences privées luxueuses avec des décorations ostentatoires, jouxtent une diversité d'autres types de logements qui vont des logements collectifs publics aux taudis partiellement solidifiés. Dans les interstices qui séparent les masses construites ou les rez-de-chaussées des immeubles ainsi que sur les axes extérieurs du quartier, des commerces se sont progressivement développés. Les espaces résiduels ou interstitiels au sein du quartier sont aussi les lieux de socialisation et de développement de la vie communautaire. Ce ne sont pas des espaces publics, mais des lieux privés de la communauté à l'instar des parcours. Les fêtes familiales, comme les circoncisions des jeunes garçons ou les mariages, sont des occasions pour marquer l'unité du quartier-clan, puisque les festivités ont lieu à l'extérieur des logements dans ces espaces réaménagés à cet effet. Des tentes sont dressées pour les invités venus des territoires

extérieurs à la ville. L'installation des tentes dans ces espaces n'est pas seulement la matérialisation d'une privatisation de l'espace extérieur au logement, mais aussi et surtout le lieu de recreation de l'ancestral *madbrab* (camp nomade, ensemble de tentes de la tribu), symbole d'une unité du clan sans cesse mise à mal par les écarts de revenus entre ses membres. À ce titre, il importe de souligner que l'unité du clan, matérialisée par l'installation au sein d'un même quartier, n'empêche pas l'émergence d'une hiérarchisation sociale marquée. Cependant, cette hiérarchisation ne peut pas être à l'origine de l'éclatement du clan et ce, compte tenu des rapports de clientélisme et de solidarité qu'impose une organisation sociopolitique fondée sur la compétition entre les tribus et les lignages pour l'accès aux ressources. Signe d'une apparente acceptation de cette hiérarchie qui se traduit dans les standings contrastés des habitations, ce sont les résidences les plus imposantes et qui appartiennent aux membres les plus aisés du groupe tribal qui sont généralement les lieux de sociabilité, de rencontre pour les débats, les repas et les loisirs. Les hommes influents du clan bâtissent généralement un pavillon composé de trois compartiments relativement autonomes. Le premier est affecté à la famille et ouvre sur un jardin précédé d'une galerie hypostyle ombragée. Le second compartiment est destiné à l'activité professionnelle du chef de ménage ou à ses entretiens restreints. Il peut donc s'agir d'un bureau luxueux comme d'un entrepôt de marchandises convenablement aménagé. La troisième partie est consacrée à la *marbouâa*. Elle est dotée d'une porte imposante qui s'ouvre directement sur l'espace extérieur de la placette. La subdivision du logement des leaders des quartiers en plusieurs compartiments témoigne de l'importance accordée par eux à l'ancrage social au sein des clans et de l'émergence de la *marbouâa* comme lieu de décision, certes public, mais qui est situé dans l'enceinte même du logement du leader.

Cette hétérogénéité du bâti et son corollaire, la hiérarchisation sociale au sein du quartier constitue un levier de consolidation de la structure tribale face au processus d'urbanisation. Bien qu'apparemment

paradoxe, cette situation contribue à protéger la structure du clan et des familles des « risques » encourus dans et par la ville à l'instar de la violence, de l'emprise directe de l'autorité étatique sur les individus, de la répression sociale et économique, de l'anonymat, de l'éclatement du groupe, de la marginalisation individuelle, de l'atténuation du contrôle social et de l'inadaptation aux nouveaux modes d'accès aux ressources.

Politiques urbaines et situations foncières :

Le droit coutumier face aux projets de développement

La question foncière a constitué depuis les premières années de l'Indépendance un sujet délicat qui n'a pas cessé d'envenimer les rapports entre les autorités et les tribus et plus précisément sur le plan des lois relatives aux terres, promulguées par les instances élues, d'une part et les pratiques coutumières locales de gestion des territoires, d'une autre part. Dès 1952, les pouvoirs publics procédèrent au recensement des propriétés. Ce recensement devait classer « terres publiques » (revenant donc à la propriété de l'État) les parcelles vides aussi bien au sein des périmètres urbains que dans les immensités désertiques du pays. Ce recensement est resté sans conséquences ni suivi d'aucune forme d'application et il ne fut jamais question de mettre en place un cadastre pour le pays. La population, aussi bien dans les agglomérations, les oasis ou les parcours continua à appliquer le droit coutumier dans la réglementation de la propriété foncière. Ainsi, toute acquisition, transmission ou autre transaction ayant pour objet les terres, se devait de se référer au « principe de valorisation ». En d'autres termes, la propriété d'une terre n'était reconnue qu'après une mise en valeur, un droit ancestral au sein d'un *najaâ* tribal ou à la suite d'une installation de longue date. Constatant cette inadéquation entre les lois et les pratiques sur le foncier, Kadhafi poussa vers la promulgation de différents textes afin de supprimer la propriété tribale des terres. Ainsi, en 1985, le Congrès Général annula tous les actes d'enregistrement des titres de propriété qui eurent lieu précédemment. Le troisième article de

cette loi stipule que les terres non utilisées, même celles des parcours pastoraux, font désormais partie domaine public. Il obligea de ce fait, les propriétaires à procéder à l'enregistrement intégral de leurs biens afin d'arrêter leurs situations et bénéficier de la reconnaissance officielle de leur statut de propriétaires privés. Des arrangements d'encouragement et d'accompagnement de cette loi ont été institués comme les gratifications substantielles à travers l'attribution au demandeur, d'une parcelle constructible de l'ordre de 500 m² au sein d'un lotissement public ou l'octroi d'un prêt pour la construction sans intérêt. Cependant, les enregistrements restèrent rares et les propriétaires au sein d'un même quartier rechignèrent, probablement sous la pression des leaders locaux, à figer les droits de propriété sur des terrains perçus comme des biens fonciers collectifs de la communauté tribale.

À Sebha, ce sont les quartiers situés au Nord et à l'Est de l'agglomération qui connurent la plus grande des réticences. Ces fiefs des puissantes tribus arabes ont continué à appliquer le droit coutumier puisqu'elles pouvaient aisément se dispenser des aides et incitations des autorités publiques.

L'imbrication des droits coutumiers et modernes constitue un obstacle de taille face aux initiatives de planification urbaine entreprises par les autorités publiques locales, lesquelles se trouvent souvent confrontées à des « statuts » hybrides dans les terres où sont programmés les grands projets d'infrastructure ou d'aménagement urbain.

Une ville en quête de centralité :

La dissémination des services dans les quartiers

Pensée depuis l'origine par Kadhafi comme le haut lieu de la concentration des fonctions du pouvoir, de l'influence sur l'avenir du Fezzan et du Sahara en général, de l'administration et des échanges dans un contexte de nationalisation des activités économiques, Sebha « devait » de ce fait, être dotée d'un centre fonctionnel de haut niveau, conçu et réalisé, du moins en théorie, sur le modèle d'un Central

Business District. Il semble que les planificateurs pensaient que créer la ville, c'est nécessairement la doter du « Centre » dont elle était dépourvue. L'imaginaire d'une ville opulente au cœur même du désert, a probablement brouillé les réalités des planificateurs et provoqué de réels décalages. L'incompatibilité des échelles d'approches chez les concepteurs du projet urbain à Sebha est manifeste dans le centre-ville, lequel porte en lui les séquelles de la mégalomanie. Le CBD dans une ville aussi modeste que Sebha, cité qui ne compte en moyenne, qu'une population d'environ 150000 habitants, dont près des deux tiers sont des migrants subsahariens pauvres, constitue à plusieurs égards une anomalie. Le décalage entre la modestie des quartiers et ce CBD, du moins en termes de projets, est flagrant. Ce projet qui se voulait un accès à la modernité et à l'universel urbain n'est en fait qu'un bout de cité occidentale perdu dans les dunes sans attaches avec l'environnement social et spatial. En réalité, il a généré l'effet contraire de celui escompté par ses promoteurs. Au lieu de devenir le lieu de sociabilité des habitants de la ville et leur lieu de rencontre, c'est l'inverse qui est constaté. En effet, les habitants ne se rendent dans le centre-ville que pour des courses précises ayant trait aux transactions bancaires ou le retrait des documents administratifs. Les nombreux parkings et les jardins entretenus à grands frais, du temps des jours opulents de la Jamahiriya, restaient désespérément vides. Aucun restaurant ni café ne fut ouvert pour créer une affluence ou un semblant d'animation dans cette zone centrale qui devenait dangereuse à la tombée de la nuit. Ce « Centre » est en réalité un non-lieu où la population ne s'est jamais investie ni reconnue. L'espace est vide de tout référent symbolique, un territoire de l'impossible appartenance à la ville comme cité commune pour ses habitants. Ce « Centre » est si répulsif, ou tout au moins ignoré par les gens de Sebha, que ceux-là mêmes, fêtèrent l'ascension de leur équipe de football local à la division nationale en 1996 séparément. Chaque clan a célébré l'évènement dans son propre quartier, alors que partout dans le monde, cette occasion est organisée collectivement dans un lieu central emblématique de la ville.

Il nous semble que la dimension symbolique constitue une clé importante de compréhension de l'effacement du CBD et de l'absence de son appropriation de la part des habitants. Mais il nous semble aussi, opportun de souligner que ce centre, créé ex nihilo, ne se matérialise spatialement, que par l'implantation de nombreux immeubles modernes, d'hôtels, de la poste, des principaux bureaux administratifs et bancaires et ne compte ni réseau commercial ni d'unités résidentielles. Donc, d'un point de vue pratique, les habitants n'y retrouvent pas les commerces susceptibles de les attirer ou de favoriser la vie nocturne dans cette région à la chaleur est suffocante pendant la journée.

Contrastant avec cette mono-activité du CBD, les noyaux disséminés dans les quartiers, jouent un rôle actif au plan fonctionnel et comme lieux d'interaction sociale. Cette poly-centralité constitue un des traits dominants de l'urbanité de Sebha depuis les années 1980, non seulement en termes de diversité des fonctions et des secteurs commerciaux, mais aussi et surtout, en raison des caractères composites et cosmopolites des lieux d'échange.

Il importe ici de rappeler que la poly-centralité à Sebha est un héritage de la période où prédominait l'économie administrée. La multiplicité des centres obéit à une logique de résistance aux interdits qui frappaient le commerce privé du temps des premiers jours de la Jamahiriya. Les habitants, contraints d'aller s'approvisionner dans les magasins d'Etat, souffraient de l'éloignement et surtout des fréquentes pénuries causées par la corruption dans le secteur de la distribution de détail. Il ne faut pas oublier que la plus grande partie de la ville de Sebha fut planifiée durant les années 1980 et qu'à cette période, le pays vivait dans un contexte de nationalisation des activités économiques. Il était évident, selon les termes du Livre Vert que le commerce de détail devait être banni car il constituait une source d'enrichissement illégitime. Seuls les marchés d'Etat, sortes de grandes surfaces où s'entassaient parfois, mais rarement, l'ensemble des produits imposés à la population. De ce fait, la planification de Sebha n'avait pas pris en considération

l'écroulement des commerces d'Etat et par conséquent, n'avait pas intégré dans ses plans, les centres localisés dans les quartiers. Ces derniers s'imposèrent à l'urbaniste. Progressivement, des boutiques s'ouvraient dans une semi-clandestinité au sein des quartiers, profitant de la protection qu'assuraient les membres du clan. Nul ne s'est aventuré à s'installer dans le centre-ville, où il se serait exposé ainsi, à la coercition.

Lorsqu'à la fin des années 1980, Kadhafi leva les restrictions sur le commerce privé, des axes entiers avaient déjà émergé comme pôles d'échanges au sein des quartiers avec des noyaux de spécialisation dans les articles de haut-de-gamme situés dans des zones à la lisière des quartiers cossus de la ville. Il y a lieu de préciser que la majorité des boutiques sont attenantes à la demeure où vit le propriétaire, détail qui comptera lorsque la ville, ou plus particulièrement, son centre fut mis à sac par les multiples vagues de combattants.

***Le temps de l'insurrection :
Les destins des quartiers de Sebha entre le
désengagement des autorités centrales, la domination
des factions armées et la compétition pour les
ressources***

Les paragraphes suivants traiteront des dynamiques spécifiques au sein de chaque quartier de Sebha et des territoires environnants à la suite de l'effondrement de l'Etat et de l'émergence des milices. L'analyse portera par conséquent, sur les phénomènes de fragmentation spatiale et de fractionnement du tissu urbain du fait des combats et des mutations profondes dans la composition de la population.

***Les tribus rapatriées et leur installation À Sebha :
Un facteur de dissémination de la violence***

Il y a lieu de mentionner que Kadhafi a participé à la déstructuration du tissu social des tribus du Tchad et du Niger. Cette déstructuration

toucha aussi bien les tribus arabes que les Touareg. Le défunt « Guide » considérait que ces tribus étaient une « présence résiduelle » de Libyens arabes dans ces pays. Par conséquent, il conduisit une politique de rapatriement sélectif. Sauf que ce sont certaines tribus seulement qui étaient concernées par la politique de « retour » partiel ? Des clans entiers de ces tribus partiellement rapatriées sont restés dans leurs pays, principalement au Tchad et au Niger. Le rapatriement sélectif était conditionné par la loyauté au « Guide » de la Jamahiriya. Cependant, ces tribus rapatriées ne furent pas acceptées par les populations qui résidaient dans les zones de leur implantation et tardèrent à être intégrées au sein des localités habitées par les résidents originels. La stratégie adoptée par ces nouveaux arrivants afin de s'imposer dans leurs milieux d'implantation fut de prêter allégeance par les armes au « Guide » et d'adopter des attitudes de surenchère révolutionnaire face aux autres groupes de la population locale. Ainsi, la violence armée « révolutionnaire » était devenue le seul accès à la citoyenneté libyenne pour les rapatriés. Toutefois, cette violence perpétrée par plusieurs personnes rapatriées s'est soldée par des actes graves d'homicides et ont contribué à réveiller d'anciennes vengeances tribales. Les rapatriés vinrent en Libye avec leurs haines et ne tardèrent pas à diffuser dans les quartiers de Sebha, où ils ont été installés par les autorités, un sentiment d'insécurité à travers les crimes commis contre les personnes appartenant aux autres tribus qu'ils considéraient comme des ennemis. En fait, ils n'ont fait qu'importer des clivages étrangers pour les déverser au sein des communautés à Sebha. Communautés qui avaient, depuis de longues années, entamé un processus de pacification à force de concessions et d'arrangements. En y réintroduisant la violence et surtout la vengeance, les rapatriés ont contribué à fragmenter le tissu tribal et à ressouder les liens entre les clans disséminés dans plusieurs pays. Plusieurs personnes innocentes au Tchad ou au Niger ont été tuées en représailles d'actes commis par des rapatriés récemment installés en Libye. À cause de ce retour de la violence, les Sebhaoui ne se sont plus sentis en sécurité dans les pays voisins, puisqu'à chaque

instant, ils pouvaient être pris pour cibles par d'éventuels vengeurs inconnus.

Il y a lieu de préciser à ce propos, que la dissémination de la violence armée, dont l'origine est le rapatriement sélectif, a contribué à l'émergence de territoires de la vengeance dans les pays voisins, émergence qui a participé à l'affaiblissement des États voisins dans les zones tribales situées au Tchad et au Niger. Cependant, il importe de souligner que le pouvoir en place du temps de la Jamahiriya, entretenait les penchants violents de cette catégorie de nouveaux arrivants et adoptait souvent une attitude permissive, sinon complice vis-à-vis de leurs actes agressifs perpétrés contre les citoyens de Sebha. À ce titre, rappelons que le « Guide » avait tenu à incorporer une grande partie de ces nouveaux arrivants dans ses unités d'élite, surtout celles qui étaient destinées au maintien de l'ordre en cas de troubles à l'instar de *Katiba Farès As Sabra* et de *Katiba Maghaouir*.

Sebha au centre des flux migratoires : La ville de tous les exodes, la cité de toutes les ressources

Sebha est, pour les Fezzani, plus qu'une ville, puisqu'elle occupe dans leurs représentations le foyer de tous les possibles. Ce statut n'est pas fortuit et est la conséquence d'une longue histoire. L'avènement de la Jamahiriya, marqua un tournant décisif dans le destin de Sebha qui connut depuis, un rythme de croissance très élevé grâce au rapatriement progressif des tribus libyennes. Rapatriement, qui faisait suite, notamment à la guerre du Tchad et à un accord passé avec des groupes tribaux pour leur intégration au sein des forces armées libyennes. Au même moment, d'autres groupes tribaux issus du Fezzan étaient interdits de retour dans leurs territoires originels situés aux environs de Sebha à l'instar des Toubou qui furent exclus de toute initiative de réintégration. Par conséquent, ces derniers ainsi que les Touareg, poussés par les conditions de vie précaire, la clandestinité et l'insécurité générées par la multiplication des foyers de guerre, vinrent de la région septentrionale du Tchad, région dite du Borkou-Ennedi-

Tibesti, pour les Toubou et de la région d'Arlit ou de l'Azawad pour les Touareg, s'installer à la périphérie de Sebha. Ils y occupèrent les sites sous-équipés en auréoles successives marquant les phases d'installation des arrivants. Un tel processus d'implantation a consolidé le schéma ségrégatif de la croissance urbaine de Sebha.

De ce fait, la ville était devenue un pôle d'attraction des populations autant dans les faits que dans les représentations et le lieu, ainsi que le levier, de la redistribution des ressources, participant de la sorte à l'appauvrissement progressif des autres localités du Fezzan. Tout projet collectif ou individuel de promotion sociale dans le Fezzan passait inéluctablement par l'exode vers cette ville. Toutefois cet exode était conditionné par deux principes : l'inféodation à ses organisations de contrôle politique et l'implantation au sein d'un quartier particulier suivant l'appartenance tribale ou l'origine sociale. Au lieu de devenir le creuset local de la citoyenneté libyenne, Sebha est devenue un ensemble désarticulé et fragmenté de groupes ethniques et tribaux épars et le projet individuel de chacun se trouva définitivement amarré à celui de la faction tribale. Une faction tribale, qui bien qu'implantée à Sebha, n'en devint pas citadine. Les lignages gardaient des liens très forts avec les territoires originels du *najaâ*. Les allers-retours sont restés très fréquents et la majorité des personnes installées à Sebha investissaient une large partie de leurs ressources dans la construction d'un second logement dans les « terres d'origine ». Un des aspects inhérents à cette forme d'installation à Sebha est celui des fêtes religieuses. En effet, lors des *aïds* et principalement, l'*aïd el kébir* (Fête du sacrifice rituel), la ville se vide de ses habitants et seuls les anciens noyaux originels de Gardhah, Hajara et J'did, restent quelque peu animés. Les familles « rentrent » dans leurs terres ancestrales pour cette fête, livrant leur ville de résidence aux travailleurs étrangers et aux autochtones.

En 2010, à la veille de l'insurrection, Sebha, l'ancienne place forte qui contrôlait les pistes du trafic saharien, comptait près de 150 000 habitants, renfermait des institutions universitaires, des services administratifs de haut niveau, un aéroport moderne desservant les vols

internationaux transsahariens, un nœud routier performant reliant les villes du Fezzan, un centre d'affaires, un équipement de logistique destiné aux compagnies pétrolières, un pôle de sécurité et une caserne moderne pour les unités d'élite de l'armée libyenne. Toutefois, la population qui était employée dans ces services, se sentait retenue dans la ville par les ressources auxquelles elles accédaient et gardaient, par conséquent, des liens vivaces avec les *najaâ* tribaux.

L'insurrection armée, les bombardements alliés et l'effondrement de l'État à l'automne 2011 marquèrent une rupture profonde dans l'histoire de la ville et annoncèrent l'avènement du pouvoir des milices tribales.

Aujourd'hui, la ville est marquée par les traumatismes des affrontements entre les factions tribales. Les édifices de la ville ont été dévastés témoignant des passages des milices et évoquant la violence et l'acharnement des factions armées contre l'espace. Ces dernières se sont imposées aux communautés de la ville comme les protectrices acharnées de leurs clans respectifs. Progressivement, la cité a assisté à l'édification de barricades en dur, barricades qui s'apparentent souvent à des remparts.

Cependant, beaucoup refusèrent de prendre la route de l'exil en dehors de la ville ou même du quartier, car le départ équivalait à une défaite. Laisser son quartier et revenir s'installer dans l'ancien *najaâ* constituerait une reconnaissance du statut originel d'étranger à Sebha et donnerait à ses nouveaux maîtres le droit d'écarter leurs ennemis de toute redistribution des biens. Personne, même les plus vieux parmi les habitants de la ville, ne s'estime capable de reprendre la vie des nomades et de se couper de la vie urbaine. Les salaires et les revenus des habitants seraient immanquablement suspendus s'ils se décidaient à partir ailleurs.

Malgré sa déchéance et sa réalité de ville désormais traversée par des lignes de fracture, Sebha reste pour ses résidents le lieu et le moyen d'accéder aux ressources et aux services. Si par le passé, la résidence à Sebha fut un choix qui s'inscrivait dans une perspective collective ou

individuelle de promotion sociale, elle est aujourd'hui une obligation vitale pour une population précarisée qui vit désormais dans des quartiers marqués par la ségrégation de l'espace et des pratiques.

La guerre comme quotidien de la ville :

Affrontements entre les quartiers et îlots de paix

Sebha comptait en 2013, quelques mois après l'arrêt des hostilités, une population de l'ordre de 250000 habitants, selon des estimations fournies par le Conseil Local. Malgré la situation précaire et la multiplication des affrontements entre les factions tribales armées, le nombre d'habitants a paradoxalement augmenté. En effet, grâce à l'afflux massif des « déplacés de l'intérieur », ces réfugiés libyens dans leur propre pays, la ville a connu un accroissement significatif de sa population. Toutefois, cette augmentation des effectifs n'est pas uniforme et ne touche pas toutes les composantes tribales ou ethniques de la ville. Sebha s'est transformée à partir de l'année 2012 en un vaste camp de réfugiés. Ces derniers ont afflué vers cette ville fuyant les zones de combat au Nord et à l'Ouest notamment celles qui ont connu des affrontements violents et des opérations d'expulsions massives de population à l'instar de Bani Walid, fief de la puissante tribu des Werfella et de Tawargha dont la population a été entièrement évacuée de force par les milices de Misratha ainsi que les Toubou de Koufra. La capitale du Fezzan a aussi accueilli des Gdhedhfa de Syrte et des Werchfeni de la périphérie de Tripoli. L'afflux des migrants subsahariens et des réfugiés libyens, ainsi que les affrontements tribaux entre factions armées locales à Sebha, ont concouru à la consolidation et au renforcement de la ségrégation et de la fragmentation de la ville. Progressivement, des groupes de population ont commencé à quitter leurs quartiers sous la menace pour faire place aux nouveaux arrivants. Toutefois, cette situation bien que spectaculaire, n'en est pas moins, une « tradition locale » à Sebha. La ville ayant depuis bien longtemps abrité plusieurs vagues de migrations. Il y a lieu de souligner que ce sont des quartiers particuliers qui permirent l'absorption des nouveaux

migrants tout au long des quatre dernières décennies. Cette tradition d'installation des *aïydoun* (rapatriés) est à l'origine des destins spécifiques et souvent contrastés de chaque quartier de Sebha. À ce titre, il sera traité, dans les paragraphes suivants du livre, des situations particulières des principaux quartiers de la ville en mettant en exergue le rapport entre leurs genèses respectives et leurs destins à la lumière des affrontements qui embrasèrent la capitale du Fezzan. Une attention particulière sera allouée aux quartiers dont la pluralité ethnique et tribale, leur assura paradoxalement leur salut. Les quartiers étudiés sont représentatifs de la situation générale dans la ville et couvrent une large portion de l'espace urbain de Sebha. Ces quartiers sont ceux de Mahdiya, Nassiriya, H'jara, Tayouri, Tardouna, Menchiya, Abd Elkefi et Bardai.

Mahdiya : luttes et arrangements entre les élites locales

Situé dans le Nord-Est de la ville, non loin du centre, le quartier est considéré comme le plus aisé de la capitale du Fezzan. Depuis l'édification de ses premiers noyaux au début des années 1980, Mahdiya a accueilli les élites militaires et sécuritaires issues de plusieurs tribus. Le « planificateur » tribal avait pour objectif de créer un quartier à dominante « arabe » et militaire dans cette frange située géographiquement à l'opposé des noyaux d'habitat spontané et dégradé occupés par les ethnies marginalisées.

Le tissu urbain à Mahdiya est composé d'une série d'ensembles immobiliers collectifs qui traversent des quartiers de pavillons isolés. Les premiers occupants des immeubles étaient des officiers qui, après les promotions et l'amélioration de leurs niveaux de vie, ont déménagé vers le quartier résidentiel de villas d'Abd Elkefi. La plupart des appartements dont les propriétaires ont préféré déménager sont restés vides, une situation qui a contribué à préserver l'homogénéité du quartier. Cependant, à l'éclatement des affrontements fin 2011 et au printemps 2012, des combattants issus des Ouled Slimane ont occupé des immeubles appartenant à des officiers démobilisés issus des tribus

loyales à Kadhafi. Une occupation qui donna lieu à de violents affrontements. Les assaillants qui ont voulu occuper les appartements des tribus alliées à Kadhafi situés dans ce quartier, avaient cru un moment que l'opération était aisée car ils étaient vides depuis longtemps et qu'aucun propriétaire, à leur avis, ne risquerait sa vie pour un logement qui lui était, en principe, inutile. Pour la plupart, il s'agissait de jeunes issus des tribus alliées aux factions rebelles des quartiers défavorisés, lesquels voulaient mettre la main sur des logements dans le quartier, en comptant sur un hypothétique soutien de leurs cousins locaux. Cependant, nul ne leur prêta main forte et ils durent se retirer, non sans avoir tiré des obus contre les façades des immeubles et pillé certains commerces. L'épisode de l'attaque et ensuite de la pacification relative, donna lieu à un développement remarquable des activités commerciales sur les voies principales du quartier. Plusieurs commerces de haut de gamme qui avaient été fermés dans d'autres quartiers de la ville furent transférés à Mahdiya, afin de mettre à profit le calme qui y règne. Cette activité commerciale favorisa une certaine ouverture du quartier sur le reste de la ville et les rues de Mahdiya commencèrent à recevoir les véhicules des chalands venus de toutes les parties de Sebha et même de l'ensemble du Fezzan. La dissémination des commerces participa à la valorisation du quartier et poussa les habitants de Mahdiya à adopter une forme de solidarité pour sa défense.

Lors des affrontements de janvier 2014, Mahdiya fut épargnée et aucun incident important ne fut signalé. De même, trois sessions des pourparlers entre les belligérants en vue de l'arrêt des combats dans l'ensemble du Fezzan eurent lieu dans le quartier, consacrant ainsi son statut de zone préservée.

Nassiriya : le destin meurtri d'un quartier militaire

Le premier noyau du quartier a été édifié au début des années 1980 non loin de H'jara, le village ancien des Toubou à Sebha. Les premiers occupants des immeubles furent les membres des forces armées

affectées dans les casernes disséminées aux environs de la citadelle. Progressivement, grâce aux vagues successives d'exode, les Toubou occupèrent les terrains non bâtis et y édifièrent des cités résidentielles de moyenne gamme. Plusieurs familles sans attaches tribales, issues pour la plupart des régions méridionales libyennes vinrent habiter au voisinage des Toubou, notamment après les répressions des mouvements de protestation dans le Fezzan au milieu des années 2000. Lors des affrontements du printemps 2012 et de janvier 2014, le quartier servit de base importante dans les attaques menées contre la base de *Farès Es Sabra*, la citadelle et l'aéroport. Les attaques qui ciblèrent Nassiriya débordèrent et touchèrent durement le quartier de H'jara. Les assaillants, portés par le soutien qui leur fut apporté par les factions « révolutionnaires » accourues de toutes parts du pays pour soumettre Sebha, n'épargnèrent pas les noyaux habités par les Toubou, les Ahali et les autres habitants. Les tirs d'artillerie causèrent la mort de plusieurs résidents et la démolition d'îlots entiers. Le rapport des forces en faveur des assaillants poussa les habitants à fuir le quartier vers H'jara. Cependant, quelques temps après, il y eut un retournement de situation. Les affrontements de janvier 2014 permirent aux Toubou de repousser les assaillants et les habitants purent revenir dans le quartier. Ce dernier a été libéré par ses habitants, îlot par îlot, permettant ainsi aux unités armées formées par une alliance regroupant aussi bien des combattants Toubou que d'anciens militaires de la Jamahiriya de constituer une base tactique solide susceptible de leur faciliter le lancement de l'opération de libération de la caserne de *Farès*.

En 2015, à la suite d'affrontements sporadiques en ville, la coalition formée autour du gouvernement de Tripoli tenta de reprendre le contrôle du quartier en procédant à d'intenses bombardements à partir des quartiers périphériques. L'importance du nombre des victimes civiles tombées à la suite de cette agression attisa les tensions ethniques au sein même du quartier et poussa les habitants à mener une opération de représailles contre les quartiers d'où partaient les salves des roquettes meurtrières. Progressivement, Nassiriya se transforma en

place forte de la résistance contre l'hégémonie des « Révolutionnaires » et de l'ordre post-jamahiriya. Cependant, ce « positionnement » politique, valut aux habitants du quartier, les affres de la marginalisation et notamment, les longues coupures de l'alimentation électrique et d'adduction d'eau. Parallèlement aux difficultés quotidiennes, Nassiriya ne parvient pas à se relever de l'état de démolition d'une grande partie de ses bâtiments et de ses infrastructures. Cet état de délabrement a certes poussé une partie de sa population à quitter le quartier, mais il a, paradoxalement, contribué à augmenter le nombre de ses résidents. En effet, des centaines de migrants ont investi les logements en débris et nombre d'entre eux rejoignirent les rangs des factions armées. Les affrontements récurrents à Sebha ont généré une profonde mutation dans la composition ethnique et tribale de ses résidents avec l'arrivée massive de nouveaux habitants issus de régions éloignées et généralement démunies.

H'jara : Le noyau historique et symbole de résistance

Le quartier de H'jara constitue l'un des trois noyaux originels de Sebha. Habité jadis par des Ahali et des Toubou, il a fait l'objet depuis les temps anciens et même sous la Jamahiriya, d'une marginalisation et d'une précarisation qui a conduit à la déliquescence avancée qu'il connaît aujourd'hui. Les premières vagues de migration des Toubou et des Ahali se sont orientées vers H'jara qui connut à partir des années 1970, un double processus de croissance et de « bidonvilisation ». Les nouveaux arrivants, qui vinrent s'y installer, constituaient les contingents les plus démunis des migrants, dont la grande majorité ne pouvait avoir accès aux documents officiels de naturalisation. Lors du déclenchement des hostilités à Sebha, une partie des Ahali rejoignirent les rangs des milices loyalistes au gouvernement de Tripoli rompant ainsi l'alliance ancienne avec leurs voisins, les Toubou et déclarèrent la guerre à la Zugula Zidu'h (la Pensée Verte de Kadhafi). Les Toubou, craignant d'être chassés de ce quartier qu'ils considéraient comme symbolique de leur présence, mais surtout de leur revendication à une

Kèmmi Amma'h (la pleine citoyenneté, le droit à la ville) dans la capitale du Fezzan, s'empressèrent de chasser les familles des combattants ayant rejoint les milices ennemies. Progressivement, le noyau de H'jara s'apparentait à un quartier exclusivement Toubou. Lors des affrontements en 2012, le quartier a été la cible d'une longue et intense campagne de bombardements et de tentatives d'incursions de la part des assaillants relevant des factions « Révolutionnaires ». Les obus largués sur les masures et les maisons anciennes construites en adobe et en pisé, laissèrent de larges pans démolis dans le noyau historique. Ils contribuèrent au renforcement de son état de précarité. Les familles durent quitter les quartiers ayant subi de grands dommages et se dirigèrent vers le quartier voisin de Nassiriya et aidèrent ainsi à vider le noyau historique de ses habitants originels ou du moins anciens. Profitant de ces départs, des migrants vinrent occuper les maisons délaissées, même celles en ruines et le noyau historique se transforma en camp de réfugiés. Des actes criminels se multiplièrent dans H'jara et le quartier devint un repère de gangs de voleurs qui s'y repliaient après leurs crimes commis dans le centre-ville.

Tayouri : Le quartier de toutes les fractures

Ce quartier a occupé le devant de la scène tout au long des affrontements entre les factions armées et les groupes criminels à Sebha à partir de l'année 2011. Considéré comme l'un des plus importants noyaux d'habitat spontané de la ville, son implantation date des premiers jours de la crise du Tchad et du Mali. Les premiers habitants du quartier sont des réfugiés, mais il y a aussi des clans déplacés par Kadhafi de la plupart des régions méridionales voisines du Niger et du Mali. Dans les années 1990, plusieurs chefs de ménages ont été incorporés dans les forces armées afin d'apporter un soutien aux contingents de la Jamahiriya dans sa lutte contre les groupes terroristes de la Cyrénaïque, mais aussi afin de parer à toute forme de dissidence au sein de cette population précarisée qui commençait à prendre de l'importance dans la capitale du Fezzan. Cependant, le quartier souffrait

d'une réelle marginalisation et aucun projet d'aménagement ou de réhabilitation n'a été élaboré pour améliorer les conditions de vie de ses occupants.

À la faveur des crises et des rébellions au Mali et au Niger, les Touareg affluèrent en masse vers Sebha et nombre d'entre eux habitèrent Tayouri. En effet, le quartier présentait des zones interstitielles encore assez vastes et les valeurs foncières étaient à la portée des nouveaux arrivants. De même, certains déplacés avaient été intégrés aux unités armées de la Jamahiriya stationnées à la caserne de *Farès* proche de Tayouri.

Lors des affrontements du printemps 2012, les assaillants des factions dites « Révolutionnaires » pilonnèrent violemment Tayouri et des dizaines de victimes civiles tombèrent attisant ainsi le conflit et transformant le quartier en camp retranché. Les combattants issus des ethnies du quartier venus à la rescousse accédaient aisément au quartier grâce aux pistes pastorales qu'ils maîtrisaient et contrôlaient. Progressivement, les lignes de front cernèrent le quartier dont les commandants des factions organisaient des incursions vers l'aéroport situé à proximité et lançaient des salves d'artillerie sur les positions tenues par les « Révolutionnaires » aux portes de la citadelle. Le second épisode des affrontements en janvier 2014 consacra Tayouri comme une place forte principale des Toubou et de leurs alliés. C'est à partir de ce quartier que les hommes armés, Toubou et Touareg, prirent d'assaut l'aéroport et la citadelle historique ainsi que la caserne de *Farès*. Contrairement à la première phase des affrontements de l'année 2012, les habitants de Tayouri ne furent pas les victimes impuissantes des bombardements aveugles et réussirent à préserver leur quartier grâce à une importante mobilisation des combattants et à une amélioration des dispositifs de défense. Cependant, force est de constater que les postes de contrôle établis sur les routes périphériques de Tayouri sont devenus de véritables lignes de césure dans l'espace urbain et des axes de fracture qui matérialisent la fragmentation ethnique de la ville.

La « victoire » des factions issues du quartier en 2014 et le retrait des factions « Révolutionnaires » des environs de Tayouri auraient du constituer une aubaine pour les habitants du quartier, mais ils ouvrirent, paradoxalement, la voie à un cycle de violence et d'affrontements entre plusieurs groupes locaux.

Tardouna : La revanche des rapatriés

L'histoire de ce quartier est intimement liée aux péripéties des rapatriements sélectifs qu'avait organisés Kadhafi au profit de ce qu'il considérait comme des tribus arabes disséminés dans le Sahara-Sahel. L'appellation du quartier (Tardouna signifie littéralement ; ils nous ont expulsés) rappelle l'épisode du déplacement forcé des anciens habitants de la zone dite *Charaâ Arbain* (Avenue Quarante) et de la Zone 85. En effet, au début des années 1990, les rapatriés du Tchad, qui résidaient dans un quartier d'habitat spontané réputé pour son insalubrité, avaient été expulsés de leurs masures, lesquelles avaient été rasées au bulldozer. Cette expulsion intervint au même moment que l'embargo sur le pays et la chute des revenus pétroliers du pays. Confronté à des restrictions budgétaires, l'Etat central n'entama que très tardivement les opérations de relogement poussant ainsi les personnes déplacées à « déménager » d'un quartier d'habitat spontané à un autre encore plus anarchique aménagé sur un site en cuvette et exposé aux vents brûlants du sud. Il y a lieu de mentionner que les lignages de Tardouna constituent les states les plus modestes des tribus rapatriées.

Ces derniers rappellent souvent, que les membres du Congrès Populaire de Sebha, les ont traités comme des migrants subsahariens étrangers. L'un des tribuns des Congrès a même affirmé dans un discours public, que les *âïydown* de Tardouna se sont trop longtemps mélangés aux ethnies du Kanem et que c'était très manifeste à travers la couleur de leurs peaux. Ce groupe de la population était, dans les représentations des officiels, une sorte de faction intermédiaire entre les Arabes et les Africains subsahariens. Aussi, n'était-il utile, pour les autorités, que dans les rangs des forces armées ; les postes de

responsabilités étaient interdits à ses membres. Par conséquent, Kadhafi n'a pas déployé les mêmes efforts qu'il avait consentis avec d'autres groupes de retour du Tchad ou du Niger. Après la chute de la Jamahiriya, les habitants de Tardouna n'attendirent pas le retournement de la situation en faveur de leurs cousins engagés dans les milices des « Révolutionnaires » et s'empressèrent d'attaquer l'ensemble résidentiel qui était dans leur voisinage immédiat ; Diar Mâammar. Ce projet de belle facture architecturale, construit pour devenir le noyau d'une ville intégrée et structurée autour d'activités de services et d'animation, était perçu par les Sebhaoui comme une récompense que le « Guide » allait distribuer à ses « sujets » les plus zélés. En novembre 2011, les habitants de Tardouna chassèrent les occupants des premiers blocs de Diar Mâammar et s'y installèrent, ouvrant ainsi le premier chapitre dans le cycle des « purifications » tribales des quartiers de Sebha et du Fezzan.

L'occupation des bâtiments du projet inachevé de Diar Mâammar eut lieu alors que les brigades dites « Révolutionnaires » affichaient encore une unité de façade. Les exactions commises par les squatters attisèrent les conflits mis en sourdine lors de la phase de « libération » de Sebha. Ils donnèrent raison aux voix qui s'élevaient dans le Fezzan pour dénoncer le projet, qu'elles qualifiaient d'hégémonique, conduit par les Ouled Slimane. La première fêlure dans le système dit « Révolutionnaire » dans la ville date de l'automne 2011. Les milices de rebelles alliées au pouvoir de Tripoli, au lieu de réprimer les assaillants qui ont chassé les familles de leurs maisons à Diar Mâammar et de rendre justice aux victimes, ont privilégié le lien du sang et les calculs militaires. Leur attitude injuste leur coûta très cher, car à partir de ce jour, les clans lésés rejoignirent les ennemis jurés des rebelles. Ils se sont approvisionnés en armes et se préparèrent à l'affrontement qui devenait imminent. Les gens de Tardouna étaient certes des démunis et le système les a cantonnés dans des mesures de misère, mais leurs actes allaient reconfigurer radicalement les rapports de forces au sein des quartiers. Désormais, plus personne ne voulait des factions rebelles

comme voisins, car il était clair, du moins c'est l'avis partagé par la majorité des lignages de Sebha, ces milices avaient un projet hégémonique et éradicateur de la présence des autres composantes de la capitale du Fezzan.

Aujourd'hui, la majorité des habitants de Tardouna est composée de jeunes issus des vagues récentes de migration, principalement celles originaires du Tchad et du Niger. Les graffitis écrits à la hâte en lettres latines sur certains murs témoignent des origines de ceux qui les avaient écrits.

Menchiya : Le quartier des barricades

Construit pour loger des familles de rapatriés, le quartier de Menchiya constitue un « modèle réduit » de Sebha. Les responsables locaux ont conçu le projet de fixation des *aïydoun* suivant une approche tribale. En effet, chaque îlot d'immeubles a été affecté respectivement de manière très homogène à une seule tribu, de sorte que le quartier s'est subdivisé en aires clairement délimitées sur une base tribale.

Toutes les tribus étaient sensées, selon les planificateurs locaux, cohabiter en toute quiétude et complémentarité étant donné qu'elles avaient été longtemps voisines dans leur région d'origine au Tchad ; le Kanem. Cependant, les disparités sociales entre les *aïydoun* qui avaient été incorporés dans la fonction publique, l'armée et les activités commerciales administrées et d'un autre côté, ceux qui ont été marginalisés et souvent écartés de la gestion des ressources au sein du Congrès de Base du quartier. Par conséquent, les îlots alloués aux tribus marginalisées connurent un processus de paupérisation et de délabrement avancé. Dans les îlots affectés aux factions dont les membres ont été intégrés à la fonction publique, les rues se transformaient progressivement en axes commerciaux et de services de haut-de-gamme.

À l'issue de la chute de la Jamahiriya, les clans alliés aux « Révolutionnaires » tentèrent de chasser les familles restées loyales au

pouvoir déchu, avec lesquelles ils partageaient les mêmes îlots et souvent les mêmes immeubles.

De nombreuses exactions eurent lieu entre les habitants du quartier, issus des deux camps et des mouvements d'exode de faible ampleur ont été enregistrés. Toutefois, lors des affrontements du printemps 2012 et de janvier 2014, les factions armées œuvrèrent pour une épuration des îlots de Menchiya et de chasser les habitants qui n'appartenaient pas à la tribu ou à l'ethnie dominante.

Contrairement à certaines autres parties de la ville où la situation semble se stabiliser au sein du quartier à la faveur d'accords internes ou d'expulsions massives des tribus ou ethnies minoritaires, Menchiya est devenue le lieu des combats continus et de la fragmentation interne.

À ce jour, il est encore impossible d'accéder à la plupart des îlots à cause des multiples barricades et surtout des tirs nourris qui prennent pour cible tout véhicule inconnu circulant sur les rares voies encore ouvertes.

Progressivement, les îlots se vident de leurs occupants originels pour accueillir des jeunes combattants ou trafiquants qui squattent les logements vides. Pour mieux défendre leur butin, les miliciens multiplient les points de contrôle et les barricades. Il est même probable que des jeunes en armes soient payés par les propriétaires nantis de certaines résidences qui en avaient été chassés afin de les garder hors de portée de prédateurs qui s'avèreraient plus tenaces en cas de possibilité de récupération de leurs biens.

Menchiya était un quartier où chaque tribu vivait cloisonnée, mais il y avait un respect des codes de voisinage et de la sécurité. Désormais, les armes sont entre les mains de jeunes qui ignorent les lois coutumières.

La subdivision du quartier et l'édification des lignes de fronts avec des caisses métalliques est plus qu'une simple exigence sécuritaire, elle renseigne sur l'absence de toute relation entre les belligérants de chaque côté de la barrière.

Les barricades s'élèvent partout entre les îlots séparant des unités de voisinage et disloquant le tissu urbain. La plupart des routes sont

coupées et les barrages constitués de matériaux hétéroclites (sacs de sable, parpaing, pneus, équipements sanitaires de récupération, etc.) se transforment progressivement en lignes défensives constituées de containers métalliques et de miradors hérissés de mitrailleuses lourdes.

Abd El Kefi : Le quartier de la résistance désormais amarré à Birak

Situé à la frange Nord de la ville, c'est le quartier des M'garha, la tribu guerrière du Fezzan et la pourvoyeuse en cadres des unités spéciales de l'armée et des services secrets de la Jamahiriya. À l'automne 2011, dans un élan de revanche contre les M'garha, les « Révolutionnaires » tentèrent un assaut contre Abd El Kefi, en promettant à leurs combattants de leur livrer exclusivement le quartier et ses somptueuses résidences cossues. Les M'garha réussirent à mobiliser tous leurs alliés, livrèrent des armes de bonne facture aux factions alliées, sortirent des arsenaux enfouis dans le désert ; une artillerie et une balistique (fusées et missiles) performante et enfin, prirent l'initiative de commencer le pilonnage des franges voisines du quartier afin de parer à toute avance ennemie. Progressivement, les défenseurs du quartier Abd El Kefi étalèrent leur « protection » au quartier Al Fateh, fief des loyalistes de la Jamahiriya. Lors des deux épisodes d'affrontement à Sebha au printemps 2012 et en janvier 2014, les combattants d'Abd El Kefi se sont rangés nettement du côté des habitants des quartiers attaqués par les milices des « Révolutionnaires » en assurant une pression militaire sur les unités assaillantes stationnées dans la partie Nord de la ville. Grâce à cette pression, les unités de « Révolutionnaires » durent stationner une partie de leurs effectifs dans la frange Nord de la ville face à Abd El Kefi, ce qui a contribué à dégarnir les défenses affectées aux fronts dans le Sud de la ville, fronts qui faisaient face aux défenseurs de H'jara et de Tayouri.

L'attitude des M'garha se concrétisa sur le terrain par l'apparition d'une ligne de démarcation qui sépare d'un côté, le noyau de J'did et Mahdiya et d'un autre côté, les fiefs des loyalistes situés dans les quartiers d'Al

Fateh et d'Abd El Kefi. Une fracture clairement visible et inscrite dans les réalités concrètes de la ville est en train de diviser Sebha en contribuant à renforcer la dépendance du quartier d'Abd El Kefi à la ville de Birak située au Nord de la capitale du Fezzan et place forte des M'garha. En effet, depuis les premiers jours ayant succédé à la chute de la Jamahiriya, les M'garha ont aménagé plusieurs pistes qui relient le quartier à la ville de Birak et dont le tracé est circonscrit au territoire de la tribu. L'objectif de ces opérations est de se soustraire au contrôle des unités dépêchées par les autorités de Tripoli afin de prêter main forte aux « Révolutionnaires » à Sebha. Par conséquent, le quartier d'Abd El Kefi, se transforma en camp sécurisé, coupé de Sebha et approvisionné exclusivement aussi bien en moyens de défense qu'en nourriture, à partir de Birak. Cette situation d'autonomie a paradoxalement contribué à conférer au quartier le rôle de « terre de négociation et d'arbitrage ». Après l'instauration de l'accalmie qui a succédé aux affrontements de janvier 2014. Les parties en conflit s'accordèrent à plusieurs reprises de se rencontrer à Abd El Kafi pour négocier les modalités inhérentes aux accords d'arrêt des hostilités ou d'échange de prisonniers. La puissance de feu des M'garha leur a permis de s'imposer, malgré leur alliance affichée avec une partie engagée dans le conflit à Sebha, en tant qu'arbitre entre les belligérants et comme le principal garant des accords passés. Ressentant l'amélioration de la situation sécuritaire dans le quartier, plusieurs anciens responsables de la Jamahiriya et principalement, ceux qui détiennent des fortunes considérables, vinrent s'installer à Abd El Kefi où ils jouissent d'une protection efficace. Cet afflux de détenteurs de grands moyens financiers contribua à l'émergence d'îlots résidentiels de haut-de-gamme et à la dissémination des activités manufacturières dans les aires interstitielles. En effet, depuis l'année 2012, à la faveur de l'insécurité et des attaques perpétrées par les factions de Misratha contre la ville de Bani Walid (fief traditionnel des Werfella), localité qui abrita les derniers soutiens de Kadhafi, dont plusieurs étaient d'actifs

entrepreneurs durant l'ère de la Jamahiriya, ces derniers vinrent s'installer à Abd El Kefi et y délocalisèrent leurs activités.

Bardaï : L'exception grâce à la diversité

Dans l'environnement de la violence quotidienne et souvent meurtrière qui règne à Sebha depuis l'effondrement de la Jamahiriya, le quartier de Bardaï semble représenter l'exception. Historiquement, ce quartier a été bâti par les autorités durant les années 1970 pour abriter les membres des tribus rapatriées du Tchad. Bien qu'ayant été baptisé à plusieurs reprises par des appellations valorisantes, le nom de Bardaï (localité tchadienne dans la région du Tibesti) restait indélébile dans les mentalités des gens de Sebha, lesquels tenaient à rappeler aux résidents de ce quartier leurs origines subsahariennes et leur statut de rapatriés. Sémantiquement, cette insistance de la part des habitants de Sebha, a une claire connotation discriminatoire à l'égard des gens de Bardaï, considérés comme des étrangers.

Lors de leur installation dans les barres d'immeubles à partir de 1975, les habitants de Bardaï comptaient plusieurs groupes issus de diverses tribus. À cette date, le quartier était très éloigné du centre de la ville et fut considéré comme un « camp de réfugiés ».

L'aménagement et l'implantation des équipements publics à proximité du quartier (universités, hôpital, administrations) favorisèrent les habitants dont la majorité des actifs rejoignirent la fonction publique et les jeunes s'illustrèrent dans leurs études. Le quartier ne connut pas d'extension ni de nouvelles arrivées de migrants. De ce fait, les habitants gardèrent une certaine stabilité et trois générations d'habitants habitèrent ensemble au sein d'un quartier multiethnique mais très homogène au niveau social.

Aux côtés des rapports tribaux entre les individus, d'autres liens ont commencé à émerger au bout de quarante années de vie en commun et de partage des lieux de travail ou d'études. Lorsque les affrontements embrasèrent les autres quartiers de la ville, Bardaï ne connut que très peu d'escarmouches et ses habitants refusèrent d'importer chez eux les

clivages qui ensanglantaient Sebha. En effet, Bardaiï, le quartier des rapatriés, des fonctionnaires pauvres et des gens pacifiques a su préserver garder la paix civile. Ses habitants ont refusé de s'inscrire dans une guerre fratricide et ont même constitué un comité des sages dans le but de résoudre tout litige.

Depuis de longues années, les sages du quartier ont assisté à de multiples retournements de fortune et en ont, apparemment, tiré la leçon.

Aujourd'hui, le quartier de Bardaiï a su mettre à profit sa position de neutralité dans les conflits récurrents qui secouèrent Sebha et la plupart des cadres de l'administration, de l'enseignement et des services sociaux affectés par le gouvernement central préfèrent y loger, apportant ainsi de nouvelles ressources pour les habitants et renforçant son caractère civil et paisible. De ce fait, la plupart des habitants de Sebha, qui le considéraient comme un « ramassis » de toutes les tribus et ethnies sans aucun ancrage lignager, reconnaissent désormais, que Bardaiï est le seul quartier dont les leaders ont su préserver les vies de la population et avoir assez de sagesse pour maintenir une certaine paix.

La démolition de la maison de Kadhafi :

L'acte éradicateur qui marqua la rupture dans la ville

Les brigades des « Révolutionnaires » voyaient dans cette démolition un acte symbolique. Mais la destruction et le rasage intégral de la maison de Kadhafi marqua les esprits dans la ville. La démolition fut ressentie par les loyalistes de la Jamahiriya comme la volonté délibérée d'éradiquer toute présence des tribus ayant, par le passé, soutenu le « Guide ». À partir de cet acte, les loyalistes considéraient désormais leur combat à Sebha comme une lutte pour la survie et l'existence. Ils écartèrent ainsi, toute forme de compromis avec les « Révolutionnaires » et leurs alliés.

Pour revenir aux faits, les chars des « Révolutionnaires » et de leurs alliés marchèrent sur le rond-point où Kadhafi avait aménagé un parc pour circonscrire le terrain de la mesure de son père, un *koukh* (sorte de

maison monocellulaire en pisé et toiture de palmes) construite dans les années 1950. Masure où avait grandi le « Guide ». La petite bâtisse fut écrasée sous les chenilles des engins et ses murs en terre, effondrés sous les hourras des « Révolutionnaires » originaires des villes du Nord. Ensuite, les bulldozers rasèrent les vestiges et les jetèrent à la décharge. D'un point de vue religieux, les gens à Sebha, qui considèrent que la guerre est, dans une certaine mesure, licite contre les vivants du moment qu'ils sont des agresseurs, estiment que ce serait un crime moral de prendre les morts à partie, car ils ne sont pas concernés par les choses du monde des belligérants.

Les jihadistes et le contrôle des frontières : Insécurité et racket de la population

À partir de l'été 2012, les factions qui étaient en charge du contrôle des frontières méridionales du pays furent soumises à d'importantes pressions sécuritaires de la part des factions terroristes jihadistes. Ces dernières recevaient un appui important en hommes et en matériel de la part de l'un des piliers du pouvoir à Tripoli, l'ancien commandant du Groupe Combattant Libyen et chef des brigades de la Garde Nationale, Abdelwahab El Gaïed. Rappelons à ce propos que ce dernier est le frère d'Abou Yahya Al Liby qui fut l'un des plus importants parmi les chefs d'Al Qaïda en Afghanistan après Aymen Az Zawahiri. Il est originaire de Wadi Atba, un village du Fezzan non loin de la ville d'Oubari.

Des escarmouches ont éclaté à plusieurs endroits entre les factions affectées dans les postes frontaliers et des bandes se revendiquant de la mouvance jihadiste. Cependant, avec le retour des factions défaites dans l'Azawad et leur recrutement par des commandants jihadistes dans le Fezzan, les rapports de forces connurent un retournement important. En effet, les unités de l'Armée affectées au contrôle des frontières méridionales durent rassembler leurs hommes pour les diriger vers la Capitale où la guerre de l'aéroport faisait rage, réduisant ainsi leur présence militaire dans les postes frontaliers et les champs

pétroliers du Fezzan. Saisissant cette opportunité sur le terrain, les jihadistes entreprirent d'attaquer les postes frontaliers dans la région dite du triangle de l'Anaï qu'ils contrôlent, désormais en grande partie depuis le printemps 2015.

Toutefois, cette présence jihadiste s'apparente pour une majorité de la population locale à une occupation étrangère, du fait que la plupart des éléments armés sont originaires du Mali ou sont issus des lignages modestes des tribus locales. À ce titre, plusieurs attaques contre la présence jihadiste ont été enregistrées depuis l'été 2015, notamment aux voisinages des champs pétroliers et des frontières algériennes. La population qui affronte les bandes terroristes et soutient l'action des factions tribales locales, estime que les jihadistes suscitent des problèmes avec les pays frontaliers et mettent en péril la sécurité de leurs territoires. De même, plusieurs factions jihadistes ont commencé à s'adonner à de violentes représailles contre les tribus qu'elles jugent réticentes à leur projet hégémonique en attaquant leurs terres ou en leur volant leur bétail.

Contrairement à d'autres villes ou localités en Libye, les jihadistes n'ont pas réussi à gagner la faveur des populations locales au Fezzan. Les divers groupes tribaux considèrent que ces factions rigoristes ne sont pas porteuses d'un message religieux, mais sont des cellules au service d'intérêts régionaux. La plupart des leaders locaux indiquent que ces jihadistes ne respectent pas les valeurs tribales ancestrales et enveniment les rapports entre les gens et les régions. Ces nouveaux arrivés dans le Fezzan, sont aux yeux de la majorité la population, des groupes de déviants. Les chefs coutumiers mettent en cause le peu de respect exprimé par les terroristes jihadistes aux liens tribaux et aux lois coutumières, lesquelles n'ont aucune valeur aux yeux de ces jeunes recrutés dans le Nord du pays ou au sein des milieux précarisés des lignages modestes du Fezzan.

Il importe de situer l'avènement du jihadisme dans le Fezzan dans un contexte plus global, celui de la prolifération des activités de prédation des ressources et de la dissémination des activités criminelles à grande

échelle dans la province. En effet, à partir du début 2012, la contrebande a connu une expansion sans précédent avec une implication directe et massive des factions armées. Celles-ci ont commencé à organiser des réseaux de migration clandestine drainant des milliers de personnes par jour, à exporter massivement les armes vers les pays de la région et à édifier des alliances avec des groupes tribaux ou criminels dans l'ensemble du Sahara-Sahel. Le Fezzan s'illustra, par rapport au reste de la Libye, par une certaine « spécialisation ». Grâce aux vastes réseaux dont jouissent les factions armées tribales de Sebha, lesquels s'étendent des marges sahariennes du Maghreb jusqu'au Sinaï, au Yémen et au Tchad, la contrebande du Fezzan s'est fortement amarrée et articulée aux conflits armés qui secouent cette « bande de feu » qui part de l'Azawad à l'Ouest pour parvenir aux confins du Darfour. Ainsi, les réseaux jihadistes implantés au Fezzan convoient des armes et des biens de contrebande vers le Mali, le Niger et le Nigéria. Rappelons à ce propos, que les événements survenus dans le Nord du Mali ont mis en lumière le rôle du Fezzan et ses réseaux armés jihadistes comme pourvoyeurs d'armes et de combattants dans l'insurrection au sein de cette partie du Sahel. La plupart des chefs de guerre possèdent de solides attaches dans le Sud libyen.

Entre violence anonyme et sentiments de déni :

Le Fezzan, une terre des vengeances et d'aspirations à l'autonomie

La chute de la Jamahiriya avec son lot de déplacements de populations et de violences armées intertribales, a profondément modifié les rapports politiques et changé les alliances. À partir de 2011, la capitale du Fezzan, devint l'unité de base de l'action politique, le lieu des affrontements tribaux, des recompositions des alliances et la conquête des centres du pouvoir local. La soudaine disparition de l'État fut à l'origine d'un foisonnement des réseaux tribaux et de la réémergence

des anciennes revendications ainsi que des revanches historiques entre lignages. En l'absence de structures politiques légitimes susceptibles d'assurer la redistribution des revenus et le maintien de l'ordre sur le territoire du Fezzan en général et à Sebha en particulier, les divers groupes tribaux s'engagèrent dans une compétition pour la sécurisation de leurs quartiers et la prédation des ressources. Les groupes tribaux, jadis fragilisés par des années de précarisation économique et d'exclusion politique, se sont employés à accéder aux ressources sociales et économiques en s'inscrivant dans une logique milicienne et en mobilisant aussi bien des hommes, des réseaux de solidarités que des armes pour s'assurer leur maîtrise de leurs territoires tribaux respectifs. L'avènement des milices tribales, la prolifération des activités de la contrebande et l'élargissement des pratiques de prédation, ont contribué à la consolidation de la fragmentation de la ville, mais aussi et surtout, la mise en place d'un système de fonctionnement assurant une très grande autonomie à chaque groupe.

Les affrontements à Sebha ont scellé l'émergence de deux pôles distincts. D'un côté, les ethnies anciennement marginalisées, les loyalistes de la Jamahiriya et les adeptes d'un Etat unitaire et d'un autre côté, les factions armées originaires des villes considérées comme « victorieuses » et leurs alliés locaux. C'est dans ce cadre que les appels à l'autonomie du Fezzan et à la promulgation, dans une première étape, d'une entité fédérée ont commencé à gagner du terrain au sein de la population du Fezzan. Ces appels sont l'œuvre d'une large alliance tribale, mais sont aussi rejetés par les « Révolutionnaires ». Ces derniers estiment que ceux qui soutiennent le fédéralisme dans le Fezzan représentent le contingent des nostalgiques de la Jamahiriya et les partisans du tribalisme archaïque. Selon les leaders des factions « Révolutionnaires », les chefs des partisans d'un statut fédéraliste du Fezzan résident notamment à Tayouri, Al Fateh et Oubari où ils jouissent de puissants réseaux de soutiens ou de la proximité de la frontière. Cependant, cette approche, bien que fondée sur des considérations de maintien d'un Etat unitaire, vise en fait, à préserver le

statut quo, lequel est en faveur des milices de « Révolutionnaires » de Tripoli et des villes du Nord.

La montée des appels à l'autonomie n'est pas le seul élément déclencheur d'une probable confrontation généralisée dans le Fezzan. C'est le maintien d'une majorité de la population dans la marginalité ainsi que la politique vindicative des milices étrangères à l'égard des ethnies marginalisées et des loyalistes à la Jamahiriya qui attisent les rancunes et poussent les habitants à revendiquer leur part légitime des richesses du Fezzan. Les partisans de la fédération sont conscients que les unionistes les traitent de sécessionnistes, mais ils insistent sur le principe qu'il ne peut y avoir d'unité nationale sans égalité dans les droits. À ce titre, leurs leaders à Sebha déclarent, que pour instaurer un État digne, il faut impérativement commencer par le démantèlement total des milices, l'insertion des « Révolutionnaires » encore en armes au sein d'une armée nationale et l'acceptation d'un consensus politique entre les tribus du pays, toutes les tribus, sans exclusion. Toutefois, ils reconnaissent que certains leaders de tribus ou de villes se considèrent comme les grands vainqueurs de la guerre et ne sont pas prêts à des concessions, surtout parce que, selon eux, leurs territoires sont dépourvus de ressources pétrolières. Les chefs coutumiers autant que les chefs des factions armées, acquis à l'idée de la fédération, estiment que pour assurer leur hégémonie sur le pays et ses richesses, les tribus du Nord recourent à l'occupation militaire du Fezzan et ne baisseront jamais les armes. Une situation qui pousserait les tribus du Fezzan à refuser catégoriquement leur désarmement.

Les territoires de la vengeance :

Les échos de la violence à Sebha

L'afflux des réfugiés et la récurrence des affrontements à Sebha sont deux dynamiques intimement liées. En effet, l'éclatement des conflits armés dans la ville a souvent pour origine des causes spatialement lointaines. Les tribus présentes à Sebha occupent respectivement de très vastes territoires disséminés sur une large partie du Sahara. Dans

certaines villes sahariennes, deux ou plusieurs tribus présentes à Sebha se partagent les quartiers de ces agglomérations situées en Libye, au Tchad, au Niger, en Egypte et même dans les régions occidentales du Soudan.

Tout affrontement opposant des membres desdites tribus dans une région donnée, peut allumer un foyer de conflit armé au sein de Sebha. De ce fait, la capitale du Fezzan devient le réceptacle et la caisse de résonnance de toutes les tensions tribales entre les factions armées sur un très large territoire. Territoire sur lequel se déploient des tribus et des configurations de rapports très complexes, souvent sans réel rapport avec les enjeux dans la ville. De même, les affrontements et les enjeux de domination locale à Sebha peuvent avoir des répercussions sur des localités et des territoires souvent très éloignés de la ville et situés dans les pays voisins ou sur le littoral libyen. L'interaction entre Sebha, les territoires proches et lointains, lesquels peuvent être régents par des dynamiques spécifiques sans rapports nécessairement directs avec celles intrinsèques à la capitale du Fezzan, prend sa source dans la genèse même de la ville. L'avènement des milices amplifia les conflits intertribaux aussi bien à Sebha que dans les territoires où vivent les tribus présentes dans cette ville. Depuis 2011, la ville connaît une recrudescence des règlements de compte entre factions tribales pour des considérations souvent exogènes à Sebha. De même, les clivages, souvent armés entre les factions locales à Sebha s'exportent vers des territoires très éloignés, dans des pays voisins, grâce aux solidarités tribales entre les membres des clans résidant dans la capitale du Fezzan et ceux disséminés sur de très vastes régions du Sahara.

Avec l'augmentation du nombre de crimes de sang en Libye, les territoires tribaux vivent un état de guerre par intermittence qui peuvent aller de l'affrontement armé à l'installation de barrages sur les routes, des tirs sur les terres frontalières des deux tribus aux atteintes aux biens de la partie adverse.

La vengeance constitue un système de régulation des conflits tribaux destiné à préserver certains équilibres grâce à l'institution de plusieurs

leviers de compensation. Toutefois, dans la configuration politique et sécuritaire d'effondrement de l'État et de dérèglement général dans la gestion de la violence, les membres des tribus assaillantes peuvent transgresser, dans l'impunité, les lois coutumières. Cette transgression n'ouvre nullement la voie à la déchéance des crimes commis, mais plutôt à la dissémination des actes de vengeance, lesquels obéissent, dans ces cas particuliers, aux formes les plus violentes et spectaculaires des lois coutumières. La multiplication des actes criminels à l'encontre des membres de toutes les tribus dans un contexte d'ouverture des frontières et de grande circulation des hommes et l'implication de plus en plus importante de clans et de factions, participe à l'élargissement de l'espace d'exécution de la vengeance, lequel couvre désormais, les vastes territoires des lignages concernés par les homicides. À ce titre, Sebha connut pendant l'année 2013 des règlements de compte meurtriers à la suite d'affrontements qui éclatèrent à Agadez au Niger, à Kanem au Tchad, à Tripoli en Libye ou à Traghan dans le Fezzan. De même, les accrochages meurtriers du printemps 2012 qui eurent lieu à Sebha, se répercutèrent sur des régions éloignées du Fezzan, à l'instar des affrontements à N'guigmi au Niger et aussi dans le village de Moa au Tchad.

CHAPITRE TROISIEME :

LES FACTIONS ARMEES ET LES DYNAMIQUES DES RESEAUX DE CONTREBANDE D'ARMES

A l'automne 2011, le pouvoir installé par la coalition atlantiste, démunie de forces armées et d'appareil sécuritaire, s'est résolu à charger les milices constituées par les *thoumar* d'assurer la sécurité. Mais, si ces dernières étaient unies dans le combat contre Kadhafi, elles n'ont pas tardé à afficher leurs profondes dissensions internes. Elles ont recouru aux armes pour, au fond, faire étalage de leurs différences idéologiques, régionales, tribales et cibler de manière ostensible les ressources économiques qu'elles convoitaient.

L'objet de ce chapitre est d'analyser les factions présentes dans le Fezzan occidental sous l'angle de leur relation à la contrebande d'armes, celle-ci pouvant se concevoir, de manière théorique, comme le mode de valorisation des armes en tant que ressource. Les milices classifiées, dans un premier temps, et décrites, dans un second, sont à la fois les plus actives et les plus représentatives du Fezzan occidental jusqu'à l'avènement de l'Armée Arabe libyenne conduite par le Maréchal K. Haftar dans le Sud. Une attention particulière sera allouée aux groupes « émergents ». L'arrivée de ces derniers sur la scène milicienne montre, en effet, l'étendue de la transformation des rapports de forces locaux, dans le sillage des affrontements du printemps 2012 et de l'hiver 2014.

Trois critères constitutifs d'une typologie de ces factions sont retenus pour la présente analyse. La classification se divise en quatre types regroupant au total plus d'une vingtaine de milices : les boucliers et les groupes apparentés ; les milices émergentes ; les réseaux affairistes ; les milices « islamistes » ou apparentées.

Le premier critère « Allégeances/Alliances » est d'ordre politique. C'est le positionnement de la faction armée au sein des grands ensembles politiques qui divisent actuellement la Libye.

Le second : « Territoires d'action/Territoire revendiqué/Pistes » est d'ordre géographique. Il permet de délimiter les territoires et les pistes contrôlées par ces milices et de situer dans l'espace, les activités de la faction, y compris les « Activités complémentaires principales ». Cet aspect est important pour identifier la position de la faction sur l'échiquier du marché globalisé de la contrebande.

Le troisième critère : « Armement (provenance et types principaux) » est d'ordre technique et militaire. Il prend en compte les types d'armements dominants lesquels, en retour, renseignent sur les activités de la faction.

Le caractère arbitraire de cette typologie ne permet pas de rendre compte de la diversité des caractéristiques des factions. Celles-ci cumulent en effet les attributs de plusieurs types. Aussi, afin d'enrichir cette classification sur le plan descriptif, il est présenté ci-après, les détails relatifs aux milices à partir du type retenu dans le tableau précédent.

Type I : les Boucliers locaux et les groupes apparentés :

Théoriquement, ces unités formées de combattants issus de certaines tribus alliées au pouvoir central, sont rattachées au ministère de l'Intérieur et dans une moindre mesure, à l'Armée, ou ce qui en fait office. Leurs membres perçoivent un salaire, versé par le Ministère de l'Intérieur ou de la Défense, sur la base de listes établies par les chefs locaux. Les soldes des combattants sont versées de manière aléatoire, souvent à la suite de protestations armées de la part des miliciens. Toutefois, lorsque leurs intérêts sont menacés, les « boucliers et les groupes apparentés » n'obéissent qu'à eux-mêmes et à leurs chefs, n'hésitant pas à défier ouvertement l'Etat, ou à compromettre la sécurité, provoquant l'ire des populations.

Le gouvernement libyen a entamé depuis 2012 l'édification d'une armée nationale dont les effectifs atteignent au début 2014 près de 15000 éléments toutes catégories confondues. Cependant, une partie importante des troupes est encore en formation dans plusieurs pays (Italie, Etats-Unis et Jordanie) et le besoin en hommes pour le maintien de la sécurité se fait durement sentir. Cette situation a poussé les gouvernements successifs à Tripoli à faire appel aux factions armées des *thouwar* pour le maintien de l'ordre dans certaines régions (dont principalement le Fezzan occidental). En faisant appel aux factions des « Révolutionnaires » pour le maintien de l'ordre et en l'absence d'un cadre juridique clair définissant les missions de ces unités supplétives, l'Etat contribue à créer des rapports conflictuels entre les milices sont

et l'Armée Arabe Libyenne qui a été reconstituée à la hâte dans la Cyrénaïque sous le commandement de K. Haftar. Il importe de souligner à ce propos, que l'édification d'une véritable armée est une réelle exigence des Libyens. Aspiration qui explique l'engouement et le large soutien exprimés par la population dans les provinces du pays au projet de restauration de l'Armée. Toutefois, les effectifs actuels restent relativement modestes face aux défis sécuritaires. Il y a lieu aussi de souligner que les autorités de Tripoli recourent à des « incorporations massives » de thouwar, dans le but de faire face à l'avancée de l'Armée Arabe Libyenne conduite par K. Haftar. Afin d'asseoir un semblant d'autorité et esquiver l'ire de la population face aux exactions des milices, le gouvernement soutenu par les Occidentaux à Tripoli, multiplie les incorporations de miliciens au sein d'une hypothétique armée. Ainsi, le Ministère de la Défense fournit des uniformes neufs à une milice et la baptise « Brigade de l'Armée Nationale » sans pour autant transformer son commandement ou sa structure. Ainsi, en décembre 2013, les autorités de Tripoli ont demandé aux milices de la Capitale de revêtir les uniformes de l'armée et ont promu au grade de Commandant, Haytham Tajouri, un chef milicien local, connu pour ses multiples actes criminels, sans formation spécifique.

Selon le degré de détérioration de leurs relations avec les milices, les autorités de Tripoli tentent de trouver des compromis. Ceux-ci ont pour objectif d'éviter toute forme de sédition ou de règlement de comptes à caractère tribal. Ces règlements de comptes ont généralement lieu lorsque ces factions armées sont envoyées dans des régions peuplées de tribus avec lesquelles elles entretiennent des rapports marqués par d'anciennes vengeances ou animosités. Ce fut le cas, par exemple à Sebha, lorsque des milices de Misratah ont été dépêchées pour le maintien de l'ordre aux abords des quartiers de Werfella, la puissante tribu, qui par le passé, avait fourni les cadres de l'armée de Kadhafi. De même, les rapports entre les deux groupes étaient encore marqués par un fort ressentiment dû à l'attaque de Bani Walid par les milices misrathi et le souvenir des exactions était encore

vivace dans les esprits. Des escarmouches n'ont pas tardé à éclater à la suite de cette proximité.

La stratégie des gouvernements successifs à Tripoli consiste à « domestiquer » les milices. Pour ce faire, le gouvernement détient un moyen idoine : trivialement, les « acheter » en leur signant des chèques. Cette politique de « corruption systématique », vise à embourgeoiser les chefs des milices tout en maintenant le gros de leurs troupes dans une dépendance vis-à-vis du gouvernement central, ce qui, de son point de vue, contribuerait à émousser leurs tentations agressives. Le statut de milicien est devenu enviable grâce au versement d'un salaire mensuel de l'ordre de 1500 Euros. Certains miliciens touchent aussi l'indemnisation des « blessés de la révolution » qui est de 2000 Euros par mois, en plus d'un logement gratuit et d'un véhicule privé. Mais l'accès ou la pérennité de ce statut dépend de la volonté du chef de la milice et des aléas de la situation financière du gouvernement. Si les milices constituent des boucliers qui protègent le gouvernement, elles en dépendent aussi sur le plan des soldes et n'hésitent pas à le menacer pour les lui extorquer. En contrepartie, le gouvernement devient progressivement l'otage de ces milices et se doit de fermer les yeux sur les crimes commis par les factions dans certaines régions où elles ont été dépêchées pour « rétablir » l'ordre.

Cependant, cette stratégie de corruption systématique ne fonctionne pas auprès de toutes les factions armées à l'instar des milices dites « takfiristes », lesquelles constituent un vrai danger pour les populations et certaines entreprises étrangères. De même, les milices dotées de moyens importants ou qui contrôlent de vastes territoires, à l'instar des légions de Misratha ou de Zaouïa, n'hésitent pas, malgré les largesses du gouvernement, à « se servir directement aux pipelines ».

Les factions composant le type des « Boucliers et groupes apparentés » stationnées au Fezzan sont les suivantes :

Les factions Zentane :

A partir des premiers mois de l'année 2012, les compagnies pétrolières désireuses de reprendre leurs activités dans les sites d'Al Charara et d'Al Fil, sites pétroliers situés dans le gouvernorat de Wadi Al Hayat aux environs de la ville d'Oubari, ont fait appel aux milices des Zentane qui occupaient la plupart des champs situés dans le Sud de la Libye. Bien que majoritairement peuplée de Toubou et de Touareg, la zone d'Al Charara, a été occupée aux derniers jours des événements de 2011, par les milices de Zentane venues du Nord à la faveur du départ vers le Niger des combattants de la 32^{ème} brigade, unité d'élite de l'Armée de la Jamahiriya.

Si les milices du Nord ont été énergiquement combattues par les factions armées locales, les Zentane ont fait l'objet d'un traitement particulier alternant les pressions et les alliances. Mais à aucun moment, il n'a été fait état d'affrontements armés. Il est à noter que lors des combats du printemps 2012, les Zentane ont refusé toute forme d'appui aux « Boucliers » dépêchés depuis Misratah et Tripoli en soutien aux Ouled Slimane, préférant une attitude de neutralité.

A la faveur des mouvements d'occupation pacifique et revendicative des sites pétroliers en octobre et novembre 2013, les Toubou ont organisé, avec l'appui des Touareg, un siège du champ d'Al-Charara, exigeant des emplois et des investissements dans les infrastructures régionales. L'attitude conciliante des Zentane s'est traduite par le recrutement de plusieurs dizaines de jeunes toubou dans les groupes de protection des sites et a permis aux diverses parties, de parvenir à un accord satisfaisant pour l'amélioration des conditions de vie.

La situation relativement excentrée du site d'Al-Charara et les largesses des compagnies pétrolières envers les factions des Zentane, chargées de leur protection, sont autant de raisons qui ont conduit à la mise à l'écart de cette faction des trafics d'armes ainsi que de toute autre forme de commerce dans la région.

Par ailleurs, la présence des Zentanes au Fezzan constitue un avantage politique de poids pour les forces politiques et les milices locales. La

raison de cette situation réside dans le type de rapport qu'entretiennent la majorité des factions zentane à l'égard des islamistes de Tripoli et de Misratha. En effet, les partis de la nébuleuse islamique en Libye redoutent un repositionnement politique des Zentane, lesquels détiennent une carte maîtresse, celle de la présence sur leurs terres de Seïf Islam Kadhafi. En cas de renouvellement des affrontements, dont la première phase eut lieu en septembre 2014, entre les islamistes de *Fajr Libya* et les Zentane, ces derniers pourraient jouer la carte de l'alliance avec les loyalistes de la Jamahiriya conduits par Seïf Islam. La libération du fils du défunt « Guide » en 2017 a constitué une étape préliminaire importante de la part des Zentane dans l'édification d'une large et puissante alliance avec les « *tribus du hejr* ». Tribus qui regroupent toutes les confédérations de la région centrale en Libye et principalement celles des *Kboutt el jedd* qui soutiennent et se revendiquent de l'héritage de Kadhafi. Cette nouvelle alliance sera une sorte de réminiscence de la coalition tribale qui regroupait par le passé autour des Werfella, les M'garha, les Gdhadhfa, les Ferjan, les Mechachia, les Tarhouna, les Hssawna, les Nouaïel, les Sîane, les Rojbane et les Zentane.

Les milices des Ouled Slimane :

La milice des Ouled Slimane, la plus importante en termes d'effectifs et d'armement, est commandée par plusieurs chefs locaux, dont le plus illustre est Bahreddine Al Charidy Slimani. Cette faction contrôle un fief qui englobe certains quartiers de Sebha où résident traditionnellement la tribu des Ouled Slimane. Elle constitue un écran opérationnel et un bras armé pour certaines besognes de la plus illustre des familles de la notabilité du Fezzan ; les Seïf Al Nasr. Il importe de rappeler que, depuis le règne de la dynastie des Karamanli, la famille Seïf Al Nasr a constitué le plus important relais local des divers pouvoirs en Libye. Le représentant le plus illustre de cette famille, Abdelmajid Seïf Al Nasr, s'est rangé du côté des insurgés dès les premiers jours de mars 2011 et a pu, grâce à sa proximité avec le

premier cercle du CNT à Benghazi (ville où il réside), à sa chaîne de télévision (*Kanat Faṣṣan*) et à ses rapports privilégiés avec la France, se hisser aux plus hautes instances du Conseil et participer ainsi au financement des premiers groupes de combattants anti-Kadhafi. Après la chute de la Jamahiriya, Abdelmajid Seïf Al Nasr s'est employé à consolider son fief dans le Fezzan en assurant le financement des milices (dont la principale est commandée par Bahreddine Slimani) et en réduisant le rôle du charismatique commandant de la Saïka (troupe d'élite de l'armée libyenne) le Colonel Wannys Boukhmadah. Ce dernier, devenu un héros national après sa participation à l'écrasement de la sédition terroriste à Benghazi, a commencé à rassembler ses partisans à Sebha pour circonscrire l'influence des factions des Ouled Slimane. Toutefois, l'armée et les forces de sécurité à Sebha ne souffrent pas seulement de la faiblesse des moyens et de l'armement, mais aussi et surtout de l'éclatement des obédiences.

Lors de mes séjours à Sebha, j'ai recueilli des récits de tortures infligées à des détenus originaires de plusieurs groupes tribaux et ethniques, par les milices relevant de Bahreddine Slimani. Ces tortures ne sont malheureusement pas un secret dans la région. Loin d'être une milice organisée et respectant une hiérarchie solidement établie, La milice de Bahreddine s'apparente plus à un conglomerat de groupes plus ou moins autonomes tant au niveau territorial (quartiers) qu'au niveau des « créneaux » de prédation. Cette milice compte des lieutenants qui se sont illustrés dans une série d'exactions à l'instar de Mansour Lassoued et Hassen Midoun. Ces lieutenants s'accaparent chacun un « secteur » d'activité spécifique, et se spécialisent de ce fait dans une activité « complémentaire » spécifique. Ainsi, les hommes armés de Mansour Lassoued se sont illustrés par le pillage des propriétés ayant appartenu aux caciques de l'ancien régime. Leur action la plus spectaculaire reste le démantèlement du complexe agroalimentaire d'Ariel, dont les pompes, les câbles électriques, les équipements de traite, les pivots et les silos ont été démontés et vendus à des entreprises turques de recyclage de métaux. Ce forfait a finalement valu la vie à son auteur.

Les deux fils du propriétaire du complexe (tué lors de la mise à sac de sa propriété) se sont vengés et ont assassiné Mansour Lassoued en janvier 2014 lors d'une visite qu'il effectuait à Morzouk.

Au printemps 2012, lors des affrontements qui opposèrent les Toubou aux milices des Ouled Slimane, principalement celle de Bahreddine Slimani et ses alliées conduites par Ataybi et Essounni, les autorités de Tripoli envoyèrent une force d'interposition afin d'enrayer la débâcle des Ouled Slimane à Sebha. Ces derniers, redoutant une opération de désarmement des milices et l'avancée des troupes toubou jusqu'au camp de Farès As Sahra, transférèrent leurs véhicules blindés et leurs armes lourdes des camps situés dans les environs de la ville aux quartiers de Gardhah et de Mahdiya. Le 16 mai 2012, près de 180 engins munis de mitrailleuses lourdes quittèrent les fiefs de Ouled Slimane et affluèrent vers les quartiers de la zone dite « des Miyayssa » suivis de plus d'une cinquantaine de camions lourdement chargés de caisses d'armes et de munitions. En comparant les effectifs mobilisés par Bahreddine et l'arsenal qu'il détient, il apparaît clairement que les armes détenues par cette milice ne sont pas destinées à un usage local, mais constituent un trophée susceptible de faire l'objet d'une commercialisation via les réseaux transfrontaliers, notamment en direction de l'Algérie et de l'Azawad.

Toutefois, les clivages tribaux dans le Fezzan occidental compliquent une telle entreprise du fait d'un important déploiement des milices toubou et touareg dans les plateaux rocailleux du Tinghert et l'erg d'Oubari. Ces milices parcourent ces étendues désertiques et empêchent toute incursion étrangère. La situation actuellement enclavée des milices de Bahreddine contraint celles-ci à écouler une partie de leur arsenal sur les lieux même de leur stockage dans les quartiers de Sebha. Il est à noter que les prix des armes vendues à Sebha sont inférieurs à ceux habituellement pratiqués sur le marché. Les acquéreurs, généralement originaires de Cyrénaïque et de Tripoli (mais aussi et dans une moindre proportion, d'Algérie et d'Égypte) sont conscients que le transfert des armes acquises auprès de Bahreddine

devra être monnayé auprès des diverses milices qui contrôlent les territoires autour de Sebha et au-delà de cette ville. Il n'est pas rare de constater, particulièrement lors des périodes de faible demande extérieure, que des miliciens de Bahreddine vendent leurs armes et munitions à leurs ennemis ou à des bandes de trafiquants très actifs dans les régions de Waw En Namus ou de Waw El K'bir.

Une année et demie après sa débâcle face aux Toubou, la milice de Bahreddine Slimani attaqua la citadelle de Sebha. Cette attaque était une réaction au rapprochement entre le Colonel Bouhliga, nouveau commandant de la région militaire de Sebha (nommé par le Ministre de la Défense), d'une part et les autres tribus du Fezzan, d'une autre part. Les inquiétudes des milices Ouled Slimane ont été confortées par la tenue d'une réunion qui eut lieu dans la région de Tamenhant le 12 avril 2013 à l'initiative du Colonel Bouhliga. La rencontre a rassemblé autour d'une même table, les représentants des tribus du Fezzan et principalement, les Toubou, les Touareg et certains dignitaires locaux de l'ancien régime. Les factions armées loyalistes au gouvernement de Tripoli et notamment celles des Ouled Slimane, considérèrent cette réunion comme un retournement radical dans l'attitude des autorités centrales à l'égard des groupes tribaux de Sebha et de ses environs et décidèrent de mener une attaque contre le siège du nouveau commandant militaire de la province. Cette attaque qui a pris pour cible la citadelle de Sebha s'est soldée par un échec douloureux des assaillants et l'abandon d'une grande quantité d'armes sur les flancs de la colline surplombant la ville. L'opération qui eut lieu le matin du 14 septembre 2013 a mis fin à l'hégémonie de la milice de Bahreddine dans la ville de Sebha. Le colonel Ahmed Abdeljalil, commandant de la citadelle, est non seulement parvenu à briser l'attaque sur son quartier général, mais a surtout coupé les voies de retraite des assaillants et ce, en appelant les Hassawna (sa tribu) à affluer vers la citadelle.

Type II : Les milices émergentes

Les réseaux et milices de Barka Wardougou :

Dans les années 2000, les territoires Toubou ont connu un mouvement de forte protestation, alors qu'à la même période les groupuscules jihadistes de Cyrénaïque venaient d'être écrasés et que la paix jamahirienne régnait sans partage. A cette époque de troubles, nombre d'anciens officiers de l'armée s'étaient retournés contre Kadhafi et avaient, dans la foulée, fondé des entités politico-insurrectionnelles à l'instar du Front Toubou pour le Salut de la Libye qui vit le jour en 2007 grâce à l'alliance entre plusieurs chefs tribaux, dont principalement Moussa Abdelmajid. Ce chef incontesté des milices de la région de Koufra dans le Fezzan oriental, a longtemps essayé de gagner à sa cause son homologue toubou tout aussi respecté, Barka Wardougou. Ce dernier est un vétéran des campagnes de Kadhafi au Liban et au Tchad, où il s'est illustré par ses faits d'armes et son intransigeance dans la défense du territoire face à l'avancée des troupes tchadiennes. En avril 2011, il reçut une délégation militaire dépêchée par Kadhafi, venue lui offrir un rôle de premier plan au sein d'un nouveau commandement de l'armée de la Jamahiriya, proposition assortie d'une large autonomie pour le Fezzan. D'un côté, son refus catégorique de tendre la main à un pouvoir à l'agonie et, de l'autre, l'absence de toute forme de coordination avec l'Alliance Atlantique, lui ont assuré une véritable assise populaire dans les clans toubou de la région d'Oubari et de Mourzouk.

A partir de janvier 2012 et à la faveur d'intenses mouvements migratoires à la frontière sud du pays, les autorités de Tripoli nommèrent le Commandant Barka, désormais considéré comme l'un des plus puissants dirigeants militaires toubou en Libye méridionale, au poste de chef du Conseil militaire de Mourzouk. Cette nomination constitua le premier palier d'une ascension qui conduisit le Commandant Barka vers la plus haute instance sécuritaire du Fezzan occidental et le consacra dans le rôle de chef incontesté parmi ses pairs.

En effet, la structure militaire et milicienne toubou est profondément marquée par les dissensions entre les factions. Cette situation est héritée des rapports complexes qu'entretenait l'ancien régime avec les clans toubou. Plusieurs chefs de milices locales à Gatroun, Oum Al Araneb, Sebha, Morzouk et Traghen ont participé aux guerres de Kadhafi, et notamment à la campagne du Tchad qui s'est soldée par des affrontements fratricides au sein de la population toubou des deux côtés de la frontière. Cette guerre laissa des blessures profondes dans les mémoires et les rapports entre les clans. Elle compromit aussi les perspectives d'alliances entre factions.

L'émergence du leadership du Commandant Barka dans le Fezzan occidental a toutefois permis la mise en synergie des diverses forces en présence. Elle a également permis d'élargir l'accès aux nouvelles ressources du territoire sous la houlette d'un nouveau commandement charismatique. Les affrontements du printemps 2012 avec les Ouled Slimane, les anciens maîtres du Fezzan, ont consolidé le statut de Barka en qualité de leader incontesté. Celui-ci a, en effet, réussi à mobiliser les miliciens toubou sous son étendard et à adopter les dispositions tactiques sur le terrain. Dispositions qui ont permis de chasser les milices ennemies de la plupart des quartiers de la capitale du Fezzan.

Les accords signés entre les factions engagées dans les affrontements du printemps 2012 prévoyaient le retrait des milices toubou disposant d'artillerie lourde jusqu'au point kilométrique 17 au sud de Sebha, consacrant ainsi l'hégémonie des factions du commandant Barka sur les pistes et les territoires qui s'étendent de la capitale du Fezzan à la frontière méridionale du pays. Le point kilométrique ou ce qui est devenu par la suite, le check-point N°17 constitue un lieu de grandes tensions. Les milices toubou l'ont transformé en poste de contrôle principal et en une véritable institution assimilable à une douane digne d'une frontière internationale. L'une des principales revendications des milices alliées au pouvoir central est l'évacuation de ce poste et sa mise sous contrôle par les unités de l'armée.

Après la signature de l'accord, le Fezzan a commencé à connaître progressivement, la montée en puissance des milices toubou et notamment, leur hégémonie sur les postes frontaliers et les échanges commerciaux avec le Tchad et le Niger. Les échanges débordent des formes classiques de commerce transfrontalier de produits subventionnés et englobent l'ensemble du trafic d'armes, les migrations clandestines ainsi que le prélèvement de dîmes sur la circulation des biens et des personnes.

Grâce au contrôle des trafics, les milices de Barka acquièrent de plus en plus de moyens financiers, mettent la main sur des arsenaux et recrutent de nouveaux combattants dans leurs rangs. L'afflux de jeunes toubou vers les camps d'entraînement, représente une source de contestation de la part des adversaires de Barka, notamment les Ouled Slimane. Ces derniers redoutent le renforcement des milices toubou à travers le recrutement d'anciens mercenaires tchadiens rompus à la guerre dans les conditions sahariennes locales. Par ailleurs, les notables issus des Ouled Slimane dénoncent continuellement ce qu'ils désignent comme une stratégie concertée de la part de Barka Wardougou, à savoir, le changement de la composition démographique dans le Fezzan. Selon eux, ce changement advient grâce aux migrations importantes de populations toubou en provenance du nord du Tchad. C'est dans ce contexte que le gouvernement central a programmé l'instauration d'un système de « matricule national individuel ». Ce système est destiné à arrêter définitivement la liste des citoyens libyens et à mettre un terme aux politiques de naturalisation adoptées par l'ancien régime. Selon les promoteurs de ce projet, les politiques de naturalisation massives se sont soldées par des exactions commises à l'encontre de la plupart des tribus, dont certains membres avaient été déchus de leur nationalité pour des motifs politiques.

Plusieurs voix se sont élevées dans le Fezzan pour dénoncer l'adoption du matricule national individuel sous sa forme actuelle. Les détracteurs de ce projet affirment que ce dernier sera à l'origine de beaucoup d'injustices. En effet, selon eux, il repose sur le « droit du sang ». En

pratique, tout candidat à la nationalité libyenne doit justifier que ses aïeux, du côté paternel, vivaient en Libye en 1951. Cette justification est uniquement recevable à la faveur de la présentation de documents administratifs établis par les autorités coloniales ou sénoussies de l'époque. Or, selon eux, l'écrasante majorité des Libyens issus des lignages nomades, ne peut absolument pas présenter de pareils documents puisqu'elle n'en a jamais disposé?

Les adversaires du projet du matricule national soulignent également qu'à l'exception des anciens habitants sédentaires de Gardhah, de Hajjar et de J'did (les trois noyaux historiques de Sebha), en majorité issus des populations autochtones liées au pouvoir central (Ouled Slimane, Hassawna et Boussif), le reste des groupes nomades ou établis dans les lointains villages du Fezzan (Morzouk, Oubari, Traghan, Gatroun) ne figuraient pas dans les registres officiels. En vertu de cette disposition, des dizaines de milliers de Toubou et de Touareg se verraient définitivement déchus de la nationalité libyenne et seraient considérés comme étrangers dans leur propre pays.

Conscient du péril que représente cette loi sur la présence toubou dans la future Libye et soumis à une réelle pression de la part des clans de cette ethnie, le Commandant Barka a fermement rejeté le recours à l'instauration du matricule national pour la révision des registres de la nationalité dans le Fezzan. Une des raisons de ce refus réside dans le fait que la majorité des combattants sous le commandement de Barka est issue des clans originaires du Tchad et du Niger et que l'application de la loi du matricule national ferait de ses hommes, ou du moins de la plupart d'entre eux, des étrangers. Etrangers à la solde d'une faction armée et non des combattants nationaux au même titre que les autres hommes armés des milices du Fezzan. Craignant que ladite loi ne passe par le biais d'une Assemblée Nationale dominée par ses ennemis (« islamistes », Misrathi alliés des Ouled Slimane), le Commandant Wardougou a présenté une alternative « locale » à cette loi, sorte d'exemption pour le Fezzan. Cette alternative prévoit une forme de contournement des dispositions grâce à l'implication directe et

exclusive des conseils locaux dans l'opération de « vérification » des documents présentés par les citoyens. En pratique, si le demandeur ne peut pas présenter de papiers officiels provenant des archives coloniales ou sénoussie, il peut toujours fournir un témoignage écrit établi par des « sages » membres des conseils locaux et par conséquent, dignes de confiance. Un tel « contournement » permettrait inévitablement la naturalisation de la totalité, du moins, d'une grande majorité des postulants et prioritairement, les Toubou.

D'une manière générale, les actions de Barka, qu'elles furent d'ordres militaire ou guerrier (affrontements du printemps 2012 et de janvier 2014), institutionnel (opposition au projet de matricule national) ou social (aide à l'installation des Toubou dans le Fezzan) ont été saluées par la population qui les considérait comme des étapes vers la restauration des droits d'une ethnie longtemps marginalisée.

La perception générale des gens dans le Fezzan de l'action de Barka et en premier lieu, celle des Toubou est que Barka a tenté, jusqu'à son dernier souffle de rétablir les droits d'une ethnie. Une ethnie qui souffre de la même discrimination des deux côtés de la frontière. Au Tchad comme en Libye, les autorités leur tournent le dos et les laissent dans le dénuement. Le seul espoir qui anime les plus démunis au sein de cette ethnie réside dans la domination des flux à la frontière. Une domination qui se meut, au fil des trafics et des migrations clandestines en une véritable ressource.

Il importe de souligner à ce propos que l'importance de la rente générée par le contrôle et la participation aux activités de contrebande est loin de constituer pour les factions de Barka une activité résiduelle marginale. Cette rente constitue pour les milices toubou un trophée de guerre qu'elles ne souhaitent nullement perdre. C'est elle qui permet actuellement d'entretenir une véritable armée composée de plus de 14 brigades qui assurent un maillage de tout le Fezzan occidental et maintient une présence efficace dans et aux abords de Sebha. Les milices toubou ne peuvent maintenir leur hégémonie sur les régions

méridionales de la Libye et principalement dans le Fezzan occidental qu'en préservant les activités de contrebande.

Grâce à cette attitude permissive et complice, les leaders miliciens toubou de Libye s'assurent la loyauté des principaux chefs coutumiers dans les pays limitrophes et peuvent se targuer de leur capacité de mobiliser au-delà des limites du Fezzan. Une telle capacité a attisé les convoitises des alliés probables ou circonstanciels et a ouvert la voie à une recomposition des alignements militaires dans la région. L'ascension des milices toubou et leur consécration en qualité de principales factions responsables de la sécurité dans le Fezzan occidental, ont concouru à drainer entre les mains de leurs combattants, les armes sophistiquées déterrées par les anciens officiers de la Jamahiriya.

Mais les loyalistes de la Jamahiriya ne sont pas les seules forces politiques qui éprouvent le besoin ou expriment l'intérêt d'une alliance avec les Toubou. En effet, à partir du printemps 2014, les officiers de l'Armée Arabe Libyenne, dont les premiers noyaux se reconstituaient en Cyrénaïque, ont dépêché des délégations pour rencontrer le Colonel Barka avec un programme clair : établir une alliance face aux autorités de Tripoli.

A l'intérieur de l'ethnie toubou, les rapports restent marqués par une certaine ambiguïté. En effet, les factions commandées par le Colonel Barka demeurent critiques à l'égard des factions commandées par l'autre leader toubou de Koufra, le Commandant Aïssa Abdelmajid. Celui-ci est considéré ouvertement sécessionniste par Wardougou. Ce dernier déplorait souvent le caractère violent du blocus qu'imposaient, par intermittence, les miliciens d'Abdelmajid aux habitants des quartiers « arabes » (occupés par les clans de la tribu des Zouaï) de Koufra. Toutefois, ces divergences tactiques n'ont jamais porté préjudice aux relations d'échange entre Barka et Abdelmajid. En effet, Le Colonel Wardougou avait conscience de la recrudescence de la demande en armes émanant de Koufra.

Les rapports entre les deux hommes n'étaient pas d'ordre uniquement personnel. Ils se fondaient sur leur appartenance à la même ethnie, laquelle constituait un garant fondamental pour leur alliance. Une alliance consolidée par la dimension territoriale. En effet, leurs territoires respectifs sont les lieux principaux de passage des trafics d'armes vers les marchés de l'Est (Soudan, Gaza, Yémen et la Corne de l'Afrique) grâce au réseau des pistes de Dongola qui partent du Fezzan occidental, se rassemblent à Koufra et partent vers la vallée du Nil. Leurs divergences étaient fondées sur leur appartenance aux deux branches principales distinctes de l'ethnie toubou. Si Wardagou était issu de la branche dite Tida (Toubou du Nord), Abdelmajid, est descendant des Daza (ou Daza'gada, selon la prononciation locale), une branche très présente dans l'Ennedi et le Sud du territoire de l'ethnie toubou. Les rapports entre ces deux branches, à l'instar des sociétés segmentaires, sont émaillés de clivages internes.

Les Toubous du Fezzan Occidental sont actuellement les plus gros fournisseurs du marché illicite des armes en direction de Koufra, ville qui constitue le nœud principal du réseau de trafic en direction de Dongola et des marchés du Moyen-Orient. Ainsi, les milices toubou de Sebha représentent les principaux fournisseurs et collecteurs du réseau de Koufra-Dongola. De facto, Aïssa Abdelmajid reste le re-distributeur incontournable des armes en direction des marchés traditionnels et émergents. L'alliance entre les deux composantes armées de l'ethnie toubou, celle de Sebha et celle de Koufra, est une condition nécessaire à la pérennité du réseau au-delà de toutes les divergences d'ordre politique, lignager ou tactique. Cette alliance connaît de nouveaux développements qui militent en faveur de la consolidation de ce réseau : leur nouvelle association avec les noyaux loyalistes issus des *Khoutt El Jedd*, dont la plupart sont des résurgences des unités de l'armée jamahirienne. Les factions toubou ont réussi à mettre en place un système de collecte d'armes de grande ampleur auprès des factions issues des tribus et clans *Khoutt El Jedd*, armes qui proviennent des arsenaux secrets tenus par les officiers de Kadhafi.

Depuis le début de l'année 2015, les miliciens toubou ont ouvert une nouvelle piste de contrebande d'armes en direction du Sud. Cette piste part de Sebha vers Morzouk où viennent se rencontrer les autres voies en provenance d'Oubari et de Barak, se dirige, ensuite, vers le poste frontalier de Tommou, s'enfonce dans un couloir parallèle à la frontière nigéro-tchadienne et traverse enfin Segueddine jusqu'à Bilma. Dans cette localité s'opère la première bifurcation. La plus importante oblique vers l'Est en direction de la région tchadienne de Zouwar et plus précisément de Faya à travers la région de Bourkou sur les piémonts méridionaux du Tibesti.

De Faya, la piste rejoint Abeché, dernière étape en « terre toubou » aux confins de l'Ennedi, du Darfour et de Waddaï. Sur cette piste, les cargaisons sont chargées à l'aller, d'armes de factures différentes, sinon contrastées. Celles qui prennent le chemin de l'Est à partir d'Abeché sont d'excellente qualité et rejoindraient le Yémen par le Soudan central.

Les pistes qui partent d'Abeché pour atteindre le Sud en passant par les régions méridionales du Tchad et se dirigent vers le Sud Soudan et les pays d'Afrique Centrale, seraient chargées d'armes de très modestes qualités (principalement des fusils d'assaut Kalachnikov et des PKT d'anciens modèles).

La « diversification » des pistes est la conséquence de la variété des armes collectées par les factions toubou, lesquelles répondent au mieux, aux sollicitations des marchés. Les arsenaux détenus par les loyalistes de la Jamahiriya et dont une partie importante est transférée aux factions toubou, sont réputés pour leur excellente performance. Ces armées sont acheminées, globalement, vers les marchés plus exigeants du Moyen Orient, alors que les armes provenant des stocks anciens, sont de piètre qualité et sont distribuées sur les marchés « pauvres » d'Afrique Centrale.

Les milices loyalistes de la Jamahiriya (Khoutt El Jedd) :

Ces factions constituent actuellement, l'une des forces émergentes dans le Fezzan. Très discrètes depuis la chute de l'ancien régime, elles se dressèrent contre les milices de Tripoli et de Misratah à l'occasion de l'enlèvement d'Anoud Abdallah Senoussi. Anoud étant la fille aînée du dernier chef des renseignements de Kadhafi, Abdallah Senoussi, actuellement emprisonné à la prison de Hadhba depuis son extradition par les autorités mauritaniennes. Cette affaire qui embrasa la région, a agi comme le détonateur de l'affrontement entre *Khoutt El Jedd* et les milices de Tripoli, marquant ainsi la fin de la « saison de l'absence » (Terme et métaphore empruntés à la culture nomade locale et qui désigne la période de l'année où les hommes quittent les campements pour le *rezzeu* ou la protection des caravanes sur les pistes sahariennes. Pendant cette période, les clans restent soumis à un haut niveau d'insécurité et redoutent les attaques des tribus ennemies).

Cet événement, survenu le 2 septembre 2013, a constitué un moment-clé de la montée des tensions entre les diverses factions et alliances en Libye. Ce jour-là, une milice commandée par Haytham Tajouri, rendue célèbre par ses multiples exactions à l'encontre des membres des tribus Werfella et Gdhedhfa à Tripoli, a enlevé Anoud Senoussi. Celle-ci se rendait à l'aéroport, après avoir tenté de rendre visite à son père en prison, escortée par une patrouille de la police. Ce rapt aurait pu passer inaperçu dans une ville en proie à des dizaines d'enlèvements hebdomadaires, mais le statut de la victime en fit le déclencheur de l'une des plus graves crises de la Libye post-Kadhafi. Le soir du 3 septembre, les chefs tribaux des M'garha (dont est issu Abdallah Senoussi) tinrent une réunion à Barrak Ech Chati où étaient conviés les représentants des Werfella, Gdhedhfa, Hssawna, Boussif, Werchfenna, Tarhouna, F'watir, Ferjane et Rojbane. Une délégation de Zentane les avait rejoints marquant ainsi un nouveau positionnement de la tribu. L'objectif annoncé de la réunion était de préparer une riposte à la mesure de l'affront subi et ce, grâce à la mobilisation des tribus, afin que la Libye, selon les termes des tribuns, ne devienne pas un champ de

ruines, où les biens et les valeurs bédouines seraient livrés aux milices. Le lendemain, trois colonnes de véhicules quittaient respectivement Barrak Ech Chati, Sebha et Sokna en direction de Beni Walid, point de rencontre avec d'autres groupes de combattants. L'objectif de ce mouvement de troupes était de constituer une force armée capable de marcher sur Tripoli pour libérer Anoud et mettre un terme aux agissements des milices ennemies. Celles-ci et leurs chefs ont été clairement identifiés par les troupes des *Khout El Jedd*, il s'agit de :

- Abdarraouf Kara ;
- Haytham Tajouri ;
- Abou Oubayda Az Zaoui ;
- Hachem Becher ;
- Cellule des opérations des révolutionnaires de Libye (Frères Musulmans).

La colonne partie de Sebha était composée de plus de 120 véhicules dont une cinquantaine de pick-up équipés de mitrailleuses et de lance-roquettes. L'effectif était estimé à 300 combattants dont plusieurs avaient participé aux affrontements du printemps 2012 à Sebha et acquis une excellente maîtrise des techniques de la guérilla urbaine. La veille du départ, alors que les combattants affluaient à Menchiya, des camions faisaient la navette aux environs de la ville et revenaient décharger au camp central, par caisses entières, des armes neuves n'ayant jamais servi.

A partir de cette « marche sur Tripoli », les diverses factions du Fezzan prirent acte de l'émergence d'une nouvelle force régionale avec à sa tête des officiers de l'armée jamahiryenne, principalement de sa 32ème brigade, l'unité d'élite commandée par le défunt Khamis Kadhafi et composée, en majorité, de soldats et d'officiers issus du Fezzan.

Cette démonstration de force intervient alors que, contrairement aux autres chefs de milices locales, les commandants des unités armées

issues des tribus de la confédération des *Khout el Jedd* ne s'affichent que très rarement en public et vivent dans des conditions de semi-clandestinité. L'officier qui a annoncé la « marche sur la capitale » à la radio locale a martelé que le sursaut des *Khout El Jedd* repose, selon ses dires, sur les valeurs de dignité et de loyauté à l'égard d'un régime qui a préservé l'intégrité et l'indépendance de la Libye. Il a aussi mis en exergue la renaissance d'une force incontournable dans les équilibres locaux grâce à un argument important et concret qu'elle détient, à savoir les armes hautement performantes. Ces armes ont une histoire particulière au Fezzan. En effet, lors des derniers jours de la Jamahiriya, Kadhafi envoya des émissaires dans toutes les régions de Libye afin de mobiliser les tribus contre l'agression occidentale et la défection de villes entières, à l'instar de Misratha, de Zaouïa et d'une partie de la Cyrénaïque. Ces émissaires, dont Khamis Kadhafi, transportaient d'énormes quantités d'armes sophistiquées qu'ils devaient transmettre aux tribus qui accepteraient le ralliement au défunt « Guide ». Cependant, la chute de Tripoli et de Syrte accéléra l'échec de cette mission et les officiers rescapés décidèrent alors d'enfouir leurs cargaisons dans des lieux sûrs avant de prendre les routes de l'exil. Trois sites constituent aujourd'hui les « mines » d'extraction de ces armes : J'bel Ben Âarif dans les environs de Sebha, les dunes situées entre Morzouk et Gatroun dans les étendues de J'bel El Guerrat et enfin, les environs de Hoûn.

Les habitants de Sebha gardent en mémoire le bombardement massif de J'bel Ben Âarif par les avions de l'Alliance le 3 novembre 2011. La violence de cette attaque aurait entraîné une série d'explosions dont les éclats ont atteint des localités situées à plus de 20 km de distance. Des habitants des localités de Semnou et de Sighen confirment que des éclats métalliques incandescents provenant de l'explosion de J'bel Ben Âarif sont tombés, tels une pluie de feu, durant deux jours d'affilée dans les patios des maisons et sur les toits. Une telle attaque, aurait théoriquement détruit les armes entreposées dans les arsenaux de la montagne. Mais la structure de cette montagne-entrepôt est beaucoup

plus complexe qu'il n'y paraît. Ses entrailles constituent une termitière à plusieurs niveaux, dont les plus importants sont enfouis très profondément sous terre. Les explosions ont touché les parties supérieures, destinées à l'entreposage des munitions, mais quelques galeries seulement se sont effondrées. Peu de personnes connaissent les accès sécurisés aux dépôts. C'est la raison pour laquelle beaucoup d'opportunistes et d'aventuriers qui ont voulu subtiliser les armes qui y sont cachées, ont sauté sur les mines qui cernent cette montagne. Seuls les loyalistes s'y sont rendus en nombre à la suite de la débâcle des milices de Bahreddine et de leurs alliés au printemps 2012. Des armes en quantités importantes ont pu être transférées en lieu sûr et à portée de main des factions restées loyales à Kadhafi.

Après les affrontements de janvier 2014 et le déclenchement de l'opération *Karama* sous le commandement de K. Haftar, les milices soutenues par les gouvernements successifs de Tripoli se sont avérées incapables d'endiguer les mouvements de revendications autonomistes ou tribales dans le Fezzan. Certaines villes ou quartiers commencent à desserrer l'étau sécuritaire autour de leurs habitants et offrent des gages d'intégrité physique pour les officiers restés loyaux à la Libye. C'est dans ce contexte de changement des rapports de forces que s'inscrit le retour progressif de membres des Comités Révolutionnaires et des officiers de l'armée de la Jamahiriya en Libye. Parallèlement à ce retour, certaines factions opposées à l'hégémonie des milices de Tripoli et de Misratha, à l'instar des milices dans le Fezzan qu'elles soient Toubou ou Touareg, éprouvent le besoin de s'armer convenablement afin de résister à la pression des « Boucliers » et font appel, en conséquence, à l'expertise des officiers loyalistes et à leurs arsenaux. Les « Boucliers », milices qui composent le bras armé des autorités centrales de Tripoli et composées en majorité de combattants d'obédience islamiste et jihadiste, auraient participé à un large trafic d'armes en mettant en vente une bonne part de leurs arsenaux. En effet, la demande pressante émanant de la Syrie et l'implication intéressée d'intermédiaires de Misratha (en relation avec les agents de liaison dépêchés par la Turquie)

dans le transfert massif et juteux des armes vers les insurgés, ont concouru à la cession d'une large part des arsenaux performants qui étaient aux mains de ces milices.

Cette pratique de prédation qui consiste, en fin de compte, à valoriser les armes en tant que ressources au profit des chefs de milices, a également touché les factions de « Révolutionnaires » de Zaouïa, Misratha, Soug El Jemâa, Derna et Benghazi. Ces chefs se sont empressés de vendre leurs armes de bonne qualité afin de renflouer leurs caisses tout en participant à l'effort de la guerre d'agression contre la Syrie. Cependant, cette situation de pénurie progressive en armes performantes dans les arsenaux des « Boucliers » représente un péril stratégique pour ceux-ci. En effet, avec le réveil des aspirations autonomistes dans la Cyrénaïque et le Fezzan, les affrontements ont été remportés par ceux qui aligneraient le meilleur armement.

Grâce à la multiplication de leurs parades armées, les unités commandées par K. Haftar en Cyrénaïque et dans une moindre mesure, celles du Fezzan, agissent parfois de manière « préventive » devant le regard des milices rivales. A plusieurs reprises, les milices autonomistes s'affichent ostensiblement avec des armes sophistiquées au vu et au su de tous, diffusant ainsi l'image à peine voilée de leur puissance de feu nouvellement acquise. Cet affichage ostentatoire demeure un moyen efficace pour dissuader les milices ennemies de toute aventure. Les Toubou à Sebha recourent souvent à cette forme de dissuasion en alignant, à la manière des armées classiques, des véhicules très performants surmontés de batteries et de lance-fusées offrant ainsi la meilleure illustration de leur puissance de feu et de leurs capacités à maintenir l'ennemi à distance.

L'état des rapports de forces entre les factions ne peut se mesurer sans la prise en compte de la question des ramifications régionales de certaines tribus. Ramifications qui débordent des frontières et englobent de vastes territoires dans le Sahara Sahel et le Maghreb. Les tribus, dont les leaders ont tissé de nombreux contacts auprès des populations dans les pays limitrophes, sont relativement favorisées par

rapport aux autres. A ce titre, il importe de souligner que les anciens responsables de la Jamahiriya ont essaimé, dans tous les pays africains et notamment au Niger et au Tchad, des réseaux d'intérêts. Grâce aux investissements publics dans ces pays, les Libyens ont tissé des liens avec les personnalités les plus influentes au sein des tribus ou même des gouvernements. C'est dans ces milieux réceptifs que certaines quantités d'armes et de produits passés en contrebande par les loyalistes se sont écoulées après l'effondrement de la Jamahiriya. La disparition du « Guide » a certes fait diminuer les ressources dont disposaient ses lieutenants, mais après une période de doute, les affaires ont repris et les réseaux ont fonctionné à plein régime. Aujourd'hui, de nouveaux créneaux et de nouveaux défis sont apparus. Les loyalistes à la Jamahiriya traitent des affaires avec des partenaires aussi bien à Zouwar (Tchad), Akawaan (Mali), qu'en Haute-Egypte. Les armes et les autres produits de contrebande sont proposés à une clientèle dont l'aire d'action couvre des territoires de plus en plus vastes.

La survie et la réactivation des réseaux de loyalistes à la Jamahiriya sur le plan de la dissémination des armes libyennes, semble constituer l'élément fondamental de la recomposition des forces dans la région. Cette reconfiguration repose moins sur les divers modes de prédation et les nombreux trafics que sur la valorisation de la ressource que constitue le commerce transfrontalier d'armes. De ce point de vue, les officiers de l'armée dissoute de Kadhafi détiennent une ressource stratégique susceptible de fournir un ensemble de moyens sécuritaires et économiques tant dans le Fezzan que dans les Etats limitrophes. Les armes enfouies dans le désert sont actuellement déterrées pour être stockées en attente d'une confrontation généralisée et définitive jugée inévitable. Celle-ci placerait les milices du Nord, dépourvues de toute couverture aérienne occidentale, face aux tribus et villes « vaincues » animées de la ferme volonté de revanche et disposant d'un arsenal sophistiqué demeuré intact.

Mais il faut souligner que les armes déterrées et exposées lors des parades militaires l'ont été pour d'autres desseins, que la guerre. La

monstration ostentatoire a aussi pour objectifs la constitution d'un pouvoir financier grâce à la revente d'une partie de cet imposant arsenal, la fidélisation des alliés de l'intérieur et de l'autre côté de la frontière, la mise en place d'un stock imposant susceptible d'intéresser d'éventuels partenaires dans la perspective d'un rééquilibrage des pouvoirs en Libye et dans la vaste région qui s'étend des ergs mauritaniens à la Mer rouge. C'est dans ce contexte que l'alliance des *Khoutt El Jedd* avec les milices touboues de Barka se consolide au fil des jours. Ces dernières s'approvisionnent chez les factions loyalistes, aux meilleures conditions et en toute sécurité, en armes d'excellentes qualités et en quantités suffisantes pour répondre à la demande émanant du réseau de Koufra-Dongola.

Le réseau touareg de Wadi Ati M'sîn :

Aux confins du Niger et du Fezzan méridional, un groupe d'anciens militaires libyens d'origine touareg s'est installé dans plusieurs camps. Cette zone, fortement escarpée, s'étend de Wadi Ati M'sîn à Jbel Anaï. Elle forme une sorte d'île émergeant au milieu des sables. Espace difficilement accessible, l'Erg de MorZouk l'entoure de plusieurs côtés. Dans cet environnement, parmi les plus hostiles du Sahara, une faction composée de près de quelques centaines d'anciens combattants a installé des camps. La majorité d'entre eux ont participé à la défense de Sebha en 2011 avant de rejoindre la guérilla du Nord-Mali. Au moment de l'écrasement de l'insurrection de l'Azawad au début de 2013, ils revinrent au Fezzan, constituant ainsi un des hauts lieux du trafic d'armes dans la région. L'insurrection de l'Azawad qui a débouché sur un conflit armé au Nord du Mali, avait opposé l'armée malienne aux rebelles touareg du Mouvement National pour la Libération de l'Azawad (MNLA) et au mouvement salafiste *Ansar Dine*, alliés à d'autres mouvements islamistes. Elle a été déclenchée le 17 janvier 2012 avec l'attaque de camps militaires maliens dans les zones septentrionales du pays. La branche sahélienne d'Al Qaïda avait joué également un rôle important cette sédition armée. Progressivement, les factions d'obédience islamiste et jihadiste parviennent à imposer leur hégémonie sur l'insurrection et mirent en application la loi islamique dans les régions qu'elles ont conquises. L'intervention française et les dissensions au sein des factions actives

dans l'Azawad signèrent la fin de l'intervalle de la sédition armée sans pour autant proposer une réelle solution pour la province.

Une partie des combattants touareg présents dans le Fezzan revendique son obédience à Mohamed Ag Najem. Ce dernier est natif de l'Adrar des Ifoghas, au Mali et est le chef militaire du Mouvement National de Libération de l'Azawad (MNLA). En 1979, il s'installa en Libye et s'engagea dans l'armée libyenne. Durant les années 1980, il combattit au Liban, puis au Tchad. En 1990, il retourna au Mali pour participer à une nouvelle rébellion touareg menée par Iyad Ag Ghali. Ce dernier signa un accord de paix avec le gouvernement qui ne satisfait pas Ag Najem, lequel repartit en Libye où il prit la nationalité libyenne et fut chargé d'une unité d'élite basée à Sebha aux côtés de Khamis Kadhafi avec lequel il se lia d'amitié. En 2012, il regagna le Nord du Mali avec ses troupes et ses armes. Rejoint par plusieurs officiers maliens déserteurs, il prit la tête du MNLA. Les 17 et 8 janvier 2012, il lança des attaques sur Ménaka, Aguel'hoc et Tessalit. A la suite de l'intervention française et en réponse à des sollicitations émanant de ses alliés au Fezzan, il prit la route du retour vers la Libye. Retour qui draina d'imposantes colonnes d'hommes et surtout des quantités impressionnantes d'armes. Les quantités d'armes dont disposaient les milices au Nord-Mali étaient disproportionnées par rapport aux combats réellement engagés, lesquels se sont soldés par la rapide désagrégation de la rébellion. Avant la fin des hostilités, beaucoup de combattants touareg avaient rejoint la Libye profitant d'un couloir de retraite relativement sûr reliant Kidal à Ghat à travers le Niger. Ces combattants relevant des brigades d'Ag Najem, en se retirant des zones de combats avant l'intensification des frappes aériennes, ont réussi à préserver leurs armes et leurs moyens logistiques. Leur arrivée en nombre et en armes au Fezzan leur a permis de constituer un sanctuaire éloigné des centres urbains et des principales routes.

L'afflux des Touareg chassés de Ghadamès vers Wadi Ati M'sîn a consolidé le statut de sanctuaire-refuge dont bénéficie cette région. En quelques mois, des relais ont été rétablis dans les villes du Fezzan,

notamment dans les quartiers touaregs à l'instar de Tayouri, Batasch et Arbayin à Sebha. S'appuyant sur un dispositif territorial en forme de réseaux, les Touareg sont parvenus à échafauder un dispositif de collecte et de redistribution d'armes. Cette reconstruction des réseaux était vitale pour les troupes et les familles de retour, car les Touareg se sont retrouvés dans un dénuement total à leur arrivée dans une Libye eseuulée par la crise économique et la guerre. Ils ne contrôlaient ni les sites d'exploitation pétrolière ni les ressources dont le blocage serait susceptible de conduire le gouvernement central à concéder des avantages aux combattants qui les maintiennent sous leur emprise. La seule ressource dont disposaient les Touareg était et reste encore, les armes qu'ils détiennent ainsi que le réseau de relations avec l'essaim de foyers de rébellion du Sahara et du Sahel.

Les armes détenues par les Touareg obéissent à un ensemble de lois du marché. En règle générale, les insurrections ou les affrontements armés, qu'ils soient de nature politique, ethnique, ou tribale nécessitent l'utilisation d'armes appropriées. Ainsi, chaque groupe s'engageant dans une action armée, se doit de constituer un arsenal spécifique susceptible de lui assurer une puissance de feu optimisée. Dans ce cas, certaines armes aussi sophistiquées soient-elles, peuvent s'avérer inopérantes et peuvent susciter la convoitise de l'ennemi. Les hommes de l'Azawad retranchés dans le Wadi ont une bonne connaissance des diverses guerres locales et de leurs besoins en armes. Aussi sont-ils les mieux disposés à répondre aux demandes des nombreux marchés et de conseiller les leaders en matière d'armement. A la chute de la Jamahiriya, les Touareg disposaient d'un arsenal précieux et imposant contenant des armes de pointe à l'instar, entre autres, de missiles sol-air et de roquettes anti-char performantes. Si cet arsenal avait une certaine utilité dans la guerre du Nord-Mali, elle a été remise en cause après l'exode vers le Fezzan. En effet, les combattants revenus de l'Azawad furent les premiers à engager une opération de réarmement dictée par les nouveaux défis stratégiques. Ils ont ainsi procédé à la vente de leurs armes sophistiquées, lesquelles auraient certainement pesé dans la

confrontation avec une armée dotée d'une aviation et d'unités blindées. Mais dans la Libye post-insurrectionnelle, ces armes n'ont qu'une utilité très relative et leur possession relève plus de la surenchère de prestige. Les unités retranchées dans le Wadi ont alors opté pour les fusils d'assaut et l'artillerie car leurs ennemis potentiels ne disposent de ces armes qu'en quantités limitées. Ce type d'armement a manifestement inspiré les tribus et les groupes armés dans un large rayon au Fezzan. Ainsi, les Touareg ont pu récupérer auprès des tribus de la province énormément d'armes de qualités modestes. C'est le cas des fusils d'assaut belges ou tchéchènes, dont une grande partie est considérée obsolète en Libye. Des armes qui ont été convoyées vers le Sud en direction des foyers insurrectionnels en Afrique Centrale et au Nord du Nigéria. Parallèlement à l'exportation des armes de guerre de piètre qualité et alors que certaines régions du Fezzan regorgeaient d'armes inutiles tout en connaissant une vague dangereuse de délinquance, les Touareg du Wadi ont institué un système de troc. En pratique, les Touareg proposent des armes individuelles à la place des armes de guerre et principalement les Douchka de calibre 12,5, les mitrailleuses de calibre 14,5 et les canons de calibre 106. Ces derniers trouvent généralement preneurs dans les milices urbaines du Fezzan et chez les clients étrangers. En effet, dans le Fezzan livré à la violence la plus aveugle, lorsque une personne est attaquée par des voleurs de voitures, ce n'est pas d'une batterie antiaérienne dont elle a besoin, mais d'un discret et tout aussi efficace Five-Seven à portée de main.

Grâce à leurs relais dans les villes et localités du Fezzan, les « hommes de l'Azawad » semblent ainsi avoir implanté des sortes de comptoirs de collecte auprès des personnes désireuses de vendre ou de troquer les armes de guerre contre de l'argent ou le plus souvent contre des armes individuelles performantes. Leur organisation militaire leur permet de convoier les armes de guerre collectées dans les villes vers leur sanctuaire de Wadi Ati M'sîn avant de les redistribuer ultérieurement.

Type III : les réseaux affairistes

Le réseau de Hay El Hendi :

A partir de septembre 2012, dans la ville de Sebha, un marché s'est installé et s'est rapidement spécialisé dans le trafic d'armes destinées à l'usage personnel, principalement les pistolets, toutes gammes confondues, ainsi que les pièces de collection de manière générale. Les armes sont collectées, achetées et vendues sur ce marché de Hay El Hendi, un ensemble immobilier de plus de 1200 logements encore inachevés à Sebha. Le projet avait été confié par le Comité Populaire (sorte de conseil régional exécutif) de Sebha en 2003 à une entreprise de Bombay qui entama les travaux en 2008. Mais à la suite des événements de 2011, celle-ci dû les interrompre. Restés sans gardiennage, les logements inachevés sont actuellement squattés, en majorité, par les Toubou et dans une moindre mesure, par des réfugiés venus de Tawargha, Bani Walid et Mazdah. Les occupants des lieux ne se réclament d'aucune obédience politique ou tribale et se présentent comme de « simples oubliés du système du Rixos ». Le Rixos est le nom de l'hôtel qui a abrité pendant des années les gouvernements successifs de Tripoli. Cette appellation renvoie à une représentation collective d'un pouvoir sans attaches avec le pays et conscient de son caractère provisoire et même « passager ». Habiter un hôtel dans un pays où l'hospitalité constitue une valeur intransgressible et essentielle, tout en prétendant gouverner sa population, relève, pour le commun des Libyens, du paradoxe.

Les occupants de Hay El Hendi ont aménagé sur les lieux mêmes de leurs habitations, un marché où d'anciens soldats de l'armée, des bandes ayant participé aux pillages des arsenaux de *Farès Sabra* où étaient entreposées les armes des unités d'élites, des commerçants de Benghazi ou de Tripoli, des Touareg revenus du Mali et des jeunes de la ville, proposent des armes. Non loin des étals où celles-ci sont entreposées, il est aisé de remarquer les cabanes où des boissons alcoolisées, des psychotropes et des médicaments frelatés sont

proposés à la vente. Ce quartier situé à proximité de l'aéroport en périphérie Sud de la ville, est actuellement doté d'une clôture et d'une série de miradors édifiés par les habitants. Le quartier est actuellement sous contrôle de groupes toubou locaux non affiliés aux unités commandées par les leaders militaires de Sebha.

Le réseau qui vient s'approvisionner dans le marché de Hay El Hendi est issu des clans Megrahi, Hssawna et Ferjane, seuls en mesure de traverser les territoires qui s'étendent de Sebha jusqu'à Benghazi et précisément jusqu'à Soug El Achiya, un marché réputé être le plus important pour l'écoulement des armes et des produits prohibés en Cyrénaïque. Parvenues à cette destination, les armes trouvent acquéreurs auprès d'une clientèle composée d'Égyptiens, de commerçants et de chefs de familles désireux de se procurer des armes fiables et facilement dissimulables.

Depuis le début de l'année 2015, les milices de Misratha, ont commencé à alimenter les étals de pistolets importés de Turquie. Parmi les armes proposées en grande quantité, des pistolets estampillés « *Ekol Tuna* », des répliques du Tanfoglio GT 28. Les ventes d'armes turques connaissent, depuis cette date, une forte expansion, notamment pour les articles fabriqués à Istanbul par *Ekol Voltran*, produits qui ressemblent à s'y méprendre aux pistolets italiens ou suisses.

Le réseau de *Hay El Hindi* écoule davantage les armes de tailles réduites, à la suite, notamment, de l'essor de la demande émanant des jeunes libyens. En effet, depuis l'instauration de la fouille à l'entrée des universités, les étudiants ne peuvent plus faire usage de leurs fusils kalachnikov, lesquels restent à l'abri dans les coffres des voitures. La présence d'armes à l'intérieur de l'enceinte de l'Université de Sebha représente un péril constant pour les responsables des institutions académiques, Lesquels déplorent la persistance des clivages tribaux jusque dans les salles de cours. Plusieurs incidents dramatiques eurent lieu sur le campus entre les groupes d'étudiants issus des tribus ennemies et se sont soldés par des décès. Depuis, les étudiants préfèrent s'armer de pistolets de petite taille à l'instar des *Ekol* turcs. Ce

phénomène est aussi en pleine expansion dans les lycées où se côtoient des élèves issus de différentes tribus de Sebha. Pour contourner les opérations de contrôle à l'entrée, les jeunes profitent du fait que filles ne sont que très rarement fouillées. Ainsi, ces dernières jouent le rôle de passeuses d'armes pour les garçons. De plus, les filles issues des tribus des *Kboutt El Jedd*, notamment celles des Gdhedhfa, sont considérées, à tort, comme des *sabaya* virtuelles (femmes prises en otage dans les conflits entre tribus) par les Ouled Slimane et peuvent donc être harcelées ou même agressées. Des cas de rapt et de viols en 2012 et 2013 ont été rapportés dans la presse locale. Pour se protéger, les étudiantes s'arment efficacement, car dans cette situation de chaos, seule une arme pointée à la face d'un assaillant, peut le dissuader.

Le marché de *Hay El Hendi* dispose d'un système de vente « personnalisé » et de haut-de-gamme. Ce système écoule des articles à valeur symbolique ou destinés à une clientèle spécifique. Les familles qui résident dans des zones peu sécurisées ou proches des lignes de « front » viennent à *Hay El Hendi* pour acquérir un « set » complet de défense composé généralement de deux ou trois fusils d'assaut, d'un lance-roquettes et de pistolets.

Les clients fortunés ou épris de trophées trouvent dans ce marché des pièces de choix à l'instar des pistolets Makarov de séries spéciales à crosses en ronce de noyer, nacre ou ivoire ciselé.

Parallèlement aux milices d'obédiences tribales et politiques qui participent à la dissémination d'armes de guerre dans la région, le réseau installé à *Hay El Hendi* contribue activement à la distribution de pistolets de petites tailles et à prix abordables pour les jeunes et même pour les adolescents. Il constitue de ce fait un canal des plus importants dans la généralisation de l'accès aux armes, principalement au sein de catégories non impliquées de manière directe dans les conflits politiques ou tribaux.

Type IV : les milices « islamistes » ou apparentées

L'existence de camps d'entraînement des factions dites « takfiristes » ainsi que les liens entre les milices locales et les éventuels réseaux se réclamant de la nébuleuse jihadiste semblent corroborés par des éléments factuels. En effet, les assaillants de la spectaculaire attaque du site gazier algérien d'In Amenas, ont traversé le Fezzan occidental avant de commettre leur forfait. Mais les versions relatives à cette opération nuancent cette hypothèse. Il y a d'abord l'argument de la superficie de la région. En effet, le Fezzan occidental, couvre un territoire égal à celui de la France et ne compte qu'un demi-million d'habitants. De petites unités rapides disposant de complicités locales peuvent facilement le traverser sans être repérées. Ensuite, il y a l'épineuse question des alliances à caractère familial. Les mariages contractés entre des jihadistes et des femmes originaires des clans touareg locaux semblent confirmer l'hypothèse des complicités ayant facilité la traversée du Fezzan. En effet, dans le cadre d'une stratégie matrimoniale assurant leur protection, les leaders des groupes jihadistes revenus du Nord-Mali, ont épousé des femmes touareg. Toutefois, ces alliances ne dépassent pas le cercle de certains groupes au sein de cette ethnie. Il y a lieu aussi d'ajouter, que de manière graduelle, la pression sécuritaire algérienne a eu raison de ces connivences entre terroristes et clans locaux. L'armée a fait payer le prix fort aux clans touareg impliqués dans l'attaque d'In Aminas, leur assistance matérielle, logistique et financière aux factions « takfiristes ».

Malgré la présence de quelques groupes se réclamant des « jihadistes », le Fezzan ne constitue pas une terre propice au prosélytisme wahhabite « takfiriste », et ce, pour plusieurs raisons. En premier lieu, cette région forme un territoire potentiellement riche en gisements de pétrole susceptibles d'assurer une vie opulente à sa population. Devant une telle perspective, les Fezzani seraient, pour ainsi dire, immunisés contre la martyrologie prônée par le « jihadisme ». En second lieu, le projet islamiste de fusion de la Libye et donc du Fezzan dans la *umma* islamique, n'enchanté guère la population locale. Il imposerait, en effet,

le partage des richesses et des ressources du territoire avec le reste des peuples musulmans. A juste titre, cette générosité ne semble pas à l'ordre du jour au sein d'une région qui, après des années de privation, aspire à profiter pleinement de ses richesses. En dernier lieu, dans le Fezzan, les « jihadistes » sont, en règle générale, assimilés aux tribus des villes du Nord. Certains groupes « takfiristes » qui ont essayé de développer des activités dans les mosquées de Gardha, n'ont pas drainé les foules. Ils ont même été chassés des mosquées après les événements du printemps 2012. Lors de cet épisode dans les affrontements entre les Ouled Slimane et les Toubou, les « jihadistes » ont émis une fatwa stipulant que les victimes des deux camps iraient en Enfer. Dans leurs prêches, alors que les batailles faisaient rage, les imams « jihadistes » ont appelé les combattants des deux bords à refuser le combat et à rendre les armes. Cette attitude a exaspéré les chefs des milices des Ouled Slimane qui ont ordonné l'expulsion des groupes « jihadistes » hors de Sebha. Les Toubou n'ont pas tardé à suivre l'exemple en interdisant aux imams se réclamant de l'école wahabite de prêcher dans les mosquées de Gatroun et d'Oubari. Les prédicateurs issus de cette ethnie n'ont pas manqué d'expliquer aux fidèles que les étrangers qui se réclament du jihad, ne peuvent fournir aucune alternative religieuse aux Fezzani. Ces derniers étant généralement très pieux, il serait difficile pour les wahhabites de faire de la surenchère en matière de prosélytisme dans les milieux des croyants du Fezzan. Les imams de Sebha, Morzouk et Gatroun ont toujours prôné un Islam intégrateur et ouvert tout en étant profondément imprégné de piété. Il y a une fierté ancrée dans les esprits des Fezzani, celle d'avoir islamisé le Soudan historique (Tchad et Niger). Avec une pareille conscience, les techniques de culpabilisation adoptées par les wahhabites sont inopérantes. Mais les limites du discours jihadiste ne sont pas seulement d'ordre religieux ou doctrinal, elles sont aussi la conséquence de crimes symboliques commis par les groupes takfiristes dans la province et en Libye en général. L'épisode des démolitions des sanctuaires soufis atteste de l'attitude éradicatrice des wahhabites qui ont

porté atteinte à une des composantes sacrées de la population, à savoir l'institution de la Zaouïa. Il importe ici de rappeler que quelques jours seulement après la chute du régime de Kadhafi, des groupes d'obédience wahabite, originaires de Najd en Arabie Saoudite, ont commencé à démolir les sanctuaires des saints et les zaouïas soufies qui essaient sur l'étendue de la Libye. De tels actes ont scellé le sort de la présence wahhabite dans le Fezzan, région connue pour son attachement indéfectible à ses saints. Cependant, la nuance doit être ici de rigueur, car le « péril jihadiste » reste très circonscrit dans les réalités du Fezzan et ne constitue, en définitive, qu'une préoccupation médiatique des puissances étrangères. Celles-ci ont tendance à exagérer sciemment, les exactions commises par les factions jihadistes et verser dans la polémique, afin d'éluder la question de la marginalisation économique de la majorité des Fezzani, laquelle fait le succès, somme toute, très relatif, de l'islamisme radical.

La milice islamiste de Jibril Baba (8ème brigade des Boucliers de Libye) :

Parmi les factions armées considérées comme proches des milieux wahhabites à Sebha, la plus connue est celle qui a été sous le commandement de Jibril Ahmad Baba Al Charif, et appelée la « 8ème brigade des Boucliers de Libye ». Contrairement aux autres milices, la « 8^{ème} » comprend dans ses rangs des membres issus de la plupart des tribus du Fezzan. C'est la raison pour laquelle, les factions armées ont fait appel au Commandant Baba pour assurer l'exécution des accords et l'occupation des zones-tampons à la suite de l'arrêt des combats. Forte de plus de 300 combattants inscrits sur les listes de versement des soldes, la « 8^{ème} » est la milice la plus proche des autorités de Tripoli. Elle fut la première à rejoindre le projet de création d'un noyau local de l'armée libyenne dans le Fezzan. Toutefois, la « Brigade Baba » n'a aucune assise sociale dans la ville. Elle s'apparente davantage aux *fogra* des Zaouïas (adeptes armés des confréries religieuses rattachés au service d'une dynastie maraboutique locale), lesquels sont généralement

affectés par les sages des tribus à l'exécution des arbitrages (récupérer les *dija* ou prix du sang, camper sur un parcours en attente de la prononciation du jugement émis par les tribunaux coutumiers). Il est d'ailleurs assez aisé d'établir un parallèle entre les deux situations. Les *fogra*, du temps où les Zaouïas essaïmaient sur toute l'étendue de la Libye (au XIX^{ème} siècle), ne disposaient pas d'armes à feu ni de chevaux, une situation qui présente des similitudes avec la modestie de l'armement de la « 8^{ème} ». En effet, celle-ci ne possède que quelques véhicules très vétustes et ses membres arborent des fusils FAL - FN, des AK-47, des lance-roquettes et parfois de mitrailleuses obsolètes, voire d'un autre âge. Leurs *bawabat* (portières, check-points) sont constituées par une poignée de combattants sans cabine ni portail-levant, un dispositif qui contraste avec les check-points des Toubou ou des Ouled Slimane, véritables lieux d'étalage ostentatoire de la force.

Les membres de la 8^{ème} sont certes, issus de multiples tribus de Sebha. Mais cette diversité n'est qu'apparente. La plupart des combattants appartiennent à des clans ou à des familles modestes au sein même de leurs tribus respectives. Ils ne font pas partie des cercles restreints de gestion des affaires du territoire tribal ou des ressources locales. Ce sont les laissés-pour-compte du système tribal. Le désintérêt de ces personnes pour la chose tribale les a préparés, naturellement, à rejoindre des factions déterritorialisées, c'est à dire celles qui n'opèrent pas sur un espace clair et délimité. Il importe de préciser à cet effet, que la marginalisation des jeunes, issus des familles modestes ou pauvres, constitue l'un des facteurs principaux de l'apparition des groupes d'obédience wahhabite. Ces jeunes ne sont pas impliqués dans les réseaux de contrebande ou de prédation et sont souvent maintenus dans les bas échelons de la hiérarchie des factions armées.

Si plusieurs acteurs locaux du Fezzan considèrent que la 8^{ème} est affiliée aux groupes wahhabites, c'est probablement à cause de ce caractère déterritorialisé, spécificité qui concerne la plupart des factions se réclamant du salafisme combattant. Cette réputation de la Brigade Baba suscite des attitudes très réservées de la part des principales

factions armées de Sebha, lesquelles la soupçonnent de connivences avec les groupuscules de terroristes installés dans le Nord du pays.

Au matin du 1^{er} décembre 2013, Jibril Baba fut sauvagement assassiné et son corps mutilé par ses agresseurs. Ce meurtre amorça l'effacement progressif de la présence de cette faction. Les raisons de cet homicide sont complexes et mettent en lumière les enjeux territoriaux qui déchirent la province et retracent la recomposition des réseaux de trafics.

Dans les faits, Jibril Baba a été abattu par une rafale de mitrailleuse avant d'être écrasé sous les roues du véhicule de son assassin. Abstraction faite du caractère de l'assassinat, les réactions des diverses factions locales sont instructives à plusieurs égards. Le silence complice ou même l'attitude revancharde ont été les traits communs des positions affichées tant par les ennemis que les alliés de la victime. Ainsi, les Ouled Slimane qui ont souvent demandé l'appui de la 8^{ème}, n'ont pas réagi à cet assassinat. Leur chef, absent lors des obsèques, avait déclaré que le défunt essayait depuis des mois de jouer un rôle incompatible avec son statut au sein de Sebha. Par cette déclaration, Bahreddine a exprimé ses craintes de voir la 8^{ème} Brigade supplanter ses troupes à Sebha. Déclaration qui confirme les velléités de Jibril Baba, dont l'objectif était de se hisser au statut de principale milice locale loyale aux autorités de Tripoli. Un statut qui aurait, de fait, marginalisé les factions des Ouled Slimane. Son entreprise avait de fortes chances de se concrétiser, notamment à la suite des échecs successifs des milices de Bahreddine face aux factions toubou et aux unités des *Khoutt El Jedd*. Si l'assassinat de Jibril Baba semble avoir éliminé un allié objectif des Ouled Slimane, il a surtout écarté un prétendant potentiel au titre de principal allié des autorités de Tripoli dans la province méridionale.

Par cet acte, les Toubou auraient avancé d'un pas dans le cadre de leur projet de contrôle des axes d'affrontement des abords de Gardhah. Ils ont, de ce fait, affirmé leur présence au sein même des quartiers centraux de la ville. L'élimination de Jibril Baba leur a aussi permis de se débarrasser d'un chef rigoriste et piétiste qui s'était fortement

opposé à la prolifération du commerce des stupéfiants et de la prostitution dans le quartier « africain » d'Arbayîn, fief de la 8^{ème}.

Les loyalistes des *Khoutt El Jedd* n'ont pas caché leur satisfaction à la suite de cet assassinat, puisque Jibril Baba avait ignoré auparavant plusieurs requêtes des Gdhadhfa qui lui avaient demandé la restitution de biens spoliés par les Ouled Slimane aux premiers jours de la chute de la Jamahiriya. De même, les considérations idéologiques ne sont pas totalement étrangères à cette affaire. En acceptant la disparition de la 8^{ème} à Sebha, les factions armées en présence, semblent avoir opté pour la confrontation imminente malgré l'absence des forces d'interposition éventuelles que constituait la brigade de Jibril Baba. En éliminant ce dernier, les deux grandes forces en présence et leurs alliés ; les Ouled Slimane d'un côté et les Toubou, de l'autre, sont désormais acculés à trancher pour l'un ou l'autre des scénarios suivants :

- Le premier consiste à intervenir activement en faisant appel aux « Boucliers » des villes du Nord, au risque d'embraser durablement la région et même de susciter l'implication de groupes étrangers issus des pays limitrophes, lesquels seraient appelés à la rescousse dans le cadre des solidarités tribales et ethniques. Les partis d'obédience islamique et principalement leurs milices de Misratah, ont violemment réagi à l'assassinat de Jibril Baba. Un *Serdak ẓaff al chahyid* (deuil rituel pour les martyrs) a même été organisé à Misratah pour la miséricorde à l'âme du défunt. Des voix se sont élevées parmi les députés du CNG afin de faire voter une loi similaire à celle portant le numéro 7 ayant permis l'attaque de Beni Walid en 2012. Selon ses promoteurs, cette nouvelle loi permettrait aux milices loyalistes et aux quelques unités de l'armée d'occuper militairement le Fezzan, sa capitale Sebha, les postes frontaliers avec le Tchad et le Niger et surtout les sites pétroliers. Cette campagne est jugée par les députés d'obédience islamiste, comme nécessaire et vitale, car son but est d'empêcher toute mainmise des Toubou (considérés comme des étrangers) et de leurs alliés (accusés de vouloir rétablir le régime déchu de la Jamahiriya ou du moins, celui de la prééminence de l'alliance tribale des *Khoutt El Jedd*) sur la principale

ressource de la région. Lors du débat à l'assemblée, les députés islamistes ont présenté des clichés de miliciens armés défilant dans les rues de Sebha, des rubans verts noués autour de leurs fusils d'assaut kalachnikov, preuve irréfutable, d'après eux, du retour de la « dictature de Kadhafi » dans cette région du pays.

- Le second scénario serait d'accepter la prééminence de l'alliance émergente (formée autour des Toubou et des *Khoutt El Jedd*) avec ses implications en termes de redistribution des revenus de la rente pétrolière, de même que le délitement progressif des liens de la future et riche province du Fezzan avec Tripoli au profit d'autres capitales africaines. La 8^{ème} n'était certainement pas une réelle force de frappe, mais sa « neutralité » au regard des clivages tribaux ainsi que son caractère religieux faisaient d'elle un précieux instrument aux mains des autorités de Tripoli. Grâce à elle, il était possible de désamorcer les crises explosives et retarder, à chaque moment charnière, la confrontation générale dont le dénouement échappe au gouvernement central.

CONCLUSION :

LE FEZZAN FACE A SES INCERTITUDES

Le projet politique de Kadhafi dans le Fezzan reposait sur deux piliers principaux ; le « rapatriement » des tribus libyennes disséminées dans les pays voisins et leur sédentarisation à Sebha, la ville-symbole de la Jamahiriya, mais aussi l'édification du siège d'une future métropole modèle dans le Sahara. La gestion du territoire du Fezzan fut assujettie à l'installation des tribus rapatriées dans des quartiers qui leur étaient consacrés par le pouvoir suivant des vagues d'arrivées. Des vagues rythmées par les conflits régionaux et les fléaux qui frappaient constamment les pays voisins. À ce titre, Sebha, la capitale de la province, était destinée à jouer le rôle de ville opulente symbolisant la réussite du projet de la Jamahiriya et le lieu de genèse de la citadinité saharienne. Un projet qui s'adossait immanquablement sur la manne pétrolière. Cependant, cette dynamique s'accompagnait d'une ségrégation tribale au sein des territoires de la cité. Chaque tribu ou alliance tribale était cantonnée dans un quartier spécifique. Avec la multiplication des vagues de migration, les implantations des nouveaux arrivants, s'effectuaient en auréoles autour des anciens noyaux, créant de ce fait, une situation de ségrégation à deux niveaux ; tribale et historique.

L'effondrement de l'État en Libye à l'automne 2011, associé à des niveaux avancés de l'érosion de l'autorité au Niger et au Mali et aux profonds clivages politiques et armés ayant opposé les belligérants de la guerre civile, fut à l'origine d'une série de crises sécuritaires d'ampleur dans le Fezzan en général et à Sebha en particulier. La ségrégation urbaine dans la capitale du Fezzan offrait toutes les opportunités pour l'émergence de lignes de fractures entre les composantes spatiales et sociales en son sein. En effet, Sebha a des particularités auxquelles la plupart des villes libyennes ne peuvent prétendre. D'abord, la diversité tribale et ensuite, le cosmopolitisme. L'adversité entre les tribus, engagées séparément dans des alliances politiques opposées et l'intégration dans le conflit, de groupes ethniques entiers, originaires, dans la plupart des cas de régions très éloignées ou situées dans des pays voisins, ont contribué à conférer à l'affrontement au sein de

Sebha, une dimension territoriale très large, embrassant souvent des zones extrêmement étendues. À ceci, il y a lieu d'ajouter l'importance que revêtent le trafic et la dissémination massive des armes dans l'élargissement du conflit. En effet, les tribus et ethnies présentes à Sebha et dans les territoires voisins, disposent désormais d'importantes quantités d'armes pillées dans les arsenaux de la Libye et n'hésitent plus à revendiquer leurs droits sur leurs territoires historiques ou prétendus. Revendications qui participent à créer des foyers de tensions dans toutes les marges voisines de la Libye et à encourager les populations à se soustraire aux contrôles des autorités. Ainsi, il y a lieu de mettre en exergue les retombées des trafics transfrontaliers et les recompositions socioéconomiques profondes au sein des communautés. En effet, les trafics entre Sebha et ses territoires méridionaux ont connu une spectaculaire intensification. Les échanges informels ou illicites connurent une croissance exponentielle avec le Niger, le Tchad, le Soudan, l'Algérie, le Mali et la capitale du Fezzan devint le plus important pôle d'échanges de la région du Sahara-Sahel.

Parallèlement à l'importance croissante des flux de trafics, il y a lieu de souligner l'extension progressive des territoires et pistes où se déploient cette économie de la prédation. L'afflux des groupes impliqués dans les trafics a participé à l'interpénétration des activités d'économie illicite et de violence. Une interpénétration qui a encouragé l'arrivée de plusieurs groupes criminels armés en rupture de ban avec les confédérations tribales de la région, lesquels groupes constituent un réel péril sécuritaire pour la population du Fezzan. De ce fait, Sebha connaît une mutation importante de sa situation sécuritaire. La ville vit depuis le début de l'année 2012, une situation d'affrontements à caractère tribal et politique mettant face à face des factions armées aux visées territoriales antagonistes. Mais à partir des premiers mois de l'année 2015, les affrontements en ville prennent désormais une dimension extrêmement violente et un caractère clairement criminel.

Cependant, un phénomène d'ordre anthropologique semble attiser les violences et consolider les situations d'instabilité dans la ville, à savoir,

les vengeances tribales. En effet, l'affluence de réfugiés en Libye en général et dans le Fezzan en particulier, ainsi que la récurrence des affrontements dans la capitale de la province où se côtoient des tribus et ethnies issues du Sahel, ont des répercussions sur un très large territoire. Les personnes appartenant à des tribus présentes dans les villes libyennes occupent de très vastes territoires disséminés sur une large partie du Sahara-Sahel. Dans la capitale du Fezzan, deux ou plusieurs tribus ou communautés d'immigrés se partagent souvent un même quartier et tout affrontement opposant des membres desdites tribus dans une région donnée, peut allumer un foyer de conflit armé au sein de Sebha. De ce fait, Sebha et les autres villes de la zone du Sahara-Sahel deviennent les réceptacles et la caisse de résonance de toutes les tensions tribales sur un très large territoire. La multiplication des actes criminels à l'encontre des membres de toutes les tribus dans un contexte d'ouverture des frontières et de grande circulation d'hommes et d'armes participe à l'élargissement de l'espace d'exécution de la vengeance, qui déborde désormais du Fezzan.

L'effondrement de la Jamahiriya a encouragé aussi la montée en puissance des groupes armés violents et la dissémination des trafics illicites et de la criminalité organisée dans les franges frontalières des pays voisins. Pays qui connaissent des situations de précarité et de crises profondes tant économiques, sécuritaires qu'alimentaires. Ces groupes en rupture de ban tirent profit du chaos qui règne en Libye et des ressources importantes que recèle ce pays et gagnent en puissance grâce à la circulation des flux d'armes.

Sur le plan sécuritaire, le Fezzan connaît une profonde reconfiguration du champ milicien. L'un des traits saillants depuis les affrontements sanglants de 2014 est l'émergence des groupuscules loyalistes au sein des milieux tribaux proches de la Jamahiriya. En effet, grâce à la possession d'armes performantes et de grande valeur, les milices loyalistes issues de la confédération des *Khoutt El Jedd* n'hésitent plus à s'afficher publiquement dans le Fezzan. Ces factions suscitent l'intérêt des milices toubou et touareg. Celles-ci sont en effet désireuses de

diversifier leurs arsenaux dans la perspective d'un conflit majeur imminent avec les milices des Ouled Slimane. Les affrontements armés de l'hiver 2014 et de ses répliques à Sebha ont marqué l'émergence des factions toubou en tant qu'acteurs désormais incontournables et prééminents dans les rapports de forces locales. Les unités commandées par Barka et par ses lieutenants après son décès, ont réussi à s'accaparer, grâce à leurs faits d'armes d'une rare bravoure, un territoire s'étendant de la périphérie immédiate de Sebha jusqu'aux confins méridionaux du Fezzan et aux étendues désertiques de la mer de sable de Rebyana. Ce territoire constitue le lieu de passage des cargaisons d'armes en direction de Koufra, étape obligatoire des trafics vers le Moyen-Orient et l'Afrique Centrale. Les leaders des factions toubou misèrent sur une relative autonomie financière vis-à-vis du gouvernement central grâce à l'essor des échanges transfrontaliers illicites et particulièrement le trafic des armes récupérées auprès de la population, dans les entrepôts dévalisés aux ultimes moments de la Jamahiriya et via les livraisons assurées par les milices des *Khoutt El Jedd*. A partir de ce moment, les armes devinrent une ressource aux mains des factions toubou. Ressource valorisée grâce à la maîtrise des pistes de la contrebande et de la constitution d'alliances avec les réseaux de Koufra. Les armes qui étaient considérées jadis comme de simples moyens de combat, devinrent un objet de prédation. La correspondance entre leur possession et le contrôle du territoire, a permis de les valoriser en tant que ressources.

Parallèlement à ce retour des loyalistes à la Jamahiriya, à la consolidation de la puissance des Toubous, à la réinstallation des combattants touaregs et à la restructuration en profondeur de leurs structures respectives d'armement dans la perspective d'un affrontement pour la domination du Fezzan, les dérives de types mafieux se multiplient dans les rangs des milices de « Révolutionnaires ». Ces factions, écartées des trafics transfrontaliers et acculées à se suffire des soldes versées, aléatoirement, par le gouvernement central, se tournent progressivement vers les activités

prédatrices et surtout, vers la vente de leurs armes sophistiquées, ne gardant que celles qui seraient éventuellement utiles en cas de conflit généralisée. L'insécurité que font régner ces milices, et principalement celles de Bahreddine, a contribué à la prolifération d'armes dans les milieux des jeunes de plus en plus confrontés aux exactions des groupes de « Révolutionnaires ».

Contrairement aux autres régions du pays, où dans les interstices du paysage politique dominé par les combats entre milices tribales ou doctrinales, émerge le jihadisme, les élites locales du Fezzan sont très attentives à ce danger. Malgré leurs profondes divergences et l'importance du défi sécuritaire que représente la criminalité à Sebha, les leaders tribaux autant que les commandants des factions armées sont convaincus que la prédation des ressources et la possibilité de créer un sanctuaire stimulent les groupes jihadistes et les poussent à investir les zones vides du Fezzan. À ce titre, plusieurs accords ont été signés entre les belligérants à Sebha pour prévenir toute forme de sédition jihadiste susceptible d'encourager une intervention militaire étrangère. L'objectif des élites locales est d'œuvrer à la reconfiguration des champs politiques et sociaux loin de toute forme d'ingérence. Ils ont fait montre, depuis la stabilisation des fronts militaires au début de l'année 2015, d'un sens de persévérance et de l'inscription dans la durée de la mobilisation pour la réconciliation et la pacification. Une mobilisation qui se solda par des percées et des acquis indéniables, dont principalement la prévention des conflits dans plusieurs régions de la province et l'échange de prisonniers.

Face à l'enlissement de la situation sécuritaire et à la recrudescence de l'activisme jihadiste dans les provinces du Nord libyen, activisme qu'alimente aussi bien les dissensions internes que les immixtions des puissances étrangères ou celles des pays voisins, les élites du Fezzan s'emploient à inciter à une réelle mobilisation susceptible de transcender les fragmentations claniques et ethniques dans le pays et les régions frontalières, où elles jouissent d'une crédibilité avérée. Cependant, la dynamique de pacification dans la province n'est encore

qu'à ses débuts et le chemin est encore très long. Les milices armées, animées par le désir de vengeance ou l'appétit de la prédation des ressources, les bandes criminelles en rupture de ban avec leurs tribus et les réseaux internationaux et globalisés de la contrebande actifs dans le Fezzan, sont encore maîtresses, pour des années encore, des destins de la région. Toutes ces factions tirent profit des dissensions internes au sein de la population, bénéficient d'une situation de profondes scissions qui traversent le corps ethnique et tribal, exploitent la fragmentation des territoires du Fezzan et se développent grâce à l'érosion des autorités dans les pays du voisinage subsaharien.

Le conflit qui oppose aujourd'hui les diverses tribus à Sebha constitue la trame des rapports politiques dans l'ensemble du Fezzan. Si par le passé, du temps de la Jamahiriya, les tribus entretenaient des relations de clientélisme et de vassalité, certains clans profitèrent du soulèvement de 2011 pour dénoncer leur allégeance à Kadhafi et s'instituer maîtres de Sebha. Cependant, la domination de la ville s'avéra difficile sinon impossible sans l'écrasement total des autres composantes tribales et ethniques locales. Ces dernières s'insurgèrent contre les velléités de prépondérance des « Révolutionnaires » et leur livrèrent de multiples batailles avec des fortunes diverses. Entre temps, les loyalistes de la Jamahiriya réussirent à briser l'isolement dans lequel ils étaient maintenus par les nouvelles autorités de Tripoli et leurs alliés locaux en constituant une coalition tribale regroupant, même de manière intermittente, tous les marginalisés de la nouvelle donne politique post-insurrectionnelle. Ainsi, le Fezzan et sa capitale sont désormais traversés par une profonde fracture tant politique, ethnique que tribale. Cette fracture se trouve inscrite dans les territoires de la ville avec un centre déserté et sans aucune forme d'autorité constituée, un lieu de toutes les exactions et de l'insécurité. Autour de ce centre, une série de quartiers se structurent et constituent les lieux du nouveau pouvoir issu de l'insurrection de 2011. Enfin, on retrouve une auréole de quartiers en dissidence, occupés pour la plupart par des tribus loyales à l'héritage

de la Jamahiriya ou d'ethnies en conflit avec les nouvelles autorités ainsi que de migrants fraîchement installés dans la ville.

À la suite de l'effondrement de l'État, qui était le principal pourvoyeur de ressources dans la province, Sebha n'a pas connu de phénomène de dépeuplement ou de retour des tribus dans leurs territoires et localités d'origine, au contraire. Les migrations vers la capitale du Fezzan n'ont cessé de croître et de drainer de nouvelles populations. Bien plus qu'une ville, Sebha représente désormais dans l'imaginaire et les représentations des tribus, un point d'ancrage fondamental et vital. Pour ses habitants, Sebha est un front de rencontres de plusieurs mondes et le lieu de leur interaction, en complémentarité ou en conflit. Il est impensable pour toutes les tribus de renoncer à cette frontière, à cette présence dans leur ultime marge. Par conséquent, les factions armées tribales maintiennent une présence manifeste dans et autour de la ville pour veiller aux intérêts de leurs tribus respectives. Les élites conservent leurs cercles de réunion ; les *marbouâa* au sein de la ville marquant ainsi leur attachement à Sebha comme lieu de leur pouvoir et centre de décision de la tribu. Si l'issue d'un affrontement quelque part sur une marge territoriale d'un groupe ou d'un lignage peut passer inaperçue, la perte de contrôle d'un quartier et même d'une rue à Sebha peut s'avérer catastrophique pour la tribu entière. La présence armée et le contrôle de l'espace à Sebha est emblématique et toute défaite à ce niveau serait le révélateur de la faiblesse de la tribu, donc de son incapacité à faire front à toute agression. Une situation qui serait intenable dans un contexte de lutte incessante pour l'accapuration des ressources.

La capitale du Fezzan est devenue, grâce à la présence d'une multitude de ressources, un centre géographique, spirituel et symbolique d'une série d'enjeux mettant en rapport plusieurs belligérants. Ainsi, la prédation des ressources publiques et privées accumulées depuis des décennies au sein de la ville et de ses environs, l'expansion de l'économie informelle qui transforma la cité en marché à dimension régionale couvrant le Sahara-Sahel, la concentration des factions armées

les mieux équipées et qui jouissent de légitimités aussi bien gouvernementales que tribales et la multitude des grands projets de logement qui ont été réalisés dans la ville pendant les années de la Jamahiriya ont concouru à faire de Sebha le lieu de toutes les compétitions entre les tribus et les ethnies du Fezzan. Compétitions qui amenèrent les élites tribales influentes à venir s'installer dans la capitale du Fezzan ou ses environs. De ce fait, Sebha devint après les événements de 2011 et des multiples joutes armées entre ses factions locales et en conséquence de l'installation dans la ville d'une grande majorité des élites de la région, le siège du pouvoir tribal effectif du Fezzan. Sebha n'est plus dès lors, une ville où s'affrontent des milices, mais aussi et surtout un centre de décision politique, de régulation des rapports sociaux et tribaux et le lieu de captation des ressources importantes.

Cependant, la guerre et l'affrontement ne sont pas la fatalité du Fezzan à l'instar de l'ensemble du pays. La province, où l'écrasante majorité des victimes furent et sont encore des civils tombés dans leurs quartiers sous les salves de l'artillerie, aspire à un réel retour de la paix. Aspiration étayée par les prémisses de la réinstauration chaotique, réversible, mais perceptible de l'Armée Arabe Libyenne et les signes hésitants du retour de la concorde civile. Il est alors légitime de s'interroger, si les blessures qui déchirent les territoires et le tissu social du Fezzan et qui puisent leur raisons d'être, dans la fragmentation et la ségrégation, sont susceptibles d'être cicatrisées ? Pour le moment, les reconfigurations qu'elles soient sociales ou territoriales, prônent pour un retour de la paix. À ce titre, une première étape de pacification dans plusieurs localités du Fezzan, dont la capitale Sebha, a été franchie avec la suppression des barricades défensives dans certains quartiers. C'est un acte fondamental, tant spatial que mental, car il est impératif de requalifier l'espace commun des Fezzani et de re-sémantiser la ville comme lieu d'émergence de la citoyenneté. Le centre de la ville de Sebha est à ce titre, un exemple qui pourrait générer une dynamique dans la province s'il fait l'objet d'un vrai projet de restauration.

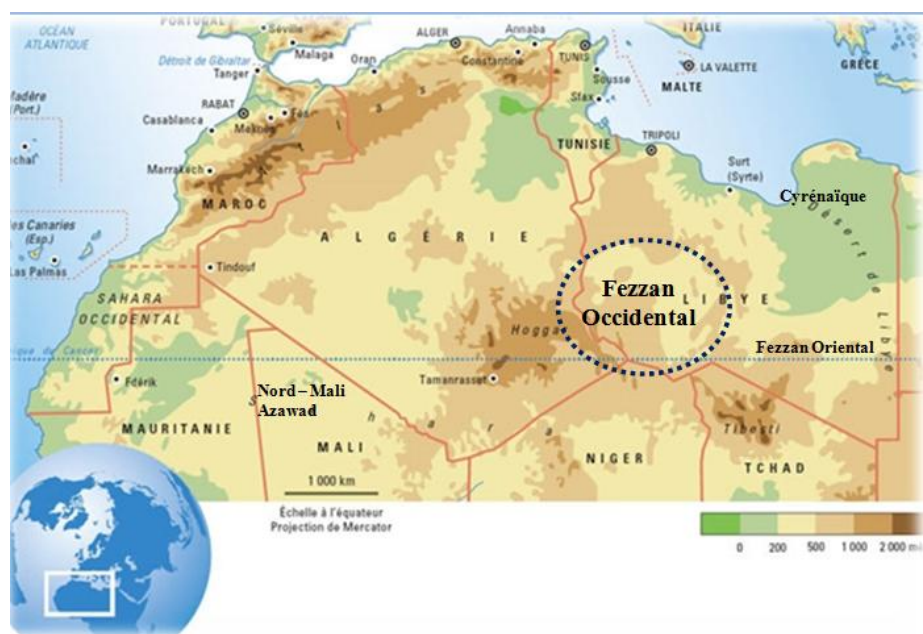
Actuellement, ce non-lieu, livré au vide social et à la violence des bandes criminelles à l'image des interstices et des squares délabrés, constitue paradoxalement une fracture et une opportunité d'un grand intérêt pour l'instauration de la paix dans la ville. En effet, tant que les quartiers restent dominés par un caractère tribal relativement homogène, les fractures ne peuvent que perdurer. Si toutefois, le centre-ville est requalifié pour accueillir toutes les composantes ethniques et tribales de la cité et se transformer en lieu de rencontre fortement amarré aux divers quartiers qui le cernent, il serait probablement envisageable de voir s'épanouir des opportunités de rencontres et de coopération entre des franges de la population que les lignes de fractures spatiales et sociales maintiennent séparées. Le cantonnement territorial et tribal empêche toute forme d'émancipation de la société fezzani et la maintient dans les espaces dominés par les milices armées et les partisans de l'affrontement. La création d'un espace commun et ouvert à toutes les composantes de la ville, sans aucune forme d'exclusion ou de ségrégation tribale ou ethnique offrirait la possibilité aux élites et à tous les habitants désireux de s'affranchir de l'ordre milicien, de fonder de nouvelles formes de cohabitation pacifique entre les enfants de la province.

La situation du Fezzan est aujourd'hui un reflet de toute la complexe réalité de la Libye. Mais au-delà de la guerre et de la prédominance milicienne, le pays connaît une résurgence des traditions de dialogue et de prévention des conflits armés. La province méridionale de la Libye connaît, depuis la fin des affrontements de janvier 2014, cette même dynamique. La lassitude de la guerre, le refus, de plus en plus manifeste et affiché, des familles et des lignages de laisser leurs enfants s'engager dans des milices aux objectifs opaques, le rôle sans cesse croissant des groupes de sages dans le règlement des litiges entre les personnes issues de groupes tribaux rivaux, l'émergence des associations civiles regroupant des membres appartenant à toutes les composantes de la ville et enfin, la multiplication des alliances discrètes entre les acteurs de l'économie locale sont autant de fondements pour briser les lignes de

division dans la ville. Or, à ce stade, ces nouvelles réalités s'inscrivent plus dans les domaines de la recherche de la paix. La consolidation de celle-ci passe nécessairement par le dépassement des fractures territoriales.

Le Fezzan a certes été un projet du « Guide », il avait connu des années fastes sous son régime, mais pour survivre et prospérer, cette province riche de ses ressources et de sa diversité est appelée à mettre en synergie les aptitudes spécifiques et complémentaires de ses habitants. Une synergie qui n'est envisageable que si les barrières qui séparent les gens disparaissent ouvrant la voie à un territoire unifié et réapproprié par ses enfants.

ANNEXES



*Fig. 01 :
Carte du Fezzan occidental avec indication des régions limitrophes*

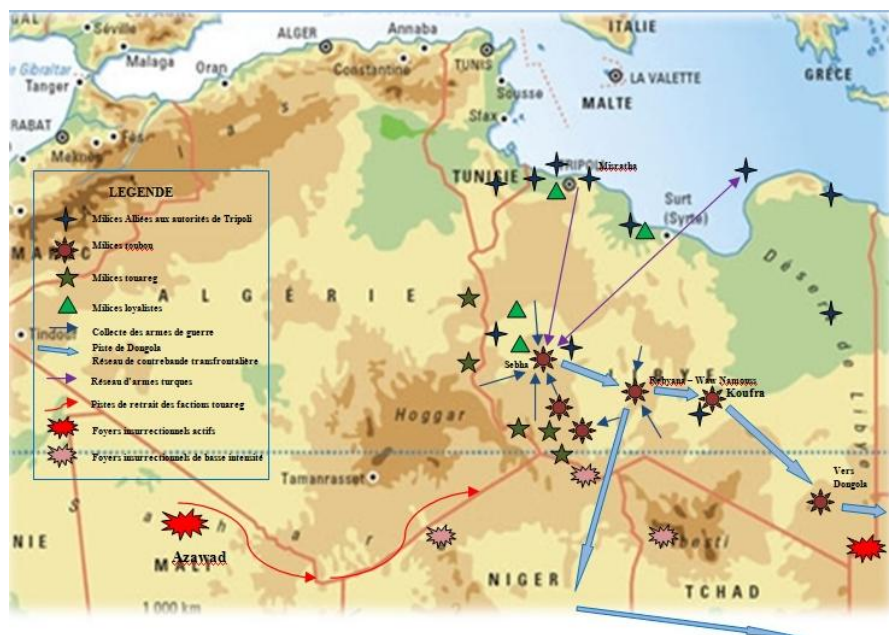


Fig. 02 :
Zones d'influence des factions et pistes de trafic.

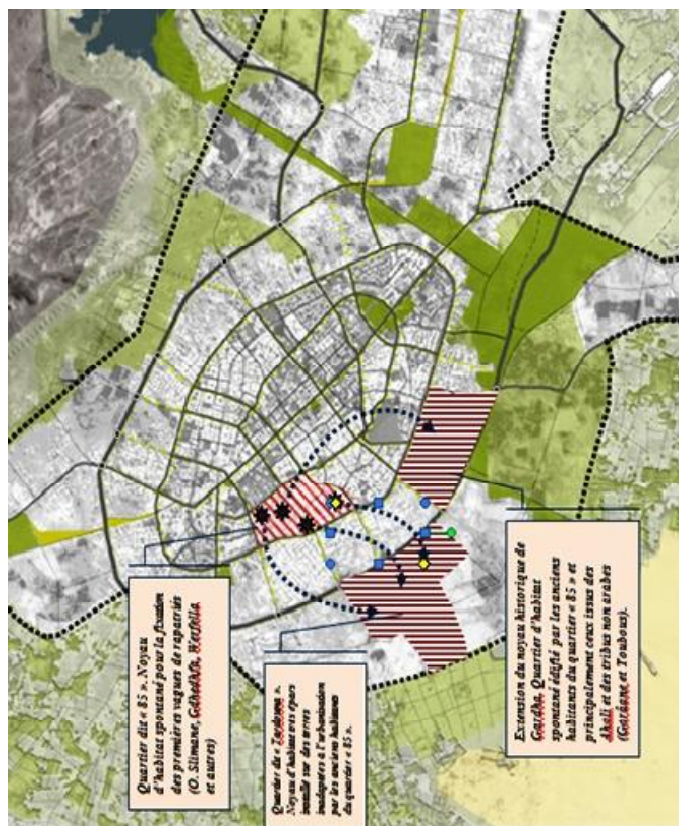


Fig. 03 :
Fragmentation des territoires urbains et installation des « rapatriés ».

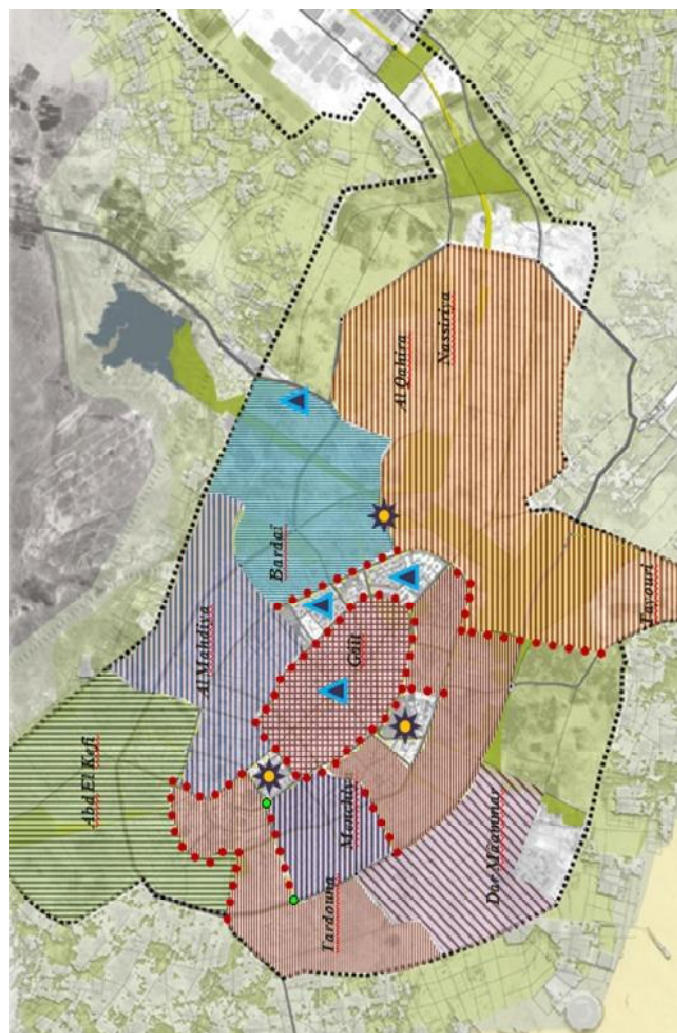


Fig. 04 :
Les quartiers de Sebha et les principales lignes de fronts.

EDITIONS



LE PARCHEMIN BLEU

Résidence Artémis
Appartement A – 21
Ennasr, l'Ariana – 2080 – Tunisie
e-mail : rasm_tn@yahoo.fr
Tel : 0021671708920